

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS  
PARAÎSSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

## LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

- 1<sup>o</sup> Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2<sup>o</sup> Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3<sup>o</sup> Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4<sup>o</sup> Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5<sup>o</sup> Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renault, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Margueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport (France); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin (Belgique); P. Istrati (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.).

### Vassil Kolaroff

Vassil Kolaroff, âgé aujourd'hui de 48 ans, est né à Choumen en Bulgarie. Après avoir fait ses études de droit à Genève il s'établit comme avocat et il a été toujours le brillant défenseur des intérêts des masses laborieuses.

Vassil Kolaroff est un des leaders les plus marquants du parti communiste bulgare tant comme théoricien que comme homme d'action. Il a derrière lui une activité politique ininterrompue de 30 années au service de la classe ouvrière. Il a été pendant des années député au parlement bulgare. Il est aussi l'auteur de plusieurs brochures populaires, ouvrières et communistes.

Vassil Kolaroff est le plus brillant orateur du peuple bulgare et le plus talentueux représentant du parti communiste bulgare auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dont il a été pendant des années le secrétaire-général et dont il est aujourd'hui l'un des membres marquants. Il a été condamné par deux fois par les tribunaux de la Terreur Blanche en Bulgarie, la première fois à 12 ans de travaux forcés et la seconde fois à mort pour avoir participé à l'insurrection des paysans et ouvriers bulgares en 1923 et comme membre du C. C. du parti communiste bulgare.

Comme militant et publiciste communiste, Vassil Kolaroff a eu très souvent l'occasion de s'occuper de la question balkanique en général et de la question macédonienne en particulier, dont il est l'un des meilleurs connaisseurs, ce qui d'ailleurs ressort de sa réponse si documentée.

L'attitude du parti communiste bulgare étant de la plus haute importance pour le mouvement macédonien d'aujourd'hui, la réponse que Vassil Kolaroff nous envoie a pour nous un intérêt tout particulier, et nous lui présentons nos plus vifs remerciements d'avoir répondu à notre enquête en traitant la question macédonienne d'une manière si approfondie.

Nous les communistes bulgares avons toujours reconnu la revendication des révolutionnaires macédoniens d'une Macédoine libre et indépendante et avons toujours soutenu de toutes nos forces leur lutte pour la réalisation de ce but. Et aujourd'hui plus que jamais nous reconnaissons le droit d'autodétermination du peuple macédonien morcelé et nous sommes prêts à l'aider de toutes nos forces pour qu'il devienne le maître de ses destinées.

Nous agissons ainsi non seulement parce que la doctrine communiste proclame hautement le droit d'autodétermination de tout peuple subjugué, mais aussi par des considérations spéciales à nous autres peuples balkaniques.

Le sort de tous les peuples balkaniques est tellement enchevêtré mutuellement que l'esclavage de l'un d'eux provoque des souffrances dans la vie de tous les autres. L'une des principales causes de la situation alarmante et toute faite d'insécurité des Balkans depuis un demi-siècle a été la question macédonienne : la Macédoine, esclave, subjuguée, a été une pomme de discorde entre les Etats balkaniques et les aspirations de la posséder ont allumé à plusieurs reprises des incendies qui ont dévasté toute la péninsule et saigné à blanc et ruiné tous les peuples balkaniques. Et aujourd'hui encore, par les mêmes raisons, se tassent de nouvelles inquiétudes et de nouveaux dangers.

Nous les communistes avons conscience de cette situation, et voilà pourquoi nous avons fait d'une libre et indépendante Macédoine l'une des revendications de notre programme.

Nous considérons vains tous les efforts que les oppresseurs des ouvriers et paysans macédoniens font par des ententes mutuelles de partage, de violation physique et morale de la volonté des masses populaires. Tous les essais pareils s'effritent d'abord dans les contradictions inéluctables et inévitables existant parmi les classes possédantes, ensuite dans la résistance à laquelle ils se heurtent de la part des masses populaires travailleuses dans les Etats balkaniques et autres, et enfin dans l'énergie révolution-

naire inépuisable des ouvriers et paysans macédoniens trempés par leur lutte séculaire acharnée contre le joug national et économique de toutes sortes de tyrans oppresseurs et exploités.

Nous ne fermons pas les yeux devant les difficultés qui se trouvent sur le chemin de la lutte révolutionnaire du peuple macédonien. Elles sont énormes. Et la plus grande difficulté consiste non pas en ce que la Macédoine est un petit pays et que son peuple est numériquement faible pour conquérir sa liberté par ses propres forces. D'autres petits peuples ont vu leurs luttes pour leur indépendance se couronner de succès. Mais comme, naturellement, le peuple macédonien a besoin d'alliés, et qu'il y en a plusieurs qui lui offrent leurs services, la vraie difficulté est de distinguer les vrais alliés — ceux qui sont sincères, qui ont intérêt à lutter côte à côte avec le peuple macédonien contre l'ennemi commun — des faux alliés — de ceux qui, eux-mêmes oppresseurs et subjugueurs, s'efforcent d'exploiter la lutte de l'opprimé macédonien pour leurs visées égoïstes de conquêtes et d'oppression. De plus, il y a encore des « amis bienveillants » qui s'offrent d'une manière pressante, et qui en réalité ne veulent que se transformer en maîtres et en dirigeants. La plus grande difficulté consiste donc expressément en l'émancipation morale et matérielle du mouvement révolutionnaire macédonien des « alliances » et « protections » de l'une ou de l'autre partie des oppresseurs déclarés ou clandestins du peuple macédonien.

Ce n'est plus un secret pour personne que le mouvement révolutionnaire macédonien a été toujours intérieurement morcelé et extérieurement paralysé par de telles « alliances ». Tous les gouvernements balkaniques monarchistes-bourgeois se sont efforcés de placer sous leur influence au moins une partie de ce peuple, de poser les Macédoniens sur les rails de leur politique nationaliste de conquêtes. Et tous ont réussi dans une mesure plus ou moins grande. Il s'ensuivit qu'au moment le plus décisif pour le peuple macédonien — à la guerre balkanique — il n'y avait pas une organisation révolutionnaire macédonienne nationale formée, forte et unie, pouvant se dresser contre les aspirations de conquête et de partage des gouvernements balkaniques. Le sort de la Macédoine a été ainsi décidé sans la participation du peuple macédonien, et ce sort pèse sur lui jusqu'à l'heure actuelle.

Mais après cette amère expérience des guerres, la faiblesse intérieure du mouvement révolutionnaire macédonien n'a pas disparu — les influences intéressées des gouvernements balkaniques continuent à la déchirer. Et ce qui plus est : ces influences ont déclenché au sein même de ce mouvement une horrible guerre fratricide qui menace de l'affaiblir encore plus et pour de longues années. La sanglante guerre intestine qui depuis quelques années fauche en masses les rangs des révolutionnaires macédoniens est unique dans l'histoire des différents mouvements révolutionnaires. Le peuple polonais, dans sa lutte révolutionnaire pour sa liberté et son indépendance, a connu plusieurs organisations révolutionnaires qui travaillèrent chacune de leur côté pour obtenir de l'influence sur les masses populaires, mais jamais les luttes qu'elles se livrèrent les unes aux autres ne dégénérent en une extermination réciproque. Dans le mouvement révolutionnaire russe, un grand nombre de partis et d'organisations révolutionnaires ont aussi rivalisé entre eux, mais ils ont toujours trouvé un langage commun contre le tsarisme. Un mouvement révolutionnaire qui tombe à l'état de se dévorer lui-même cesse d'être dangereux pour les oppresseurs, il perd son terrain dans les masses populaires, il perd son caractère révolutionnaire. La grande cloche d'avertissement de l'histoire sonne depuis longtemps sur les têtes des vrais révolutionnaires macédoniens et leur montre l'abîme qui menace d'engloutir l'œuvre de libération d'un peuple martyr trempé dans des luttes acharnées.

Le contact du mouvement révolutionnaire macédonien avec les gouvernements balkaniques, n'importe avec lequel, s'est révélé extrêmement dangereux non seulement parce que ce contact a affaibli, arrêté, paralysé ce mouvement comme mouvement révolutionnaire macédonien, mais encore parce que ce contact menace d'enlever à ce mouvement les sympathies des masses populaires balkaniques, c'est-à-dire d'éloigner de lui ses véritables alliés. Il suffit à cet effet de montrer l'exemple de la Bulgarie.

La participation de l'O. R. I. M. dans la répression sanglante des ouvriers et paysans bulgares par la restauration bourgeoise-monarchiste fut un coup non seulement contre la lutte des masses travailleuses bulgares, mais aussi contre le mouvement révolutionnaire macédonien. Car le peuple travailleur bulgare ne pouvait pas ne pas considérer avec quelque froideur un mouvement dont les dirigeants trouvèrent compatible avec le but de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne d'aider le monarchisme, le capitalisme et l'impérialisme bulgare à écraser le mouvement révolutionnaire du peuple même et à en anéantir les organisations révolutionnaires. Et donner la préférence à l'amitié de la clique militaire-bancaire plutôt qu'à l'immense majorité du peuple bulgare, donner la préférence à cette bande qui s'est assise — temporairement — sur le cou du peuple bulgare, c'est un crime inouï envers le mouvement révolutionnaire macédonien même, crime que l'histoire ne tardera pas à stigmatiser.

Mais restons strictement sur le terrain de la politique réaliste : Est-ce une politique réaliste que de lier le sort du mouvement révolutionnaire macédonien à celui de la clique militaromonarchiste régnant à Sofia, Belgrade et Athènes — est-ce une politique réaliste que de repousser la sympathie et l'appui des masses populaires en Bulgarie, en Serbie et en Grèce et celle des organisations révolutionnaires des ouvriers et paysans de ces pays ? Le réalisme politique serait la mise à profit des leçons de l'histoire, et elle doit tenir compte des modifications survenues avec le temps dans les rapports des forces sociales. Et c'est expressément la triste histoire des dernières cinquante années qui enseigne aux dirigeants du mouvement macédonien que dans les capitales des Etats balkaniques ce n'est pas la liberté que l'on prépare, mais ce sont les chaînes du nouvel esclavage macédonien que l'on forge. Il ne peut pas non plus échapper à la vue de ces dirigeants le grand déplacement des forces réelles après la guerre mondiale, ni l'énorme accroissement de la valeur politique réelle des mouvements populaires et des organisations populaires en masse. Le flux et le reflux dans les mouvements en masse sont les traits caractéristiques des époques révolutionnaires, et les défaites et insuccès temporaires des classes exploitées et subjuguées ne peuvent pas troubler la netteté de vue des révolutionnaires convaincus et clairvoyants. Précisément les révolutionnaires macédoniens, qui ont derrière eux une chaîne d'insuccès et de défaites graves et qui ont quand même conservé leur foi en la victoire finale ne doivent pas perdre leur espoir en le triomphe des mouvements populaires, malgré les défaites subies par eux ci et là, malgré les reflux temporaires qui se produisent chez eux.

En liaison avec la lutte pleine d'abnégation des masses populaires dans les pays balkaniques contre les cliques militaires, monarchiques et bancaires qui les étranglent, en liaison avec l'essor indomptable du mouvement du prolétariat européen menaçant le règne du capital et de la finance, en liaison avec la lutte grandiose des peuples opprimés de l'Orient contre l'impérialisme mondial, — le mouvement libérateur macédonien est entré objectivement dans une phase tout-à-fait nouvelle.

Est arrivé le moment où l'estimation des valeurs morales doit être soumise à une nouvelle expertise, pour chercher de nouvelles voies, pour créer de nouvelles liaisons, pour appliquer de nouvelles méthodes et pour élaborer de nouvelles formes d'organisation. Il s'est imposé aux révolutionnaires macédoniens de soumettre à une révision en premier lieu leurs rapports avec les gouvernements balkaniques et avec les masses populaires balkaniques, et en second lieu leurs rapports avec les groupements impérialistes (inclusivement la S. d. N.) et avec les classes opprimées prolétariennes. Mais une estimation profonde et polilatérale de la situation ne peut pas ne pas les obliger à chercher l'union expressément des subjugués et exploités, des organisations en masse prolétariennes et paysannes des peuples opprimés qui luttent pour leur liberté, et enfin du puissant et naturel allié de tous les militants contre l'esclavage national et des classes : la grande République Socialiste des Soviets. Les révolutionnaires macédoniens, qui ont enrichi le mouvement révolutionnaire international de précieux enseignements, ne peuvent pas ne pas prendre en considération la riche expérience révolutionnaire dans les autres pays. La nouvelle époque, la nouvelle situation internationale, les nouvelles forces révolutionnaires exigent une nouvelle stratégie, une nouvelle tactique, une nouvelle technique révolutionnaire.

Nous les communistes bulgares, qui avons observé et vu avec un vif chagrin comment la réaction militaire capitaliste à Sofia a enfoncé toujours plus profondément le coin entre le mouvement libérateur de l'opprimé macédonien et la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans bulgares en employant des efforts démoniaques pour les faire dresser les uns contre les autres afin de pouvoir les frapper séparément et élever son règne sur leurs ruines — nous avons accueilli avec une joie inexprimable la nouvelle orientation du mouvement révolutionnaire macédonien qui a commencé à se dessiner en 1924. D'après notre profonde conviction, le Manifeste de mai, dont les grandes lignes ont été établies unanimement par les représentants les plus sensés et les plus clairvoyants du mouvement révolutionnaire macédonien qui ont en si grand nombre payé de leur vie leur courage politique et leur courage d'avoir exprimé leurs idées — ce Manifeste tient compte expressément des enseignements de l'histoire et des nouvelles conditions de la lutte nationale et révolutionnaire. La meilleure preuve de la justesse de la nouvelle orientation est que le Manifeste a fait trembler les ennemis de la vraie cause nationale et révolutionnaire macédonienne et les a contraints à s'adresser au revolver et au poignard de mercenaires pour étouffer dans l'embryon même ce dangereux commencement.

Mais rien n'arrêtera le cuirassement moral à nouveau de la révolution macédonienne. Ce cuirassement à nouveau la rivera plus étroitement et plus solidement encore aux opprimés en Macédoine. Il lui rendra les sympathies plus fortifiées des masses populaires dans les Balkans et lui gagnera l'appui précieux des masses travailleuses du monde entier.

V. P. Kolaroff

## Bedri Péyani



Bedri Péyani est né à Ipek, en Albanie (département de Kossovo), et a actuellement 40 ans. Après ses études d'abord à Uskub et ensuite à Constantinople il entra dans la carrière administrative et devint bientôt secrétaire-général du Mutesarifat d'Ipek. Depuis sa jeunesse il prit une part des plus active dans le mouvement national albanais, ce qui lui valut d'être par la suite exilé à Castamouni par le gouvernement du sultan. En 1913 il participa à l'Assemblée Nationale de Vallona pour la constitution de l'Etat albanais. Il était parmi les radicaux. Pendant l'occupation en 1915 il prit part au célèbre Comité de Kossovo dont il fut l'un des fondateurs et l'un des membres les plus en vue. Il a toujours défendu avec dévouement les intérêts du peuple albanais, et à cet effet il a publié aussi un journal. Après la guerre il a été nommé préfet du département du Kossovo albanais et en 1922 il a été élu député au parlement. Après l'arrivée au pouvoir d'Ahmed Zogou, il a été obligé d'émigrer.

Bedri Péyani est l'une des personnalités les plus marquantes de la jeune Albanie.

J'avais 12 ans, à peine. A Kotchana, en 1897, je vis et sentis pour la première fois la tragédie macédonienne. C'est elle qui m'a suggéré mon premier sentiment de haine contre la tyrannie, qu'elle qu'en soit la forme et le but. Je lui dois, plus tard et en grande partie, mes premières idées de sacrifices pour des causes nobles et ma force de résistance dans les luttes interminables

et affreuses qui tendent à mettre une fin à la martyrisation des Balkans.

Les principes de la liberté et de la justice ? ... Les intérêts de la paix ? ...

Là-bas, en Macédoine, dans ce pays à la vie d'enfer, on ne s'en souvient plus. C'étaient les doux rêves de jadis... C'étaient des imaginations qui servirent de berceaux aux premiers martyrs de la Grande Cause. Il vaut mieux n'en plus parler. Laissons les morts avec leurs convictions mortes.

A Versailles, la haute diplomatie de l'Occident a fait preuve d'une capacité des plus rares pour masquer, autant qu'il lui paraissait possible, la scandaleuse situation internationale qu'elle devait fatalement créer : elle avait besoin d'un sérum miraculeux destiné à endormir les grandes douleurs des petits peuples à l'apider. C'est justement ce sérum qui fut baptisé par elle « Droits des Minorités ethniques ».

La vérité est qu'il y a, dans les Balkans, un peuple macédonien. Il continue à lutter et à souffrir pour son existence cyniquement sacrifiée à Versailles. Le meilleur moyen de le sauver, c'est de lui rendre ses libertés, et toutes ses libertés... A mon avis, il n'y a pas, il n'y aura pas et il ne doit pas y avoir une autre solution.

La réaction balkanique a été renforcée, et d'une façon particulièrement honteuse, par les conservateurs anglais vers la fin de 1924, en commençant par la destruction de l'Albanie. A l'heure actuelle, cette réaction est à son point culminant et a pour mission exclusive d'éterniser l'idée de la martyrisation des Balkans et de continuer à s'en servir comme objet de marchandages dans les guerres à préparer.

Pour s'en débarrasser on ne doit même pas songer à une autre méthode qu'à celle de l'étouffer. La mentalité extrémiste des Baldwins et des Chamberlains doit être détruite par tous les moyens.

Quant aux gouvernants actuels des Balkans, ils sont tous précisément ceux qui ont toujours servi d'instruments aux caprices de toutes sortes de la haute diplomatie de l'Occident.

Comme tels, ils ont été et ils sont capables de tous les crimes. Avec eux, rien à espérer, et il n'y a aucun moyen pacifique de s'en défaire tant que leurs maîtres détiennent le pouvoir à Londres.

Examinez le passé et jetez un coup d'œil sur la situation présente des Balkans : aucune différence, et toujours le même jeu : à savoir, 1° la rivalité effrénée entre Londres, Paris et Rome ; 2° les « Régimes de valets » au service de cette rivalité.

Dès lors, il n'y a qu'un seul et unique moyen de salut pour tous les peuples des Balkans : ils doivent tous se consacrer à créer une troisième force qui se montrerait capable d'écraser radicalement cette rivalité, c'est-à-dire de chasser des Balkans la réaction des impérialismes européens en y proclamant la Fédération Balkanique.

C'est cette noble idée, à mon avis, qui doit constituer le vrai idéal de tout fils des Balkans indigné de ces « Régimes des valets » et de tout bon penseur européen ennemi résolu de nouvelles guerres.

Bedri Péyani

## Dynasties et militarismes balkaniques

La conception d'une Fédération Balkanique, si elle réalise des progrès dans l'esprit public des Balkans, commence à devenir familière aux auditoires occidentaux eux-mêmes. Nous en avons eu la preuve dans les diverses réunions que nous avons tenues à Paris et où les questions brûlantes — la question macédonienne entre autres — ont été exposées devant des milliers d'assistants. On se rend compte qu'il n'y aura pas de paix entre les Carpathes et le Péloponèse aussi longtemps que la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Grèce ne se seront pas fédérées entre elles, laissant des places dans cette combinaison pour une Macédoine, une Albanie, un Monténégro libres.

Mais cette Fédération elle-même ne pourra fonctionner que si elle est à forme républicaine, et cette République ne sera viable que si elle est affranchie des tutelles ploutocratiques et militaires. Il faut pousser jusqu'au bout une transformation qui doit s'accomplir selon un processus logique.

Des quatre Etats actuels qui se distribuent la région située entre l'Adriatique d'une part, l'Archipel et la mer Noire de l'autre, trois sont monarchiques. Et deux des monarchies, celles des Cobourg à Sofia et des Hohenzollern à Bucarest, sont étrangères.

La première, pour se maintenir au pouvoir sous les tutelles militaires qui la dominent, est toujours obligée de se lancer dans les aventures belliqueuses. Son histoire est celle d'une politique impérialiste qui ne recule ni devant les intrigues les plus ténébreuses, ni devant les pires forfaits. La violence sanglante au dedans s'est accompagnée sans cesse de l'agression au dehors. Ce n'est pas sans raison qu'on avait comparé Ferdinand de Cobourg aux tyrans de la Renaissance, qui cherchaient de temps à autre des diversions extérieures à leurs embarras de l'intérieur. Précisément parce qu'il arrivait d'une petite cour d'Allemagne et que son prestige était mince à l'origine, il avait tâché de se faire bien venir du corps des officiers en leur procurant honneurs et profits. Pour conspirer contre la paix il ne s'arrêtait devant aucune considération. Sa responsabilité dans les crises européennes a été à maintes reprises écrasante. Toujours prêt à se vendre au plus offrant, que ce fut le Tsar ou l'Empereur d'Autriche, il aurait fait tuer jusqu'au dernier de ses soldats pour assouvir ses convoitises territoriales et son appétit de richesses. Et son successeur Boris est, comme lui, un trouble-paix, parce qu'il craint comme lui d'être assassiné ou chassé s'il n'offre pas suffi-

Prière à nos lecteurs de bien vouloir prendre note de notre nouvelle adresse:

Wien VI, Postamt 56. Postfach 64

samment de gages aux prétoriens qui l'entourent. Ces dynasties d'importation sont, par essence, expansionnistes et belliqueuses.

L'histoire des Hohenzollern de Roumanie n'est pas très différente, bien qu'ici les annales de la monarchie se compliquent de curieux ou scandaleux épisodes de famille. Charles de Hohenzollern, qui se baptisa Carol I, était un beau jour survenu dans sa capitale sans qu'aucune auréole entourât son front. Il s'était lié par traité à l'Allemagne et à l'Autriche non pas seulement parce qu'il était d'origine germanique, mais aussi parce qu'il craignait la Russie Tsariste. Il sentait plus ou moins confusément que les boyards roumains lui reprochaient de ne pas revendiquer les territoires sur lesquels ils avaient jeté leur dévolu : la Transylvanie, la Bukovine, le Banat, etc. qui dépendaient de la couronne de Habsbourg. Son intervention contre la Bulgarie en 1913, durant la 2<sup>me</sup> guerre balkanique, lui avait servi de diversion, mais en même temps avait refroidi ses rapports avec Berlin et Vienne. Il jugea prudent, en 1914, sur la sommation des chefs de partis, de ne pas embrasser la cause des Empires Centraux, mais dès qu'il crut l'occasion propice, son successeur Ferdinand I se livra à l'Entente, moyennant une honnête récompense qui doubla à peu près ses États. Ainsi la dynastie avait payé sa dette vis-à-vis de la classe dirigeante de Moldavie et de Valachie. L'annexion de la Bessarabie au mépris de la volonté de la population consacra encore cette poussée expansionniste. Les généraux roumains n'ont jamais été si insolents ni si convaincus de leur valeur. Le militarisme, là comme ailleurs, a exercé son ascendant sur la maison royale, qui n'ose lui résister et qui recommencerait la guerre, demain, pour sauver sa couronne. Au temps où nous sommes, les monarques ne vivent plus que de l'appui de l'armée. Que celle-ci ordonne, et ils obéissent !

On peut faire les mêmes constatations en Yougoslavie, bien qu'ici la dynastie se pique d'être autochtone. Les Karageorgevitch se flattent d'être des Serbes, mais c'est une raison pour qu'ils soient peu sympathiques aux autres éléments du pays : les Croates, les Slovènes, les Monténégrins, les Musulmans de Bosnie-Herzégovine. Ce qui fait l'armature du royaume, ce n'est pas une volonté de vie commune qu'on relèverait dans ses divers groupes de populations, c'est — comme dans l'ancienne Autriche-Hongrie — une administration hiérarchisée, une bureaucratie centraliste, une armée nombreuse et toujours tendue vers la guerre, des lois de sûreté générale dans lesquelles François-Joseph eût reconnu son propre esprit. Alexandre I n'ignore pas que les Croates, par exemple, supportent avec peine sa domination, et qu'ils se soulèveraient volontiers, s'ils escomptaient un affranchissement. Raditch s'est rallié, mais les paysans de Croatie lui ont dit durement son fait. La guerre peut apparaître nécessaire, demain, à un monarque dont toute l'autorité repose sur les effectifs de baïonnettes et de canons qu'il a pu rassembler.

La Grèce, pour être république — et combien de temps le demeurera-t-elle ? — ne sera qualifiée par personne de facteur de paix. Ici règne une bourgeoisie commerçante qui est toujours en quête de marchés nouveaux et qui n'a pas encore renoncé à Smyrne et à l'Anatolie ; ici prédominent des états-majors qui ont été les artisans de toutes les révolutions, contre-révolutions, dictatures des dernières années et qui n'ont pas encore dit leur pensée suprême.

Croire qu'une Fédération Balkanique puisse naître d'un accord entre ces dynasties dont chacune voudrait être l'unique dynastie, entre les militarismes qui considèrent la paix comme le plus grand des maux : c'est se payer d'illusions. Compter sur les oligarchies possédantes pour l'instaurer, c'est tout ignorer de notre âge. La Fédération ne peut être le résultat que d'une série de révolutions qui bouleverseraient complètement le statut de la Péninsule.

Paul Louis

## L'insurrection de l'Albanie du Nord et le Pacte d'amitié Italo-Albanais

La fin du mois écoulé et le commencement de ce mois ont été marqués par deux événements importants en Albanie :

1<sup>o</sup> l'insurrection dans les montagnes de l'Albanie du Nord, et notamment dans celles du Dukagini de la préfecture de Scutari, et

2<sup>o</sup> le pacte d'amitié signé à Tirana entre l'Albanie et l'Italie.

Le premier événement, l'insurrection de quelques tribus du Nord, a été transmis par les agences télégraphiques yougoslaves à l'étranger, naturellement éclairé d'une façon qui ne correspond nullement à la réalité. Les premières dépêches faisaient entendre que ce mouvement était encouragé et subventionné par des « forces secrètes » et que les insurgés disposaient de grosses quantités de munitions et de beaucoup d'argent ; ensuite, les dépêches, venant toujours de Belgrade, disaient que l'insurrection était l'œuvre de l'Italie ; et à la fin les mêmes dépêches, après avoir donné la nouvelle de la ratification à l'« unanimité » du traité de Commerce et de Navigation, avec toutes ses annexes, entre l'Albanie et la Yougoslavie par le Sénat albanais ont immédiatement fait l'éloge de la force du gouvernement albanais qui a écrasé immédiatement l'insurrection.

Il est à noter que la source essentielle — et unique au commencement du mouvement — de toutes ces nouvelles était le *Vremé*, organe de l'ex-ministre des affaires étrangères de Yougoslavie, Dr Nintchitch, acteur principal de l'insurrection et des conséquences tragiques qui s'ensuivent.

Nos informations à ce sujet étant sûres, nous pouvons affirmer catégoriquement que les auteurs de la tragédie de l'Albanie du Nord, tragédie qui a eu comme conséquence tant de tués, des milliers de maisons brûlées et des milliers de femmes et enfants sans abri, gagnant les montagnes ou réfugiés en Yougoslavie, n'est que le Ministère des Affaires Etrangères de Belgrade et qu'à lui seul incombe cette responsabilité, comme tant d'autres, innombrables.

Le gouvernement yougoslave n'avait pas pour but de renverser effectivement le gouvernement de Tirana, mais seulement de l'intimider et de le mettre à la raison ; Ahmed Zogou était trop allé du côté de l'Italie et avait oublié tous les services rendus dans les temps passés par Belgrade. C'étaient là les seuls buts du gouvernement yougoslave qui obtint ainsi que le traité de Commerce et de Navigation conclus entre l'Albanie et la Yougoslavie fut ratifié par le Sénat albanais à l'unanimité, avec toutes ses annexes.

Mais les chefs du mouvement désastreux n'étaient pas en position de comprendre les intrigues de Belgrade qui leur avait promis tout appui moral et matériel et ils ne sont aperçus de leur erreur que trop tard : lorsqu'ils assiégèrent Scutari et trouvèrent devant eux Malo Bey Bushati qu'ils comptaient avoir de leur côté. En effet, Malo Bey Bushati est l'homme de la Yougoslavie et, autrefois au service d'Ahmed Zogou, lorsque les deux étaient ensemble sous le même patron, il a été éloigné de l'armée lorsque Ahmed a changé de patron et a passé sous les ordres de Mussolini.

Or, ce même Malo Bey Bushati, sur le concours duquel les insurgés comptaient, se basant sur des promesses de Belgrade, recevait simultanément, du consulat yougoslave et d'Ahmed Zogou, l'ordre de coopérer avec Zogou et le commandement des forces armées gouvernementales à Scutari. Les dépêches yougoslaves ont transmis partout le nom de Malo Bey Bushati qui devenait en Europe un héros sauvant Scutari et instaurant l'ordre et la tranquillité sur les montagnes. Le jour même des combats devant Scutari, alors que toute l'Albanie était dans une situation de grande nervosité, le Sénat albanais, à l'unanimité, n'ayant pas d'autres affaires plus urgentes à faire, ratifiait le traité de commerce entre l'Albanie et la Yougoslavie avec toutes ses annexes.

Ainsi a pris fin une des innombrables scènes de la tragédie du peuple albanais. C'était le 25 novembre.

\* \* \*

Le 27 novembre un pacte d'amitié a été signé à Tirana entre le gouvernement d'Ahmed Zogou et celui de Mussolini.

La presse étrangère continue toujours à s'occuper de ce pacte. Spécialement à Belgrade la signature de ce traité a fait une grande impression et a provoqué la démission du ministre des affaires étrangères Nintchitch et celle du gouvernement Ouzounovitch.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le pacte Italo-Albanais est l'objet principal du jour et il constitue en effet un événement d'une grande importance, spécialement pour les Balkans.

Les clauses du pacte ne parlent que de la garantie du *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie, mais ce n'est pas en vain qu'elles sont interprétées par tous les journaux comme ne signifiant qu'un protectorat italien.

En effet, la situation nouvelle créée en Albanie était à prévoir depuis deux ans, quand le régime actuel a été instauré en Albanie par un complot de la réaction européenne, sous l'égide de la Grande Bretagne ; les lecteurs de la *Fédération Balkanique* sont bien au courant de ces événements.

Après l'entrevue de Chamberlain et Mussolini à Livorno les craintes sur le sort prochain de l'Etat albanais devenaient plus grandes, et maintenant on voit devant soi ce qui attend l'Albanie « indépendante » dans un proche avenir : une occupation militaire italienne.

Actuellement, l'Italie tient entre ses mains toute la vie économique de l'Albanie.

En dehors des concessions de pétrole, d'houille, de forêts et autres, elle détient la Banque Nationale, banque d'émission qui doit régulariser toute la vie économique du pays. De plus, l'Italie, par une combinaison d'un emprunt fictif, a à recevoir 6.500.000 de francs or par an pour une période de 40 ans. Ce montant représente environ la moitié des revenus de l'Etat et il est impossible de le rembourser. Comme garantie des annuités ont été données les taxes des douanes et du monopole du papier à cigarettes et des allumettes. Par des accords spéciaux les compagnies italiennes ont la préférence dans la construction des ports, des routes, voies ferrées et toute autre construction d'utilité publique. Les grands propriétaires fonciers ont loué leurs domaines aux capitalistes italiens. Et ainsi il ne reste aucun coin économique du pays qui ne soit pas livré à la merci du capitalisme italien.

Dans les conditions susmentionnées de la pénétration économique il était à prévoir aussi une influence politique.

Après la conclusion du pacte, il y aura occupation militaire et entretemps, c'est la colonisation italienne qui commence. Par suite du surcroît de la population, l'Italie doit envoyer une émigration à l'étranger et, au lieu de l'envoyer loin en Afrique, Amérique et ailleurs, elle l'enverra en Albanie, qui n'est qu'à quelques heures de distance.

La nouvelle situation créée en Albanie est d'une grande importance pour tous les Balkans et mérite d'être étudiée avec la plus grande attention par tous ceux qui sont de l'avis que « les Balkans doivent appartenir aux Balkaniques. »

A. Devolli

## LE « CARLISME »

### Le fascisme princier

Une nouvelle aventure d'amour !... C'est ainsi que l'oligarchie dominante roumaine s'efforçait d'expliquer, il y a un an, l'exil du prince-héritier Carol. Bien entendu — et nous l'avons dit en son temps dans les pages de la *Fédération Balkanique* — personne n'a cru à ce canard. Une aventure ? Oui ! Mais non pas une aventure d'amour. Une aventure fasciste-palatiste. Et la « crise » politique-dynastique qui bat son plein maintenant, un an après l'aventure « d'amour » du prince Carol, prouve que nous avons eu raison. Il y avait quelque chose de plus profond et de plus sérieux que l'amour dans les décisions graves prises par le Conseil de la Couronne le 4 janvier 1926. Plus encore. La « crise » actuelle montre que l'aventure « carliste » est sur le chemin de devenir un mouvement politique carliste.

En effet, il y a un an le « carlisme » n'était qu'une conspiration de salon de quelques cercles d'officiers et de fascistes, qui commençaient à se réunir autour de Carol, en essayant de faire de lui leur drapeau. Le prince Carol d'autre part se montrait disposé à devenir le point de ralliement de ces groupes militaires-fascistes aventuriers. Tempérament aventureux, le prince Carol avait en effet manifesté, passant par dessus la réserve imposée à un prince-héritier, vertement son admiration pour Mussolini et tout aussi vertement son mépris vis-à-vis du bratianisme — non parce que le prince Carol poursuivait le but de remplacer le régime oligarchique par un régime du peuple, mais parce que le bratianisme avait transformé la couronne en un valet de l'oligarchie. Il ne suffisait pas au prince Carol de devenir un roi-valet, un jouet du vrai roi non-couronné Bratiano ; le prince Carol rêvait de devenir un « vrai » roi, un Mussolini-roi. L'entrelacement des tendances aventurières de Carol avec les projets aventuriers de certains cercles de fascistes militaires et civils — voilà ce qu'était, il y a un an, le « carlisme ». En dehors de cela : ni masses populaires, ni la bienveillance d'un parti quelconque. De plus : tout le carlisme était caché, se mouvait en secret — et ce fut une surprise pour l'opinion publique quand elle s'est réveillée le 4 janvier avec un prince-héritier chassé, un autre nouvellement proclamé, plus une régence composée des instruments des bratianistes (le patriarche et le président de la Cour de Cassation).

Mais les choses ont changé depuis. Ainsi qu'autrefois les luttes religieuses n'étaient qu'une forme que les luttes de classes adoptaient, de même la lutte entre le carlisme et le bratianisme est en train de devenir une forme pour le mouvement des luttes politiques en Roumanie. Car aujourd'hui ce ne sont plus seulement quelques officiers et fascistes qui font de Carol un drapeau pour leur conspiration de coulisses. Aujourd'hui ce sont des cercles, on ne peut pas encore préciser combien larges, de la petite bourgeoisie, des intellectuels et étudiants, des couches moyennes des villes et de la campagne, qui commencent à attribuer au carlisme un rôle que celui-ci n'a jamais eu l'intention d'avoir : celui de remplir leurs espérances d'abattre les libéraux du pouvoir. Car, désillusionnées par l'impotence et la faillite des chefs nationalistes et tsaranistes, les masses populaires peuvent être aujourd'hui facilement leurrées. Elles peuvent être attirées à mettre leurs espérances de salut en un sauveur d'en haut, en un personnage tel que l'exilé Carol, que d'ailleurs l'hostilité agressive des bratianistes entoure d'une auréole de trompeuse sympathie. Bien sûr qu'entre les intentions de Carol et des carlistes — une dictature fasciste — et entre les espérances que les masses mettent en le carlisme — les libérer du régime oligarchique — il y a un abîme, les intentions des premiers et les espérances des dernières s'excluant comme les deux pôles de la terre. Mais malgré cela, le carlisme s'est transformé d'une conspiration de salon en un mouvement porté par des larges masses paysannes et petite-bourgeoises revoltées contre l'oligarchie et désillusionnées par l'impotence et la lâcheté des chefs des partis d'opposition. A cette transformation contribuent d'ailleurs cette fois-ci les chefs de l'opposition aussi.

L'année passée les chefs nationalistes et tsaranistes se sont rangés du côté de Bratiano en approuvant l'exil de Carol. Ils ont été d'une part apeurés par le péril d'un coup fasciste de la part de Carol que le fourbe Bratiano a su leur peindre par surprise sur le mur. D'autre part ils se sont laissés prendre par la promesse vague de Bratiano de leur « faciliter » en échange l'accès au gouvernement. Après s'être débarrassé de Carol avec le concours des chefs nationalistes-tsaranistes, Bratiano leur a naturellement tourné le dos et a hissé au gouvernement son homme de paille, Averesco. C'est ainsi qu'aujourd'hui, quand le péril carliste devient aigu, les chefs nationalistes-tsaranistes refusent de faire encore front uni avec Bratiano. Il devient de plus en plus clair qu'ils trament de se lancer dans l'aventure carliste et tout le plan de tirer parti du prince Carol pour abattre Bratiano. Reste à voir qui en tirera parti. Tout fait prévoir que le fascisme carliste, quoique dirigé non pas contre une menace révolutionnaire (comme en Italie), mais extérieurement contre la droite (comme dans la pilsudskiade polonaise), procédera pourtant, une fois vainqueur, contre la « gauche » et s'entendra sur un compromis avec le bratianisme. Mais aujourd'hui il est un fait que ces chefs « démocrates » — à l'exception des amis du Dr Lupu qui se rangent du côté de Bratiano — coquetent avec Carol et essayent de se servir de lui comme d'un bélier romain pour battre brèche dans le mur oligarchique, mur que ces chefs incapables et lâches ne veulent pas briser dans une lutte de masses ouverte et décidée. Cette coquetterie avec Carol contribue ainsi de son côté à renforcer les sympathies et les illusions des masses envers l'exilé de Paris — ce qui en fin de compte signifie élargir la base du carlisme.

Voici pourquoi on peut dire que le carlisme devient un mouvement populaire, de masses. L'effroi et l'alarme de l'oligarchie n'est donc pas sans fondement. Elle se prépare naturellement pour la défense. Non seulement militairement en congédiant ou déplaçant les officiers non sûrs ou soupçonnés d'être des carlistes, mais aussi par de larges manœuvres politiques. D'abord, l'oligarchie a raffermi l'alliance avec le roi, un des premiers... bratianistes de Roumanie, grand propriétaire et possesseur d'actions de toutes les grandes banques et entreprises bratianistes. Puis elle a cherché à gagner de nouveau pour soi et contre Carol les chefs de l'opposition, en faisant miroiter de nouveau devant leurs yeux avides des promesses pleines de tentations. Mais les nationaux-tsaranistes ont refusé, voulant essayer leur chance avec Carol. M. Yorga s'est prononcé publiquement pour le retour de Carol mais par une voie légale — c'est-à-dire par l'annulation des actes du 4 janvier. Enfin, l'oligarchie cherchera peut-être à introduire la reine Marie dans la régence (en cas de décès du roi jusqu'au majorat du prince Michail, fils de Carol) ou même à la proclamer seule régente — pour déplacer ainsi la lutte contre Carol. Bratiano contre Carol — dans ce cadre les chances de Carol s'agrandissent par l'impopularité de Bratiano et la haine infinie dont ce dernier jouit dans les masses. Mais dans le cadre Carol contre Marie — les chances de vaincre Carol sont plus grandes, la reine Marie ne pouvant pas être mise sur un plan avec Bratiano.

Il est pourtant clair que l'oligarchie se trouvera dans une difficile situation si Carol surgit à Bucarest un bon matin, après la mort du roi Ferdinand. Le carlisme, encore amorphe et diffus aujourd'hui, s'affermira et se dressera alors d'un coup. Mais comme la domination oligarchique repose sur un volcan (révolution paysanne, nationale, ouvrière, etc.), le carlisme peut devenir le coup de fusil qui provoquera le déclenchement non d'un mouvement fasciste, mais d'un mouvement populaire révolutionnaire. L'oligarchie en est consciente, et elle, qui est assez audacieuse pour noyer toujours dans le sang tout mouvement révolutionnaire des paysans, des ouvriers ou des minorités nationales, est en même temps assez lâche pour chercher à s'entendre à la fin dans une forme ou une autre avec Carol, qui, lui aussi, ne pourra faire autrement, s'il revient, que de s'appuyer sur cette même oligarchie.

Ce n'est pas en soutenant Carol « contre Bratiano », mais en organisant et menant de front la lutte des masses paysannes, ouvrières et des minorités nationales contre l'oligarchie et la monarchie, que la Roumanie pourra être délivrée de toute oppression sociale, nationale et politique.

I. Mateescu

## La lutte nationale-révolutionnaire dans les Balkans et la question paysanne

Belgrade, fin novembre.

La lutte nationale-révolutionnaire des peuples balkaniques opprimés est intimement liée à la question paysanne dans les Balkans. Les Etats balkaniques sont des pays éminemment paysans, et pour 80% agraires ; l'agriculture moderne n'a cependant pas pu y pénétrer par suite de l'industrie non développée, des nombreuses guerres, et

des crises permanentes économiques, sociales et politiques, crises qui accusent un indice spécifique.

L'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, d'après une statistique officielle de 1920, compte 12.017.323 habitants et a une superficie de 247.916 km carrés ; il est donc de 46.000 km carrés plus petit et d'environ 5 millions moins peuplé que la Roumanie, qui est actuellement le plus grand Etat balkanique. Nous nous occuperons en ce lieu principalement de ces deux pays, parce qu'ils montrent une grande analogie l'un envers l'autre par leur structure tant sociale qu'économique.

Tous les deux Etats sont des monarchies réactionnaires et militaristes et leurs dynasties régnantes sont apparentées, la reine actuelle de Yougoslavie étant une princesse roumaine. Mais ce qu'il faut bien autrement relever, c'est que toutes les deux monarchies sont des *Etats de nationalités*, dans lesquels dominent les grandes bourgeoisies serbe et roumaine par leur politique d'hégémonie et d'oppression. Dès la constitution même de la Grande-Roumanie et de la Yougoslavie s'élevèrent, et depuis restèrent toujours aigüés, la question nationale et la question paysanne et agraire. Ces questions *n'ont pas été résolues, ne peuvent pas être résolues dans la forme actuelle monarchiste, militariste et capitaliste de ces Etats.*

En quoi consiste la question nationale dans ces deux pays ? Dans la Yougoslavie, elle se reflète dans le développement politique, social, économique et culturel de toutes les nations non-serbes ; et il en est de même des nations non-roumaines dans la Grand-Roumanie. Des 12 millions d'habitants de l'Etat des S. C. S., les 4 millions seuls sont serbes, et les 8 millions appartiennent à d'autres nationalités qu'opprime la bourgeoisie grande-serbe par des procédés réactionnaire inouïs ; et la bourgeoisie grande-roumaine agit de même en Roumanie à l'égard de toutes les nationalités non-roumaines. Et ces deux bourgeoisies ont chacune leur propre tactique et leur propre stratégie pour cette oppression politique, économique, sociale et culturelle.

Il en résulte que les questions nationales restent *intactes, ouvertes*, et qu'elles ne peuvent être résolues que par une voie révolutionnaire efficace. Et cette solution, ce ne sont que les larges masses travailleuses des masses opprimées qui peuvent la provoquer, par une lutte acharnée et âpre et par l'union avec les travailleurs des autres nations.

Car les bourgeoisies serbe et roumaine ne sauraient être forcées ni par des accords à la Raditch-Pachitch et ni par le parlementarisme ou par des compromissions à se démettre de leurs positions politiques et de leur puissance. La bourgeoisie grande-serbe serait peut-être prête à accorder certaines concessions administratives aux bourgeoisies croate et slovène pour les gagner à sa cause, mais il n'est point dit par là que seraient ainsi résolues les questions nationales qui mettent en jeu les intérêts vitaux *des larges masses* des nations opprimées, en premier lieu ceux des paysans. Car il n'y est point question de libertés politiques. Il suffit de suivre avec attention la vie politique et culturelle dans les différentes contrées pour se convaincre de la façon qu'est appliquée dans l'Etat des S. C. S. par exemple la politique de l'égalité de tous les citoyens prévue par la Constitution.

La question agraire n'est également pas résolue comme elle devait l'être. Cette question est pour la Yougoslavie d'autant plus importante qu'elle concerne principalement les contrées qui se trouvaient en dehors des frontières de l'ancien Royaume de Serbie et dans lesquelles la question nationale est aussi aigüe : la Vojvodina, la Bosnie et l'Herzégovine, la Dalmatie, la Macédoine, la Croatie, la Slavonie et la Slovénie. Un décret royal a été promulgué en 1919 soi-disant pour éliminer la grande propriété foncière. On a pu immédiatement voir par ce décret que ce qui était intitulé « réforme agraire » n'était qu'une caricature de la plus ignoble espèce, une *opération capitaliste de classe pour tromper les larges masses travailleuses*. Les quelques terres qui ont été prises à la grande propriété foncière n'ont été distribuées aux pauvres paysans qu'en une certaine mesure seulement ; par exemple, en Vojvodina, en Bosnie, en Macédoine, elles n'ont été réparties qu'entre les paysans et les volontaires de guerre serbes, et en ceci même il y eut des grabuges inouïs. En

Dalmatie il y a jusqu'aujourd'hui encore des chocs à main armée entre les colons et les anciens propriétaires. De plus, des indemnités de plusieurs millions ont été promises aux anciens propriétaires, et ces sommes seront naturellement payées, par d'impôts élevés, par les paysans et les masses travailleuses. Ce sont ces indemnités qui ont poussé les beys bosniaques et macédoniens, etc. à appuyer les différents gouvernements grands-serbes. Et les pauvres masses paysannes et nationalités opprimées se trouvent aujourd'hui dans la même situation que jadis sous les jougs turcs ou austro-hongrois.

Aujourd'hui, à côté des anciens seigneurs et beys, on voit une nouvelle catégorie de propriétaires fonciers, surtout en Macédoine : ce sont les ministres, les députés, les fonctionnaires de la police, et les fonctionnaires supérieurs en général, devenus propriétaires de grandes fermes et d'immenses forêts. Nicolas Pachitch lui-même, qui est l'un des hommes les plus riches de la Yougoslavie, a reçu en présent de l'Etat un grand domaine en Macédoine !

Au lieu d'exproprier les énormes biens de l'Eglise et du Vakouf, l'Etat, dans sa politique de dénationalisation, colonise en Macédoine les pauvres paysans de la Hongrie ayant opté pour la Yougoslavie, au grand détriment de la pauvre population macédonienne, mais dans l'intérêt des visées hégémonistes panserbes. Ces colons présentent aujourd'hui un affreux aspect d'indigence et de misère. Toutes les promesses de l'Etat d'accorder des crédits à longs termes et de distribuer des outils et ustensiles n'étaient que de la supercherie. La misère des colons n'a d'égal que la misère des indigènes. Cet état des choses a d'ailleurs été exprimé par des masses de colons au roi Alexandre lors de son voyage en Macédoine en automne dernier.

Ce sont presque les mêmes conditions qui règnent dans la Grande-Roumanie. Là aussi la « réforme agraire » a été appliquée comme en Yougoslavie. Ce sont les officiers et fonctionnaires supérieurs qui en ont le plus profité.

On voit donc que les « réformes agraires » en Yougoslavie et en Roumanie n'ont été que des mensonges éhontés des potentats grands-serbes et grands-roumains.

Et la question paysanne ? Car la question agraire n'est qu'une partie de la question paysanne. Les pauvres classes paysannes de la Yougoslavie et de la Roumanie servent aujourd'hui la bourgeoisie comme au Moyen-Age ils servaient la noblesse, comme sous le joug turc ils servaient le bey et l'agha.

Les impôts et charges d'après-guerre sous forme de contributions, de monopoles, etc. prolétarisèrent les couches paysannes qui étaient déjà économiquement bien faibles. Le processus de la consolidation des deux bourgeoisies puisa ses moyens, par la force brutale étatique, dans les larges masses paysannes. La politique impérialiste financière et douanière a beaucoup contribué à cet appauvrissement : par l'énorme abaissement artificiel des produits des campagnes et l'immense différence entre ces prix et ceux des articles industriels la puissance d'achat du paysan a été complètement paralysée.

L'on voit ainsi, en continuant ces énumérations, la voie commune adoptée par les deux bourgeoisies.

Il s'impose donc, d'un point de vue *purement économique*, que les larges masses paysannes s'unissent avec les mouvements nationaux-révolutionnaires en Yougoslavie et en Roumanie. Le mouvement national-révolutionnaire trouve un synonyme en la question paysanne.

Les deux questions ne trouvent leur solution que dans une libre Fédération de républiques d'ouvriers et de paysans. Le mouvement national révolutionnaire se transforme en un large front de lutte, en un facteur *englobant les larges masses paysannes mécontentes et exigeant des solutions politiques et économiques*. Et ce facteur sera appuyé par un autre allié encore : par la classe ouvrière. La libération nationale sans la libération économique n'est pas entière. Tous, réunis en une puissante alliance de lutte, doivent terrasser les réactions des Balkans et déployer l'étendard de la liberté et du progrès.

Dimitri Jovanovitch

## Les crimes de Tsankoff-Liaptcheff débordent C'est en vain que par la terreur on veut étouffer les voix des protestataires

La lutte que mène la *Fédération Balkanique* et les cris d'indignation qui s'élèvent de partout contre les régimes de terreur dans les Balkans exaspèrent les cliques des oppresseurs et des profiteurs de la Péninsule, en particulier celles de Bulgarie. Et le baromètre de la fureur de ces vautours, c'est le renforcement des « mesures » contre les « calomnieurs » et les « perturbateurs de l'ordre public ».

Ces « calomnieurs », ces « perturbateurs », le gouvernement de Sofia les cherche à l'intérieur et à l'étranger. Et Volkoff et Protognéoff se mettent à l'œuvre.

A l'intérieur, c'est chose facile : des indésirables « disparaissent sans traces », sont attaqués par des « inconnus », des « complots

communistes sont découverts », des « crimes contre la sécurité de l'Etat » sont commis, puis des « criminels tentent de s'enfuir », les gendarmes font feu sur eux et les balles les atteignent toujours mortellement. Ou, encore, on se « suicide », soit à domicile, soit dans les prisons. Etc., etc.

A l'étranger, c'est un peu plus compliqué. On ne peut pas y organiser des tueries en masses. Mais on peut attendre des individus, les plus éminents, les plus dévoués à la cause du peuple souffrant. Des émissaires se mettent en route. Ils guettent leur proie, longtemps, avec patience. La perte de temps est largement rémunérée. Mencia Carniciu, qui a vécu de la charité de Panitz pendant

six mois, après avoir tué Panitza vit actuellement dans l'opulence en Bulgarie. Le meurtre de Tchaouloff a assuré à Stéfanoff aussi une vie dénuée de soucis matériels. Ces « missionnaires » trouvent enfin le moment propice et, d'un coup de poignard au dos ou d'une balle par derrière, ils exécutent leur « mission ». Dans les pays comme l'Italie Mussolinienne, ils sont acquittés. Dans d'autres, les légations bulgares s'agitent, et les meurtriers ne sont condamnés que théoriquement et, vu leur « état de santé précaire », ils ne purgent pas effectivement la condamnation prononcée contre eux. Ils rentrent en Bulgarie, quelques mois après avoir perpétré leur forfait, et ils y sont accueillis par leurs chefs avec transports, et comblés de grâces. Bref, c'est un métier qui, aujourd'hui, rapporte.

Actuellement, même spectacle. Les Zgovoristes, les Narodniaks, les « Autonomistes » et *tutti quanti* ont été inquiétés par toutes ces manifestations à Paris, dans la presse européenne, dans des déclarations des représentants les plus autorisés de l'opinion publique européenne, qui se multiplient ces derniers temps et stigmatisent leur régime atroce. Ils sont indisposés de ce qu'on ne les laisse pas jouir en toute quiétude de leurs rapines. Ils ont eu recours à la vieille méthode des démentis, des négations des vérités. Mais ils ont vu que cela ne prend plus. Le nombre des opprimés est trop grand pour qu'ils parviennent à étouffer leur voix qui s'élève de partout, et la conscience européenne vibre au son de ces gémissements.

Alors, ils se sont adressés à Protoguéroff. Et c'est avec une indignation mêlée d'angoisse que nous avons appris ces jours-ci que ce misérable a envoyé à ses émissaires les ordres les plus stricts de supprimer à tout prix Vlakhoff, après Tchaouloff, après Panitza.

Par une mentalité propre à eux, croyant pouvoir justifier à l'avance les forfaits qu'ils veulent perpétrer, Liaptcheff, Volkoff, Protoguéroff, par leurs organes accusent les victimes qu'ils se sont choisies de « propagandes mensongères », de « calomnies », etc.

Propagandes mensongères ? Calomnies ?

Depuis le 9 juin 1923, depuis le coup d'Etat de Tsankoff et de ses généraux, quelle a été l'accusation portée contre leur régime barbare que l'on puisse qualifier de calomnieuse, de mensongère ? Les arrestations, tueries, déportations par centaines, par milliers, par lesquelles Tsankoff inaugura son règne ? Le massacre de 20.000 ouvriers, paysans, artisans, intellectuels ? Les innombrables spoliations, arrestations, tortures, massacres, qui ont eu lieu et qui ont lieu toujours encore ? Mais tout le monde en a menti ? Tous ceux qui ont relevé ces horreurs ont fait de la propagande mensongère ? Le rapport de la Délégation anglaise avec à sa tête le colonel Wedgwood n'a été qu'une insinuation calomnieuse ? Henri Barbusse n'a fait que mentir ? Daniel Renoult n'a écrit que des mensonges ? Delvallée, Vernochet, Paule Lamy, Charles Plisnier, Mackinder, Willard, Kreibich, Philippson, Malone, Zyromski, Paul Louis, Gabriel Péri, Georges Pioch, n'ont dit que des menteries ? Les plus éminents représentants de la conscience européenne se sont donc associés pour noircir de faits imaginaires Tsankoff, le « sauveur du peuple bulgare », Protoguéroff, le « grand patriote macédonien », Liaptcheff, le « grand pacificateur » ? Toutes ces personnes de cœur qui, dans des meetings, dans des adresses de protestation, dans la presse, ont secoué l'Europe entière en criant : « Des choses affreuses, épouvantables se commettent en Bulgarie — sauvons ces malheureux martyrisés ! » n'ont fait que tisser des mensonges ? La Ligue des Droits de l'Homme, de partout, en protestant contre ces horreurs n'a fait que de la propagande calomnieuse ? Markham, cet Américain qui a consacré toute sa vie aux intérêts du peuple bulgare, et qui a stigmatisé le régime barbare des Zgovoristes et consorts, n'a été qu'un fourbe ? Ses paroles : « le monstrueux massacre de Bulgares par des Bulgares » n'ont été que le fruit d'une imagination malade ? Où pourrions-nous nous arrêter en continuant l'énumération de tous ceux qui ont vu eux-mêmes et relaté les horreurs commises et qui se commettent toujours ?

Et depuis que Liaptcheff est venu au pouvoir, même martyrologie. Il y a bien quelque chose de changé : le chef officiel du gouvernement ne s'appelle plus Tsankoff, mais Liaptcheff, et le président de la Chambre ne s'appelle plus Kouleff, mais Tsankoff ; ceci, nul ne l'a contesté ; mais un mot de plus, et ce serait déjà railler l'infortune du malheureux peuple bulgare. Une « amnistie » a été proclamée par Liaptcheff, pour semer de la poudre aux yeux du monde indigné : des milliers et des milliers gémissent encore dans les cachots et dans l'émigration. Les arrestations, les spoliations, les condamnations à mort continuent de plus belle. Les meurtres, *idem*. Le récent assassinat de Dotcho Mikhaïloff n'est qu'un fait tragique entre mille. Même la Ligue Bulgare des Droits de l'Homme a dernièrement lancé une énergique protestation contre les agissements de la clique au pouvoir. Une misère noire sévit dans tout le pays. Non, vraiment, rien n'est changé en Bulgarie, rien de rien.

Pierre Lebrun a été envoyé tout récemment en Bulgarie par le grand journal parisien *Le Quotidien* que nul ne peut « accuser » de communisme. Or, que dit-il de ce qu'il a vu sous le régime Liaptcheff ?

#### La crise économique

Après avoir passé quelques jours dans la capitale bulgare, écrit Pierre Lebrun dans le « *Quotidien* », on sent peser sur soi une lourde atmosphère de stagnation économique et d'abattement moral... L'ar-

gent est cher, le taux des intérêts atteint des proportions inouïes... Les salaires sont bas, et il y a 75.000 chômeurs... La crise économique et financière ne fait pas de doute. Mais quelles en sont les causes ?

#### La Réaction — la Terreur

La réaction, après le coup d'Etat qui renversa Stambolisky et porta le 9 juin 1923 Tsankoff au pouvoir, fut terrible... Après l'attentat de la cathédrale, la Terreur blanche redoubla de fureur. Personne maintenant n'ose le nier. Ceux-là même qui, il y a un an ou deux, préféraient se taire, qui, pour la « bonne renommée de la Bulgarie » trouvaient « exagérées » les informations publiées à l'étranger, avouent maintenant que « c'était très pénible ». M. Markham écrivait ces jours passés : « Du 9 juin 1923 au 1er janvier 1926 le gouvernement des militaires a massacré en Bulgarie des Bulgares innocents dont il est difficile d'établir le chiffre, la plupart étant des paysans obscurs qu'aucune statistique n'avait enregistrés. Ils ont été plusieurs milliers, en tout cas, de seize à vingt mille, m'a-t-on dit. Trente députés de l'Union paysanne et six anciens ministres de Stambolisky ont été assassinés. Tous les autres ont passé par la prison ou ont subi la bastonnade. Un grand nombre de militants de ce parti — conseillers municipaux, propagandistes, coopérateurs — ont « disparu ».

Cette énorme saignée a affaibli le pays.

Le régime exceptionnel qui fut établi dans les villages, aggravé par l'arbitraire policier, a paralysé la vie économique. Les paysans évitant d'aller dans les villes, le mouvement des affaires dans les campagnes s'est ralenti, les coopératives ont été ruinées.

D'autre part, beaucoup de paysans craignant la répression ont gagné les montagnes.

C'est là une des causes — et non des moindres — de la crise économique actuelle.

#### Les ligues militaires sont toutes puissantes sous Liaptcheff

M. Liaptcheff appartient à cette organisation politique, le « Zgovor », fondée par M. Tsankoff, qui gouverne en Bulgarie depuis la chute de M. Stambolisky. Il fut appelé à remplacer M. Tsankoff quand le « Zgovor » se rendit compte que celui-ci n'avait aucune chance de conclure un emprunt en Angleterre et était devenu impossible dans les milieux de la Société des Nations.

Puis, parlant des organisations « irresponsables » :

Ce sont, continue M. Lebrun, à côté de la Ligue Militaire deux groupements fascistes, le Koubrat et la Défense patriotique, qui ont leurs journaux et leurs uniformes. Quand vous demandez aux Bulgares ce que représentent ces groupements, ils vous répondent, en baissant la voix : « ce sont les organisations clandestines », ou bien : « on ne sait pas, leur vrai but est assez mystérieux. »

#### Les « Autonomistes » de Protoguéroff sous Liaptcheff

Le comité terroriste macédonien est une organisation révolutionnaire clandestine qui jouit en Bulgarie d'une sorte d'exterritorialité de fait. C'est ce comité qui organisa l'assassinat de plusieurs ministres et hommes politiques bulgares, accusés par lui de « trahir » la cause macédonienne. On parle beaucoup, à voix basse, de ses rapports intimes avec les fascistes bulgares... et italiens.

#### Les suppôts de Tsankoff sont les mêmes que ceux de Liaptcheff

M. Tsankoff, dit encore Pierre Lebrun, avait été porté au pouvoir par les anciens officiers démobilisés — 12.000 à peu près — par l'armée et par les organisations macédoniennes (les « Autonomistes » de Protoguéroff — N. de la F. B.) Son « Zgovor » est composé de ces éléments militaires, de l'ancien parti conservateur — grosse bourgeoisie spéculative — Narodniaki, et des fractions des autres partis.

Or, ainsi que l'écrit plus haut M. Lebrun aussi, M. Liaptcheff appartient à ce même « Zgovor », à « cette coalition d'intérêts, comme le dit encore M. Lebrun, qui veut à tout prix rester au pouvoir, car elle en profite ». Et le journaliste parisien cite un passage d'un article du *Narod* dans lequel il est dit que cette clique « a mis la Bulgarie en coupe réglée et pille les richesses nationales ».

Mais M. Lebrun relève avec plus de précision encore combien rien n'est changé depuis que M. Liaptcheff s'est présenté comme président du conseil :

— M. Liaptcheff a gardé toute l'administration et toute la police de M. Tsankoff. Les communes sont administrées par les « partisans » du « Zgovor » qui terrorisent la population paysanne.

La relation est nette, précise : aujourd'hui, même administration, même police, même terrorisation que sous Tsankoff.

#### La Terreur sanglante sous Liaptcheff

La presse d'opposition, continue M. Lebrun, donne presque chaque jour des exemples de violences policières dans les campagnes. Les réunions du parti agrarien sont toujours interdites dans les villages. Les administrations communales agrariennes régulièrement élues sont dissoutes par les « partisans ». (Voir l'article de notre éminent collaborateur G. Kazanovsky dans notre numéro précédent. — N. de la F. B.) En général le « Zgovor » a décidé que l'Union populaire paysanne de M. Stambolisky, qui compte vingt-sept ans d'existence et devint après l'ar-

mistice le parti le plus puissant de la Bulgarie, doit disparaître. Et c'est là, je crois, une des causes les plus graves du malaise politique. Dans ce pays de petits propriétaires paysans, un régime normal est impossible si on exclut de la vie politique le parti essentiellement paysan, pour lequel vote, même dans les villes, même dans la capitale, une fraction importante de la population.

Les persécutions policières, la désorientation morale ont créé le banditisme. Quelquefois, ce sont des « bandits » politiques, des communistes traqués par la police, qui se sauvent dans les montagnes... quelquefois des chômeurs, des paysans, fuyant la vengeance des « partisans ». La police organise contre eux de véritables expéditions punitives et profite de l'occasion pour massacrer les adversaires politiques du « Zgovor ». De pareils massacres ont eu lieu il n'y a pas longtemps dans la région de Lovetch et de Plevén.

Le « Narod », journal social-démocrate, a publié dans le numéro du 17 août : « Il y a vingt jours, les militaires et la police avaient proclamé l'état de siège dans les communes de Golema, Gelesna et Borima. Ils ont arrêté vingt personnes. Nous avons trouvé, aujourd'hui, leurs cadavres dans deux tombes à peine recouvertes de terre, près de la route. Avons-nous une loi et une justice ? Dans quel pays vivons-nous ? Signé : Les veuves et les orphelins et les parents des tués. »

Un commerçant étranger, en voyage d'affaires en Bulgarie, m'a raconté qu'il a vu dans un village des soldats bulgares qui défilaient, portant piquées sur leurs baïonnettes les têtes coupées des « bandits ».

Tout cela, sous le régime de la légalité rétablie par M. Liaptcheff, sous le régime où « on n'assassine plus ».

Ajoutons qu'il y a encore dans la prison deux mille condamnés politiques.

Voilà la Bulgarie sous Liaptcheff. Sous Liaptcheff le Noble, Liaptcheff le Pacificateur. Et sans parler encore de la question des réfugiés que nous ferons le sujet d'un autre article.

Louis Mesnard

## La rage de l'impuissance

Nos adversaires qui s'intitulent sans vergogne des révolutionnaires macédoniens ne peuvent pas tenir dans leur peau — incapables de nous opposer une critique d'idées, quelle qu'elle soit, ils sont fouettés par le désir de nous faire du mal, et, impuissants comme le serpent frappé à l'échine, ils sifflent contre nous leur fiel. Vraiment, le sort du verkhovisme d'aujourd'hui, fourbe et traître, est bien triste dans toutes ses ramifications. Toutes les espérances, tous les plans, et aussi tous les calculs de ses maîtres ont été réduits à néant. Que représente-t-il encore, ce verkhovisme macédonien, noyé dans le sang des frères, placé au service du fascisme de l'Etat bulgare ? Y a-t-il encore quelque chose de réconfortant dont puisse se vanter son confrère le verkhovisme des bandits serbes, qui s'est mis au service de la réaction et de l'oppression serbe ? Ce sont là deux mafias de traîtres honnis et méprisés par le peuple et l'émigration macédoniens, parmi lesquels ils ne peuvent point prendre racine pour remplir leur rôle de provocateurs et de conspirateurs, ainsi que le voulaient leurs maîtres.

En Bulgarie, aujourd'hui, le Protoguérovisme est en pleine désagrégation. L'émigration macédonienne en Bulgarie, que le Protoguérovisme, avec l'aide du gouvernement bulgare, avait réussi à garrotter et à bâillonner pour que l'on n'entende plus les voix de protestation qui s'élevaient de son sein, trouve déjà en elle-même des forces pour exprimer son aversion de cette bande de traîtres et de meurtriers et fait de nouveaux efforts pour se libérer de leur tutelle sanglante et oppressive. Ni la Sûreté Générale et ni les autres appareils d'oppression du gouvernement bulgare qui appuie ces sanguinaires bandits ne sont à même de sauver la situation pour eux. Nous avons déjà des symptômes prouvant que l'émigration macédonienne en Bulgarie s'efforce de reconquérir son indépendance d'autrefois et sa liberté de parole et d'action dans le mouvement de libération de son pays. Et elle y réussira, en dépit de toute l'oppression dont elle est l'objet. Et ce sera alors une mort politique complète pour le Protoguérovisme, qui sera ainsi noyé dans ses propres crimes.

Le même sort, sinon un sort plus triste encore, ont aujourd'hui les mercenaires du chauvinisme et de l'obscurantisme serbe. L'antichétisme de Kalamatieff, Terzieff et Rindoff\*) a définitivement discrédité aux yeux des masses macédoniennes cette bande de traîtres, de dégénérés. Le peuple dans la Macédoine subjuguée et l'émigration hors-macédonienne ne veulent avoir et n'ont rien de com-

\*) Le gouvernement serbe a organisé des bandes soi-disant pour lutter contre les tchétsas, mais en réalité pour terroriser la population macédonienne afin de la soumettre aux buts dénaturés de l'impérialisme serbe. N. D. L. R.

## 19 novembre : Désespoir en la Société des Nations

Aux Sociétés Savantes : un meeting, où, se succédant, Marcel Willard, Daniel Renoult, Zyromski, Paul Louis et Gabriel Péri racontent la « tragédie macédonienne » (le 19 novembre — N. de la F. B.).

Je suis venu tout exprès pour apporter mon adhésion à la juste et généreuse cause qu'ils servent ici, et aux efforts, encore malheureux, qui tendent à fonder une Fédération des États Balkaniques. Je décline l'honneur, qui m'est offert, de prendre la parole. Il m'est plus profitable d'écouter.

Mais j'entends, et de tout mon cœur : Aux récits que font les orateurs, il arrive que ma raison s'épouvante et divague. Elle voudrait, je voudrais douter.... Tant de crimes, de crimes quotidiens, si patiemment perpétrés ; si glorieusement impunis ; tant de sang innocent versé comme par plaisir !.... On voudrait pouvoir se lever, se récrier, dire : « Vous exagérez... Ou vous mentez... Nous sommes quand même en Europe, dans l'Europe de 1926... Non, ça n'est pas possible. Notre civilisation ne nourrit pas, dans ce qu'elle a de plus puissant et de plus illustre, des monstres pareils. Ils ont un tribunal, auquel ils doivent des comptes, ces gouvernements balkaniques, dont le moins assassin passe encore l'extrême mesure d'un Caligula et d'un Commode. Ce tribunal, c'est la Société des Nations »....

Or, cela est... Cet excès dans le crime est comme le pain quotidien des Balkans... De telles horreurs, qui défraient la chronique du monde entier, elles sont connues à Genève. Or, c'est le silence absolu d'un tribunal vers lequel tant de nobles espérances ont prié...

Je me surprends à penser, moi aussi, tandis que Gabriel Péri, frénétique et vrai, la condamne, que la Société des Nations pourrait bien représenter, finalement, la plus haute organisation de fourbe et d'imposture dont se sera abusé ce que nous appelons encore la Civilisation occidentale.

Georges Pioch

(La Volonté, Paris, du 27 novembre)

mun avec les agissements criminels de ces deux mafias qui s'efforcent de mettre la sainte cause de la libération macédonienne au service de la réaction serbe et bulgare et au service de leurs intérêts d'oppression et de conquête. Les masses macédoniennes se sont résolument engagées dans la voie révolutionnaire indépendante, honnête et incorruptible, la seule qui mène vers la liberté et l'indépendance de la Macédoine. Cette voie, elle se trouve inscrite sur l'étendard de l'O. R. I. M. Unifiée, ce guide appelé à conduire vers sa réussite le mouvement révolutionnaire macédonien.

Ce chemin est indiqué par notre journal aussi, qui sème infatigablement la saine instruction révolutionnaire dans le sein du peuple macédonien. Et c'est pour cela que nous nous sommes attirés la haine des mafias verkhovistes macédoniens repoussés et méprisés par le mouvement révolutionnaire macédonien. Leurs journaux soufflent feu et flamme contre nous, et le *Svoboda ili Smrt*, l'organe du pseudo-autonomisme, rivalise de zèle avec le *Makedonsko Soznanie*, l'organe des « fédéralistes » de Pachitch, pour jeter à qui mieux mieux des ordures et des calomnies à notre adresse. Et combien sont-ils petits, misérables, dans leur piètre lutte. Irrités par leur impuissance à ébranler un point quelconque de nos positions d'idées invulnérables, ils s'efforcent de transplanter la lutte sur le terrain personnel, preuve éclatante de leur capitulation idéale et morale. Ils mènent une vile campagne contre nos amis, contre les personnes des meilleurs et des plus dévoués dirigeants du mouvement macédonien de libération d'aujourd'hui, et avec un acharnement enragé ils se jettent sur notre camarade Vlahoff, ce travailleur modeste, mais non à petits mérites dans le mouvement macédonien. Chaque jour ils jettent de la boue et des immondices sur lui, et leur conscience vendue ne s'arrête devant rien. Ils fouillent son passé, ils s'efforcent de défigurer tout ce qu'ils apprennent de lui, et, ne réussissant naturellement pas à le noircir, ils inventent des inepties, des mensonges grossièrement cousus, des calomnies de tout calibre, auxquels nul n'ajoute foi — mais ils continuent, sans se gêner, car il faut qu'ils réagissent à l'indignation populaire qui s'abat comme de la cendre brûlante sur leurs têtes, et car il ne leur reste vraiment plus d'autres instruments de lutte que la calomnie et le mensonge.

Ces mercenaires ne peuvent point pardonner à Vlahoff un grand péché à lui : celui que, lui, il n'a jamais trahi le mouvement macédonien dans les moments les plus critiques de ce dernier, qu'il ne l'a jamais vendu, qu'il ne l'a jamais mis au service des aspirations de conquêtes des gouvernements balkaniques et de leur politique intérieure de réaction, d'oppression, de fascisme. Ils voient bien que Vlahoff est pour eux une conscience inaccessible, un témoin vivant de tous leurs avilissements, de toutes leurs traîtrises, de tous leurs crimes, ils sentent que cette conscience ne leur donne pas de tranquillité, les stigmatise, les transperce, les démasque, dévoile leurs crimes même quand elle se tait. C'est pourquoi, Vlahoff doit être éliminé, supprimé. Il doit être anéanti physiquement, sali et noirci moralement. S'ils y réussissaient, ils porteraient par là un coup profond au

mouvement macédonien de libération, à son indépendance, à son incorruptibilité, à sa pureté révolutionnaire et idéelle. Et c'est le but que ces maffias poursuivent par leur campagne contre Vlahoff et ses camarades, et ils ne s'arrêteront pas de calomnier, car leur rage croîtra en proportion de leur impuissance, et pour la rage impuissante il n'y a qu'un seul outil : le mensonge, la calomnie.

(*Makedonsko Delo* n° 30 du 25 novembre.)

## Un attentat à Vienne

Le samedi 11 décembre un individu a tiré environ 14 coups de revolver dans la demeure des émigrés macédoniens Dr Athanasoff et de son ami Slawe Iwanoff et a blessé une pauvre femme de ménage qui s'y trouvait. Puis, cet individu a pris la fuite. Alarmés par les coups de feu, des locataires de l'immeuble et des passants se lancèrent à sa poursuite et un agent de police réussit à l'arrêter un peu plus loin, au tournant d'une rue. A l'interrogatoire, l'individu en question a déclaré se nommer Boris Procheff, professeur de danse, et être un ami du Dr Athanasoff et Slawe Iwanoff ; ces derniers l'auraient depuis quelques temps pressé de commettre un attentat contre des chefs de l'O. R. I. M. de Protoguéroff, et, sur le refus de Procheff, ils l'auraient menacé, se seraient même jetés sur lui, et alors, pour se défendre, il aurait tiré, blessant malheureusement la pauvre femme de ménage.

D'autre part, le Dr Athanasoff et Slawe Iwanoff ont déclaré à la police que Procheff, au cours de sa dernière visite, aurait subitement, sans cause apparente, tiré un revolver et un pistolet automatique et fait feu sur eux à quatorze reprises.

Telles sont les deux déclarations des deux parties, et elles sont tellement différentes qu'elles n'apportent aucun éclaircissement sur les véritables motifs qui ont déterminé Procheff à tirer ses coups de feu.

Un fait est cependant hors de doute : un attentat politique n'a pu avoir été ordonné que par l'O. R. I. M. noire de Protoguéroff, car ce sont les chefs de cette bande criminelle qui pratiquent des actions terroristes. Ce sont eux qui ont fait tuer Tchaouloff, eux qui ont fait perpétrer à Mencia Carniciu son crime odieux contre son bienfaiteur Panitza, eux qui poursuivent avec une rage furieuse Dimitri Vlahoff et qui ont déclaré récemment de nouveau, tout ouvertement, qu'ils veulent le tuer à tout prix — ce qui a provoqué les protestations indignées de Henri Barbusse, Romain Rolland, M<sup>me</sup> Séverine et de tous les membres du Comité de Paris contre la Terreur Blanche dans les Balkans ; et ce sont toujours eux qui, à toute occasion, déclarent vouloir supprimer tous ceux qui protestent contre leurs agissements criminels.

Il est vrai que le Dr Athanasoff et Slawe Iwanoff n'avaient depuis longtemps déjà — depuis plus de deux ans — absolument aucune attache avec le Mouvement Macédonien que l'O. R. I. M. de Protoguéroff essaie de combattre par le poignard et le revolver — mais cette bande d'assassins ne leur a peut-être pas pardonné d'avoir en son temps entretenu des relations avec Panitza. En tout cas, il faudra attendre le résultat de l'inspection.

Ce que l'on doit cependant tout particulièrement retenir, c'est que les oppresseurs du peuple macédonien, les gouvernements réactionnaires balkaniques, se sont efforcés d'exploiter par tous les moyens ces coups de feu tirés par Procheff pour faire porter atteinte au droit d'asile dont jouissent les émigrés balkaniques en Autriche, et c'est à leur grand regret que leurs misérables machinations sont restées sans résultat — sauf celui de les confondre eux-mêmes encore une fois. Ils ont essayé de provoquer une hostilité parmi la population viennoise contre les émigrés balkaniques et particulièrement contre les émigrés macédoniens, réfugiés en Autriche pour échapper aux massacres dans leurs propres pays. Quelles saletés ne firent-ils pas écrire par les deux journaux à leur solde à Vienne contre ces malheureux émigrés ! L'un de ces journaux, gorgés de léwas bulgares, après avoir imaginé et écrit que Vlahoff se serait acheté il y a quelque temps une villa avec un grand jardin dans un des plus beaux quartiers de Vienne, est allé jusqu'à insinuer que cet homme, qui est le dévouement, la loyauté, l'honnêteté incarnés, ait été de connivence avec Procheff et que le lendemain même de l'attentat il aurait quitté Vienne précipitamment et se serait enfui en Allemagne. Le vil organe de Liaptcheff, Protoguéroff et consorts a poursuivi par ces insinuations le but de créer une atmosphère hostile contre Vlahoff et de provoquer son arrestation ou tout au moins son expulsion. Il est inutile de relever que Vlahoff n'a jamais songé à se rendre en Allemagne ou ailleurs et qu'il continue toujours à vivre en son bien modeste domicile, en location, qui est bien loin d'être une somptueuse villa achetée — ce n'est pas par une vie de dévouement total à son peuple opprimé que l'on peut s'acheter une villa, mais cela, les Protoguéroff et consorts ne peuvent naturellement pas comprendre.

Tous ces mensonges, toutes ces calomnies, toutes ces insinuations, bien loin d'atteindre leur but visé, n'ont fait que provoquer dans la presse indépendante et spécialement dans la presse ouvrière de Vienne une violente indignation contre les agents viennois des dictateurs balkaniques, et une vive manifestation de sympathie en faveur des malheureux émigrés. Tous les journaux indépendants et surtout les journaux de la gauche ont hautement proclamé l'inviolabilité du droit d'asile en Autriche. Et nous nous faisons un bien agréable devoir de remercier ici chaleureusement tous nos confrères qui ont si vivement exprimé leurs sympathies pour la cause des malheureux émigrés balkaniques et des populations souffrantes de la péninsule, et tout particulièrement l'*Arbeiter-Zeitung* et l'*Abend*.

## LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET EVENEMENTS

### Albanie :

La « Liria Kombëtare » du 8 décembre commente en les termes suivants les affirmations du « Secolo » que le pacte italo-albanais ne serait qu'une simplification de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre garantissant l'indépendance de l'Albanie :

« Il n'est pas nécessaire de longues explications pour démontrer que les déclarations de la presse italienne ne correspondent pas à la vérité. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les articles du pacte pour constater immédiatement combien grand est le contraste qui existe entre la décision de la Conférence des Ambassadeurs et le traité italo-albanais d'aujourd'hui.

D'après ce traité, l'indépendance de l'Albanie est garantie par une seule puissance, et ce par une puissance non-désintéressée, par une puissance qui, par toutes ses actions, a montré et prouvé ses visées sur l'Albanie.

Le traité de Tirana contredit aux et renverse les décisions de la Conférence des Ambassadeurs : d'internationale qu'elle était, la question albanaise devient une question italienne.

Ahmed Zogou, en signant ce pacte, n'a nullement songé à assurer l'intégrité de l'Etat albanais garanti par des actes internationaux — il ne voulait qu'assurer son trône en devenant le vassal de l'Italie. Par ce traité l'Italie obtient le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures albanaïses, et les hommes qui seront dorénavant au pouvoir en Albanie ne pourront s'y maintenir s'ils ne plaisent pas à Rome et s'ils n'exécutent pas les ordres. L'Albanie est aujourd'hui entièrement livrée à l'Italie tant en ce qui concerne sa politique intérieure que sa politique extérieure ; le peuple albanais n'est plus le maître dans son propre pays ; il ne possède plus le droit de régler sa politique extérieure

comme il l'entend, ni même celui de se choisir le régime et le gouvernement qu'il désire. En un mot, un tel traité ne signifie qu'un protectorat.

Quant à la presse yougoslave, nous ne pouvons que lui rappeler que c'est le gouvernement yougoslave lui-même qui est la cause de ce désastreux événement. Elle ne doit pas oublier que cet Ahmed Zogou, qui place aujourd'hui notre patrie sous le protectorat italien, n'a pu s'emparer du pouvoir et s'y maintenir que par l'aide morale et matérielle de la Yougoslavie. Ce que la Yougoslavie et ses mercenaires ont semé, ils le récoltent à présent.

C'est le malheur du peuple albanais : après avoir, au prix de son sang, conquis sa liberté et son indépendance, il les perd aujourd'hui par les intrigues des puissances impérialistes et par la trahison d'un spadassin qui n'a pas une seule goutte de sang albanais dans les veines.

### Bulgarie :

L'« amnistie » de Liaptcheff. — Les journaux de gauche en Bulgarie publient tous les jours, et depuis bien longtemps déjà, des requêtes des parents et proches de ceux qui, malgré l'« amnistie », se meurent dans les prisons, — mais le gouvernement n'accorde aucune attention à ces cris implorant la libération des malheureux détenus. Les journaux du bloc du travail, des agrariens et des socialistes demandent ces derniers temps une amnistie complète en insistant sur la nécessité absolue de l'élargissement des milliers de condamnés politiques. Le « Zemledelsko Znamé » écrit à ce sujet dans son numéro du 9 décembre :

« Des milliers de citoyens bulgares pourrissent dans les prisons, dans les souterrains obscurs et humides, et il y a parmi eux de tout jeunes gens. La plupart de ces malheureux sont des soutiens de famille.

Tandis qu'ils périssent dans les cachots, l'hiver est venu avec toute sa rigueur, et leurs familles sont exposées au froid et à la faim. La Bulgarie est-elle tellement grande et riche qu'elle puisse se passer de l'activité de ces milliers de ses fils? Il est du devoir impérieux du gouvernement et du parlement d'accorder une pleine et entière amnistie pour tous les condamnés politiques.»

**Un ancien militant communiste brûlé vif avec toute sa famille.** — Pleven vient d'être le théâtre d'une chose affreuse, horrible, qui a provoqué la plus vive émotion dans toute la ville, dans tout le pays. L'ancien militant communiste Dr Bécheff a péri, avec toute sa famille, la domestique et un malade dans un incendie qui a éclaté et s'est étendu dans des conditions mystérieuses.

Le Dr Bécheff demeurait au 3<sup>me</sup> étage d'un immeuble. Le 5 décembre, vers 1 h du matin, le feu a éclaté au premier étage de la maison. Il a sauté immédiatement du 1<sup>er</sup> au 3<sup>me</sup> étage, dans la demeure du Dr Bécheff, avec une violence extraordinaire. Les sapeurs-pompiers, avisés dès le premier moment, n'ont pas paru pendant toute la violence du sinistre, et ce ne fut que lorsque la catastrophe était complète et consommée que l'on les vit arriver.

Environnée par les flammes, et sur les instances des voisins, la femme du docteur, éplorée, a jeté sur un drap que l'on avait tendu dans la rue sa fillette de quatre ans, qui cependant fut grièvement blessée et succomba peu après. Mme Bécheff se jeta ensuite aussi de la fenêtre, mais elle s'écrasa sur le pavé. Le fils du docteur, âgé de 15 ans, élève de 4<sup>me</sup>, est mort à l'hôpital à la suite de ses brûlures. La domestique et un malade périrent aussi dans les flammes. Et le docteur... on trouva par la suite son corps entièrement carbonisé. Des journaux d'information, n'appartenant pas à la gauche, affirment que des « inconnus » l'avaient empêché de se sauver par la seconde issue de son logement....!

Le conseil municipal de Pleven a été saisi de la question du mystérieux retard catastrophal des sapeurs-pompiers, et toute la population de Pleven déclare hautement que cet incendie a été un forfait perpétré par les « facteurs irresponsables » du gouvernement qui ont aussi empêché les pompiers d'accourir à temps. De plus, on se demande par quel hasard extraordinaire cet incendie, éclaté au 1<sup>er</sup> étage, n'a ravagé que le 3<sup>me</sup> étage! Et encore : ces derniers temps le docteur Bécheff avait reçu à différentes reprises des lettres anonymes par lesquelles, en proférant des insultes à son adresse, on lui écrivait qu'il était condamné à mort et qu'on le tuerait sous peu. Quelques jours avant l'incendie son cabinet de travail avait été saccagé par des « inconnus » qui avaient enlevé aussi des parties de son appareil Roentgen. Puis, tout récemment encore, le journal fasciste « Severno Echo » avait publié des articles de haine et d'excitation contre le docteur. Et enfin, toute la presse gouvernementale a observé un silence criminel et significatif autour de cette catastrophe effroyable.

Aux funérailles des victimes, la population entière de Pleven a pris part avec un profond recueillement. Les camarades d'école du jeune Bécheff ont publié un nécrologue saisissant dont nous redonnons les passages suivants :

« Notre cher camarade a péri d'une mort tragique : il est allé chez ses parents, et tous sont devenus les victimes d'un incendie mystérieux, énigmatique. Aujourd'hui, devant les restes du meilleur de nos camarades, nous sentons que son image emplira toujours nos cœurs et nous tourmentera par la pensée terrible que nous vivons dans une époque tragique dans laquelle les assassinats, les incendies, la corruption constituent l'air que nous respirons sans cesse. Nous ne retrouverons quelque repos que lorsque nos pères auront éclairci le mystère de cet incendie énigmatique. » (Les journaux bulgares des 7, 8 et 9 déc.)

**Les coulisses — bases du régime bulgare d'aujourd'hui.** Lors du gouvernement Stambolisky en 1920-21 les bénéficiaires de guerre ont été imposés par une loi spéciale. Et ainsi, un grand nombre de maisons de commerce et de banques qui avaient amassé pendant la guerre des richesses incalculables ont été invitées à payer cet impôt fixé pour chacune d'elles d'après la loi par une commission ad hoc. Après l'assassinat de Stambolisky, cependant, le gouvernement du Zgavor a nommé une commission de « contrôle », et cette commission a réduit en des proportions scandaleuses les impôts que ses amis et soutiens avaient à payer. Les journaux de gauche ont publié récemment quelques listes de ces révoltantes réductions, et ces révélations ont produit une vague d'indignation dans toute la Bulgarie.

C'est ainsi que l'impôt sur les bénéficiaires de guerre de Guorgui Vasoff, maire de Sofia, ancien général, & C<sup>o</sup>, de 4.155.600 léwas, a été complètement biffé, celui d'Iwan K. Balabanoff, de 1.371.430 léwas, idem ; celui de la Banque de Crédit, de 9.140.498 léwas, idem ; celui de Rahamim Nessimoff, de 3.652.439, idem ; la Société d'électricité de Sofia et de la Bulgarie a eu son impôt sur ses bénéficiaires de guerre réduit de 1.415.640 léwas à 462.680 ; la Compagnie d'Assurances « Balkans » : de 271.977.506 à 1.642.032 ; la Banque de l'industrie des roses : de 6.604.550 à 320.732 ; Todor Stoïloff : de 4.352.229 à 521.184 ; Moché Confina : de 166.000 à 74.400 ; la Société nationale de naphte a eu son impôt de patente réduit de 659.000 léwas à 33.500 pour l'année 1920 et de 342.000 à 48.200 pour l'année 1921 ; Guorgui Stéfanoff & C<sup>o</sup> : de 280.600 à 4000 ; Petrovitch & C<sup>o</sup> : de 228.700 à 50.668 ; la Banque de commerce forestier : de 252.397 à 1.257 ; etc. etc.

## Roumanie:

**Les étudiants antisémites demandent l'exclusion des communistes.** — Au congrès des étudiants chrétiens tenu à Jassy il a été décidé de demander l'exclusion des cantines et des foyers des étudiants communistes. (« Cuvantul » du 3 déc.)

**Des gardes fascistes.** — Après l'organisation des archers (arches) fascistes de Boukovine, voilà qu'on annonce l'organisation à Galatz « par un groupe de démobilisés » d'une « garde nationale » avec le but de « rassembler les démobilisés autour de l'idée du fascisme national ». (« Cuvantul » du 9 déc.)

**Sénateur contrebandier.** — C'est M. Hotinceanu de Boukovine. Il n'a pas moins de 10 (dix) procès pendants. Inutile de dire qu'il est membre d'un des partis « de l'ordre et de la légalité ». (« Cuvantul » du 5 déc.)

**Disparition d'un fonds de 460 millions de lei.** — Ce fonds créé dans le budget spécialement pour payer les fournisseurs de l'Etat n'existe plus. La plus grande partie en a été dépensée pour « faire » les élections. (« Lupta » du 10 déc.)

**Les pogromes.** — Le ministre Petrovici a essayé d'expliquer à la tribune de la Chambre les pogromes de Kichinev. Or, on apprend maintenant que le pogrome a commencé par la boutique du coiffeur juif Schwarzbein. Des étudiants pogromistes se sont amassés devant cette boutique et se sont mis à crier : « Schwarzbein, Schwarzbart, l'assassin de Petlioura ! », ils ont ensuite donné assaut au magasin et saccagé complètement les biens du pauvre coiffeur qui avait le malheur de porter un nom dont la première moitié sonnait comme celui de l'exécuteur du pogromiste ukrainien Petlioura. Le pogrome a continué dans toute la ville de Kichinev et s'est transporté aussi dans la ville voisine de Calarach. (« Vorwärts » du 12 déc.)

**Le sort des paysans bessarabiens.** — Les députés nationaux-tsarunistes ont interpellé le gouvernement sur les barbaries commises par les agents du fisc dans les villages de Bessarabie. Quoique les paysans sont dans un état de misère inouïe après les deux années de disette, les percepteurs leurs prennent les ustensiles de première nécessité, les vivres et les habits. Même les portes et les fenêtres de leurs pauvres demeures ont été arrachées et emportées. L'interpellateur a lu une liste signée par 52 paysans et indiquant les noms et adresses de ceux à qui les portes et les fenêtres ont été enlevées.

Ces faits ont été confirmés aussi par le député averescan Jonescu. (« Aurora » du 13 déc.)

## Yougoslavie:

**La persécution des Slovènes.** — Les autorités ont dissout jusqu'à présent les suivantes associations slovènes :

- 1<sup>o</sup> la société de gymnastique à Idria ;
- 2<sup>o</sup> la société de culture intellectuelle à Kpava ;
- 3<sup>o</sup> la société de culture intellectuelle catholique à Kpava ;
- 4<sup>o</sup> la société de culture intellectuelle « Tresern » à Senpeter ;
- 5<sup>o</sup> la société de culture intellectuelle à Miladina ;
- 6<sup>o</sup> la société de culture intellectuelle à Vrtojba ;
- 7<sup>o</sup> la salle de lecture à Vrtojba ;
- 8<sup>o</sup> le club sportif « Jachan » à Vipava.

(« Edinost », Trieste, du 1 déc.)

**La persécution des musulmans.** — Les partisans du « Srnao » (organisation nationale serbe) ont attaqué et saccagé la salle de lecture musulmane « Union » à Serajewo. (« Yougoslavenski List », Serajewo, du 2 déc.)

**La liberté de réunion.** — A Breznica, district de Čačat, le parti républicain serbe avait convoqué une réunion publique. Les gendarmes se postèrent à l'entrée du lieu de réunion et essayèrent, par des intimidations, d'empêcher les citoyens de prendre part à la réunion. Comme cependant il n'y réussirent pas et que les gens entraient quand-même dans la salle, l'assemblée fut interdite par acte d'autorité. (« Politika », Belgrade, du 2. déc.)

**La Terreur électorale.** — A Suhodolina, au lendemain des dernières élections communales, la police a arrêté et jeté en prison tous les conseillers élus qui appartenaient au parti démocrate. (« Slovenec », Ljubljana, du 5 déc.)

**L'arbitraire.** — Le préfet de Ravanj a fait arrêter et jeter en prison, sans cause aucune, le président du conseil municipal. (« Yocitro », Ljubljana, du 2 déc.)

**Les actes de violences.** — Yosip Nintchevitch, âgé de 56 ans, doyen du village de Gorice, district de Beigrad, a été entraîné par force dans la caserne de gendarmerie et battu à mort par les gendarmes Grubisitch et Sekso parce qu'il s'était plaint au député R. Batchinitch de la brutalité des gendarmes vis-à-vis de la population. M. R. Batchinitch a adressé à ce sujet une interpellation au ministre de l'intérieur. (« Nova Doba », Split, du 6 déc.)

**La famine.** — Mirko Pavitch, du village de Donja Gređice (Bosnie), est arrivé à Belgrade pour demander du secours urgent contre la famine qui règne dans sa région. (« Obzor », du 7 déc.)

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS

ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## Republik auf Kündigung in Griechenland

« Je jure fidélité au régime républicain  
tant que celui-ci est en vigueur. »

Die Konzentrationsregierung ist zustande gekommen. Die Minister der Volkspartei haben den Verfassungseid geleistet und haben ihr Lippenbekenntnis zur Republik abgelegt. Die Geschichte des Verfassungseides war allerdings ganz sonderbarer Art. Vor der Vereidigung hat der angehende Minister des Innern, Tsaldaris, die Erklärung abgegeben: „Ich schwöre der republikanischen Regierungsform Treue, solange sie in Kraft ist. Diese Reserve bedeutet: ich werde gegen die republikanische Staatsform nicht auftreten und mich ihr nicht widersetzen. Ich ziehe allerdings die monarchistische Staatsform vor und bin der Meinung, daß mit der Zeit das Volk zur selben Erkenntnis kommen wird.“ Die Konferenz der Parteiführer hat nachdrücklich anerkannt, daß vom kommenden Innenminister kein Verzicht auf seine Prinzipien zu fordern wäre. Die Republikaner auf Kündigung haben ihre Posten angetreten und die offene Brückierung gegen die republikanische Staatsform, zu der sich 60% der Wähler bekannt haben, so weit getrieben, daß sie an die Partei der „freien Meinung“ herantreten sind, sich ihrem Proteste gegen die Verfassung anzuschließen.

Klar geht daraus hervor, daß lediglich die Republikaner das Opfer ihrer Überzeugung brachten, als sie dem Traum der Konzentration reale Machtinteressen aufopfert, daß hingegen die Monarchisten vollkommen offen ihre Ansichten vertreten und die Lage machtpolitisch zu verändern suchen. Die öffentliche Meinung der Spießbürger schließt sich dieser Wertung an, und es ist charakteristisch, daß nach langen Monaten zum ersten Male wieder in der fortschrittlichen Presse über Ereignisse des „allerhöchsten Hofstaates“ berichtet wird, und dieselbe Zeitung, die über die Amtsenthebung des republikanischen Generals Othonaios berichtet, sich mit dem Blinddarm der Prinzessinnen Helene und Katharina zu beschäftigen hat. Der Spießbürger sieht eben die monarchistische Bewegung im Vormarsch, glaubt an die reale Gewalt der monarchistischen Machtposition und paßt sich geschmeidig der neuen Sachlage an.

Die Botschaft des scheidenden Ministerpräsidenten Kondylis an das griechische Volk klingt wie blutiger Hohn, wenn man die gegenwärtige Lage richtig erkennt. „Die erzielten Resultate geben uns recht, rechtfertigen unsere Opfer, die Republik hat triumphiert!“ Zur selben Zeit haben die Führer der republikanischen Parteien bereits ihr erstes Opfer auf dem Altar des okumenischen Kabinetts dargebracht: General Othonaios wurde zur Disposition gestellt, und der linke Republikaner Papanastassiu wie der alte militärische Berater Venizelos, der neuernannte Kriegsminister Mazarakis, wetteiferten, den republikanischen Häutlingen davon zu überzeugen, daß es „besser sei, freiwillig zu gehen“, um dem „Vaterlande Schwierigkeiten zu ersparen“. Feierlich erklärte Papanastassiu, daß dies das „letzte Opfer“ gewesen sei, daß niemand daran denke, Maßnahmen gegen andere höhere Offiziere zu ergreifen. Die Republikaner haben offensichtlich ihr Opfer vergebens gebracht, die Diskussion über die Verfassung hat keineswegs bewiesen, daß die Monarchisten der republikanischen Gesinnung der Mehrheit Rechnung tragen werden.

Brutal und provokatorisch haben sie ihren Standpunkt vertreten, und wenn auch theoretisch die republikanische Verfassung nicht gefährdet erscheint und ihre Annahme gesichert ist, so ist machtpolitisch die Gefahr um so größer.

Das neue Regime warf bereits seine Schatten voraus. Das spanische Blatt der Kommunisten wurde auf zwei Monate unterdrückt, eine Geldbuße von 5000 Drachmen verhängt und der verantwortliche Redakteur zu zwei Jahren Gefängnis verurteilt. Diese Verurteilung des „Avanti“ ist der Beste Beweis dafür, daß die Gegner des bonapartistischen Regimes, Republikaner und Legitimisten, sehr gut verstehen, dieselben Methoden anzuwenden, die sie Pangalos zum Vorwurfe gemacht haben. Der gestürzte Diktator, der guter Laune seiner

Verurteilung entgegenseht, hat vollkommen recht, wenn er seiner Zufriedenheit über das Zustandekommen der Konzentrationsregierung Ausdruck verleiht. Seine Gegner erfüllen sein Programm, die Sanierungspolitik, die er begonnen, wird ohne wesentliche Verbesserungen fortgesetzt, die Unterdrückung der Arbeiterschaft, die er mit harter Soldatenfaust organisiert hatte, wird „von Gesetzes wegen“ weitergeführt, und die militärischen Gegner seines Regimes werden verdrängt im Zeichen der „Entpolitisation der Wehrmacht“.

Selbst die Außenpolitik des Pangalosregimes ist keineswegs vollkommen liquidiert. Der neue Ministerpräsident scheint dafür die Garantie darzustellen. Ist doch Alexander Zaimis immer erst dann zur Regierung gekommen, wenn der ausländische Imperialismus eines verlässlichen Statthalters bedurfte. Seine Verbindung mit den Bankkreisen — er war bereits einige Male Gouverneur der Nationalbank — hat auch wesentlich dazu beigetragen, ihm das Vertrauen ausländischer Kapitalistengruppen in höherem Maße zu sichern als die Sympathie des eigenen Volkes. Die Handelskammer hat in der Tat alle Ursache, dem neuen Kabinett ihre heißesten Glückwünsche zu übermitteln. Zaimis ist ein Mann nach dem Herzen der verknöchertsten Phanarioten, er wird das letzte Stückchen nationalen Bewußtseins und griechischen Selbstbestimmungsrechtes an den Meistbietenden verkaufen. Er, der schon 1897 die Finanzkontrolle der fremden Finanzmagnaten dem griechischen Volke aufzwingen half, er, der 1916 durch das Eingreifen fremder Mächte zur Regierung gelangte, er soll heute der Mann sein, der die griechische „Unabhängigkeit“ garantiert, der die Republik gegen die inneren Feinde verteidigt und nach außen hin dafür Sorge trägt, daß unser Volk kein Spielball der serbisch-italienischen Intrigen werde.

In der Tat — die „normale politische Ordnung“, die Kondylis uns verheißen hat, ist eingeehrt: Was griechische Soldaten mit der Waffe in der Hand errungen, was Bauern und Arbeiter im revolutionären Kampfe erstritten, es wird zum Schacherobjekt werden zwischen der gebietenden Oberschichte unseres Landes und den fremden Kapitalisten. Venizelos antichambriert bei den Finanzkapitalisten der französischen und englischen Börsen und bietet das griechische Volk samt seinen Freiheiten, seinen ökonomischen und politischen Rechten öffentlich zum Kauf aus. Die innerpolitischen Konsequenzen dieser Tatsache treten immer deutlicher zutage. Die Kapitalisten pfeifen auf alle Gesetze, nur mit Mühe vermochte man die Generaldirektion der Eisenbahn dazu zu bewegen, vorläufig auf weiteren Abbau zu verzichten, die Arbeitslosen werden auf einen Gesetzentwurf vertrieben, der einen 10%igen Abzug von den Löhnen der Hilfskasse der arbeitslosen Tabakarbeiter zuspricht! Die Flüchtlingsanleihe ist bis zur Stunde noch immer nicht zustande gekommen, und 120.000 Familien sind noch immer dem bittersten Elend ausgeliefert. Wohl hat man den Brotpreis durch Regierungsverordnung geregelt, wohl hat man versucht, auch die überlange Arbeitszeit der Handelsangestellten zu verringern, aber die Kapitalisten haben wohl die Frühsperre der Geschäfte akzeptiert, daraus aber bloß die Konsequenz gezogen, ihre Angestellten schon zur Nachtzeit ihre Arbeit antreten zu lassen, und der Minister Merkouris trägt offensichtlich den Bedürfnissen des Kapitals Rechnung. Acht bis vierzehnjährige Kinder werden in die Schuhmacherbetriebe eingestellt, arbeiten in unhygienischen, unterirdischen Löchern, und die Regierung studiert weiter die sozialen Verhältnisse ohne irgendwelche Konsequenzen daraus zu ziehen. Der einzige Unterschied gegenüber den früheren Zuständen scheint darin zu bestehen, daß man die Delegationen der Arbeiter anhört, und — vorläufig wenigstens — gewerkschaftliche Betätigung nicht mit Gefängnis bestraft wird. Die Regierung hat ja keine Zeit, sich mit sozialen Fürsorgeplänen zu beschäftigen. Der Kampf um die Beute ist mit ungeahnter Wucht ausgebrochen, und besonders die Minister der Volkspartei gehen daran, die „Verfassungsrevision“, die sie auf parlamentarischem Wege nicht erreichen können, *via facti* durchzusetzen. Herr Tsaldaris, der bei Übernahme seiner Funktion verheißen hatte, in den Reihen seiner Mitarbeiter keine wesentliche Veränderung vorzunehmen, hat schon zwei Tage später offen ausgesprochen, daß „alle höheren Offiziere der Gendarmerie,

welche sich in der letzten Periode mit Politik beschäftigt haben“, ausgewechselt werden müssen. Trotz der feierlichsten Zusicherungen der „republikanischen Union“ wird ein republikanischer Funktionär nach dem anderen aus seinen Funktionen entfernt, während die enragiertesten Monarchisten im Begriffe stehen, alle realen Machtpositionen zu besetzen. Die Auslieferung des Unterrichtsportefeuilles an ein Mitglied der monarchistischen Volkspartei war vom Standpunkte der Republik geradezu die Sicherung der politischen Zukunft ihrer Gegner.

Die Republikaner müssen die Finanzen aufreiben für die monarchistische Propaganda in den Schulen, die „linken“ Republikaner sind dazu ausersehen, im Ministerium für Landwirtschaft eine umfassende Agrarreform zu verhindern, während die Monarchisten den Gendarmerieapparat von Republikanern reinigen und in der Armee Position um Position an sich zu reißen suchen. In der Tat — die äußerste Rechte der Monarchisten, die drei Abgeordneten, welche das Lager der Volkspartei verlassen haben, weil Tsaldaris der Republik den „Verfassungseid“ geleistet, haben nicht logisch gehandelt. Der republikanische Minister hat mehr für die Sache der Monarchie geleistet, wie die unentwegtesten Anhänger des Königstums. Er vernichtet den Machtapparat der Republik, er schafft Tatsachen, die man mit Dekreten schwer rückgängig machen können. Unterdessen verschärft sich noch immer die Wirtschaftskrise; in Cavalla demonstrierten die Arbeiter gegen die Preisgabe der arbeitslosen Tabakarbeiter durch einen Proteststreik. In allen Gebieten tritt die Unzufriedenheit breiter Massen immer deutlicher in Erscheinung. Die Stabilisierung ist trotz aller Versuche nicht eingetreten, und das Konzentrationskabinet hat bisher dem griechischen Volke nichts anderes gebracht, wie die Sabotage der realen Garantien der Republik, ihres Machtapparates und ihrer sozialen Verankerung in den Massen.

Der albanische Konflikt hat alle Balkanprobleme wieder auf die Tagesordnung gestellt, das griechische Volk betritt die Arena mit gefesselten Händen. Unter dem doppelten Drucke monarchistischer Klopffechter und gesinnungsloser venezelistischer Finanzlakaien wurde Griechenland kein Machtfaktor im Spiele der Kräfte, sondern das Opfer fremder Machinationen. Hoffen wir, daß, ehe es zu spät ist, das griechische Volk die Revision seiner inneren Verhältnisse auf der Grundlage des sozialen Fortschrittes und der nationalen Selbstbestimmung vornimmt, daß das griechische Volk für seine eigene Sache auf den Plan tritt, für die Erringung seiner Unabhängigkeit von fremder Ausbeutung und heimischer Knechtung im Zeichen der Föderation aller Balkanvölker.

Melingos

## DER LÖWE

„Hast du ihn gekannt, den Todor?“ Er legte seine Hand auf die Zeitungen, welche wir eben zusammen lasen. Denn wir waren im Kaffeehaus.

„Ja, das war ein Mann!“

„Wie war er denn?“

„Oh, das war ein Mann! Ich sage dir, ich war Komitadschi mit Todor Panitza, er aber war Woiwode. Stelle dir vor, der Kongreß von Pirine hatte uns, eine ganze Tscheta, in die Gegend von Drama geschickt. Das begab sich im Jahre 1904. Drama, du ahnst es wohl vielleicht, das war der schmutzigste Ort in Mazedonien: türkische Tyrannei, türkische Propaganda, griechenfreundliche und verräterische Großgrundbesitzer und ein dichtes Netz von Spionage. All dies lastete schwer auf der armen Bauernbevölkerung. Die Kameraden sagten uns, um uns zu ermutigen: „Wenn ihr heimkehrt, ziehen wir euch entgegen, aber ihr werdet nicht heimkehren.“

Zwei Jahre ist man dort geblieben, lieber Alter. Gar nicht schlecht für eine Komitadschibande, nicht? Das ist, weil der Woiwode ein Mann war. Er fing klug an, mit einigen harten Schlägen Panik unter den Unterdrückern, Verrätern und Spionen zu säen. Er war nicht gerade zart mit Leuten, wie die Kambureffs, und es gab in dieser verdorbenen Familie Unschuldige, die er doch verschonte. Und was Yantchooglu betrifft: „Vernichte ihn!“ sagte man ihm; aber er zog es vor, die Dinge zu erklären: Er hätte es sich nicht zur Aufgabe gemacht, die Türken, Griechen und Bulgaren zu töten, sondern, ganz im Gegenteil, er wolle sie gegen die türkische Tyrannei vereinigen, er wäre ein Freund der unterdrückten Mazedonier. Yantchooglu wurde für die Sache der armen Bauern gewonnen, auch Orumooglu, auch Bolgureff, alle diese großen Mazedonier.

Er tötete nicht blindlings, unser Todor, denn er war ein Löwe und kein Menschenfresser. Trotz der flehentlichen Bitten der guten alten Hirten, die sagten: „Töte ihn!“, willigte er nicht ein, Demir Aga, den allmächtigen Bey von Karkiakowa, hinzurichten. Der Grund, den er angab, warum er dessen Leben bewahrte, war der: Er wird sich in anderer Weise bezahlt machen.

Halt! Eines Tages stießen wir im Feld auf eine Gruppe türkischer Schnitter aus Bozdaga. Man muß ihre Köpfe gesehen haben, die sie aufsetzten, als sie uns aus der Erde emporsteigen sahen! Nun, wir haben ihnen ihre Revolver zurückgegeben, diesen Schnittern, obwohl sie Türken waren, und ihr Brot auch, obwohl wir entsetzlichen Hunger hatten. Doch, am nächsten Tag, als die türkischen Gendarmen dieselben türkischen Schnitter trafen, nahmen sie ihnen ihre Revolver und ihr Brot und ließen ihnen überdies noch Spuren von Schlägen auf ihrem Körper. Die Schnitter kamen dann zu uns und vergrößerten unsere Reihen, wurden noch verbissener Anhänger unserer guten Sache als wir selbst.

Todor ersann immer Gedanken, die weder du noch ich jemals erfunden hätten. So war es auch, als er zu den Bauern sprach: „Damit die Beys, die Großgrundbesitzer und Kornwucherer, euch nicht ausbeuten, versteckt einen Großteil eurer Ernte.“ Sie taten so. Das Getreide konnte auf diese Weise zu billigem Preise von den Bauern gekauft werden, anstatt von den reichen Ausbeutern, und diese wurden sogar dadurch ruiniert und mußten ihr Land an die Bauern verkaufen.

Kurz, er erzog, um das treffende Wort zu gebrauchen. Wenn er jemanden erwischt und beiseite hielt, sagte er: „Du, der nichts weiß und der einfach dumm ist, nun, du wirst leben; doch du, Gebildeter, der du raubst und ausbeutest, du wirst noch ein schlechtes Viertelstündchen erleben.“

Zuletzt sagten die Leute: „Nun, sind denn das diese Komitadschis, von denen man sagt, daß es Banditen wären?“ „Aber ja,“ sagten wir, „das sind sie.“

Der, der Unglückliche tröstete und Tyrannen erzittern machte, verkaufte sein Hab und Gut, um Waffen und Heilmittel für seine Begleiter zu kaufen, er weichte Körper und Geist der revolutionären mazedonischen Sache.

Todor Panitza verkörperte die Unabhängigkeit Mazedoniens. Man weiß es wohl, aber man muß es noch einmal sagen. Er war der Gott dieser Idee, und im Bezirk von Serres und überall sprach man von ihm als von der nationalen Befreiung in Person. Aber die ganze Welt — wie zum Beispiel du hier — weiß, daß das „Revolutionäre Komitee“, dessen Chefs Alexandroff, Panitza und Protogeroff waren, sich an der Spitze in mehrere Stücke teilte und daß die Autonomisten, mit Protogeroff an der Spitze, die Instrumente der bulgarischen imperialistischen Regierung wurden.

Das ist die Ursache, daß Tschauloff in Mailand und Raiko Daskaloff in Prag ungebracht wurden, daß Alexandroff durch Protogeroff sterben mußte und daß man bei den Autonomisten sprach: „Man muß unbedingt Panitza töten!“ Ja, das war leicht zu sagen, aber wie ihn töten, große Götter, wie?

Ohne Zweifel hatte er mehr Wagestücke unternommen, als er Haare am Kopfe hatte, und seine Geschichte ist außergewöhnlich. Aber er wußte, woran er war, und in Wien, wo er lebte, war er auf seiner Hut.

Er war derart auf alles vorbereitet, derart geschmeidig, der Mechanismus seines Körpers funktionierte so schnell und so sicher, daß man nicht daran denken konnte, ihn direkt zu kriegen. Es ließ sich nicht mit ihm spielen, so wie es sich nicht mit einem Löwen spielen läßt, der stärker ist und der anfängt, schlauer zu sein.

Es gab in dieser mehr oder weniger sich versteckt haltenden Menge, welche um die bulgarischen Ministerien und Legationen schleicht und sich von den geheimen Quellen ernährt, für die Steuerpflichtige beitragen müssen, ein Mädchen namens Mencia Karniciu. Sie war die Tochter eines zugrunde gegangenen Wucherers. Sie hatte ein ausschweifendes Leben geführt, war krank — und häßlicher noch als krank: mager, das Gesicht abgezehrt und bleich, gleich sie einem weißen Affen.

Sie erhielt viel Geld und viele genaue Instruktionen von der Wiener Gesandtschaft und ganz besonders von dem Antonoff Benannten, dessen Namen man hier festnageln muß.

Sie führte sich in die Familie Panitza ein; sie ließ sich bemitleiden, und das war der geschickteste Weg, den sie bei diesem großen, unbesiegbaren Woiwoden einschlagen konnte.

Eines Tages kaufte sie eine Theaterkarte und sprach: „Man hat mir eine Karte gegeben.“

Sie gingen alle hin: Panitza, seine Frau, sein Leibgardist, der ihn nie verließ, und die Mörderin. Sie hatte eine Loge im Burgtheater gekauft.

Man spielte „Peer Gynt“ — du kennst dieses Stück mit Musik, wo das Gewitter vorkommt —, die Bühne und der Raum wurden einen Moment in Dunkel gehüllt. Eine Halb-Nacht — und plötzlich Blitze und Donner!

Du siehst es, wie es in der Loge war: er hier, an seiner Seite sein treuer Begleiter, sie rückwärts. Sie zog aus der Tasche den Revolver. Es mußte das Gewitter kommen, damit dies möglich würde. Mit zwei Schüssen zerschmetterte sie die beiden Arme des Begleiters, feuerte auf Panitza, sprang auf und flüchtete.

Während Panitza im Sterben lag, eilte der Mann, mit gebrochenen Armen, zu ihrer Verfolgung und öffnete mit einem Fußtritt die geschlossene Türe der Loge. Knapp beim Ausgang des Theaters wurde sie angehalten.

Du hast sie bei Gericht gesehen: abscheulich, körperlich wie moralisch, umringt von der Clique der geheimen Agenten und der

Wache, ausgestreckt auf einer Bahre, komödiantenhaft, mit einer Krankenschwester, Haßsüchtig und falsch, spielte sie zu gleicher Zeit die Befreierin und die Sterbende, die sich nicht mehr aufrecht halten kann — sie, die vollgepropft war von dem Gold der Diplomatenknechte Zankoffs und deren Seele verdorbener war als der Körper.“

Als mein Begleiter so gesprochen hatte, zeigte er mir einen Absatz aus einer gut informierten Zeitung: „In Wien wurde Mencia Karniciu zu acht Jahren schweren Kerkers verurteilt, aber infolge ihres Gesundheitszustandes freigelassen. Sie wurde in Bulgarien enthusiastisch empfangen und nahm an zahlreichen Versammlungen teil, wo man sie als bulgarische Charlotte Corday feierte.“

Und so sieht man, wie sich die Geschichte vollzieht und sich wiederholt und wie man sie schreibt.

Henri Barbusse (L'Humanité, Paris)

## Ein Attentat in Wien

Samstag, den 11. Dezember feuerte ein gewisser Boris Proscheff zirka 14 Revolverschüsse in der Wohnung der mazedonischen Emigranten Dr. Athanasoff und Slawe Iwanoff ab, wobei die Wirtschafterin, die sich eben in der Wohnung befand, schwer verletzt wurde. Darauf ergriff der Attentäter die Flucht, wurde aber von Mietern und Passanten verfolgt und konnte an einer Straßenecke von einem Wachmann angehalten werden. Beim Verhör gab Proscheff an, Tanzlehrer und mit Dr. Athanasoff und Slawe Iwanoff befreundet zu sein. Die letzteren hätten ihn seit längerer Zeit gedrängt, ein Attentat auf die Chefs der O. R. I. M. des Protogueroff zu verüben und ihn auf seine Weigerung hin bedroht, ja sie wären sogar über ihn hergefallen, so daß er, um sich zu verteidigen, geschossen und dabei unglücklicherweise die arme Wirtschafterin verwundet hätte.

Auf der anderen Seite geben Dr. Athanasoff und Slawe Iwanoff bei der Polizei an, daß Proscheff im Laufe seines Besuches plötzlich ohne eigentliche Ursache einen Revolver und eine Pistole gezogen und auf sie 14 Schüsse abgegeben hätte.

Solcherart sind die Deklarationen der beiden Parteien; sie sind derart verschieden, daß sie nicht den geringsten Aufschluß über die wahren Motive geben, die Proscheff bestimmt haben, diese Schüsse abzugeben.

Eine Tatsache jedoch ist außer Zweifel: Ein politisches Attentat konnte nur durch die schwarze O. R. I. M. des Protogueroff angeordnet worden sein, denn es sind die Chefs dieser Verbrecherbande, welche solche terroristische Handlungen begehen. Sie sind es, die Tschauloff töten ließen, die den Arm der Mencia Karniciu bewaffneten, damit sie ihr Verbrechen gegen ihren Wohltäter Panitza verübe, sie sind es, die mit fürchterlicher Wut Dimitri Vlachhoff verfolgen und unlängst von neuem ganz offen erklärt haben, ihn um jeden Preis töten zu wollen — was die lebhaftesten Proteste seitens Henri Barbusse, Romain Rolland, Madame Séverine und aller anderen Mitglieder des Pariser Komitees gegen den weißen Terror am Balkan auslöste; sie sind es immer, die bei jeder Gelegenheit erklären, alle jene, die gegen ihre verbrecherischen Umtriebe kämpfen, mundtot machen zu wollen.

Es ist richtig, daß Dr. Athanasoff und Slawe Iwanoff schon seit langem — seit mehr als zwei Jahren — absolut keine Verbindung mit der mazedonischen Bewegung hatten, gegen welche die O. R. I. M. des Protogueroff mit Revolver und Dolch vorzugehen versucht, aber vielleicht hat diese Mörderbande ihnen nicht verziehen, daß sie seinerzeit mit Panitza in Verbindung standen. Auf jeden Fall muß man das Resultat der Untersuchung abwarten.

Was man sich jedoch ganz besonders merken muß, ist der Umstand, daß die Unterdrücker des mazedonischen Volkes, die reaktionären Regierungen des Balkans, sich bemüht haben, mit allen Mitteln diese Revolverschüsse des Proscheff auszunützen, um den balkanischen Emigranten den Schutz des Asylrechtes, den sie in Österreich genießen, entziehen zu lassen. Doch zu ihrem großen Leidwesen blieben ihre elenden Machinationen ohne Erfolg; sie wurden dadurch nur noch einmal bloßgestellt. Sie versuchten, unter die Wiener Bevölkerung gegen diese Emigranten, und besonders gegen die mazedonischen, die nach Österreich geflüchtet waren, um den heimischen Massakern zu entgehen, Feindschaft zu säen. Welche Schmutzereien ließen sie doch gegen diese Emigranten durch die zwei in ihrem Solde stehenden Wiener Zeitungen schreiben. Vollgepropft von bulgarischen Lewas, wagte es eine dieser Zeitungen, nachdem sie erfand und ausposaunte, daß Vlachhoff sich vor kurzem eine Villa mit großem Garten in einem der schönsten Viertel Wiens gekauft hätte, Andeutungen zu machen, daß dieser Mann, der die Aufopferung, Biederkeit und Rechtlichkeit personifiziert, mit Proscheff unter einer Decke gewesen sei, und daß er Wien nach dem Attentat fluchtartig verlassen und sich nach Deutschland begeben hätte. Das verächtliche Blatt des Liapcheff, Protogueroff und Konsorten verfolgte den Zweck, durch diese Zuflüsterungen eine feindliche Atmosphäre gegen Vlachhoff zu schaffen und seine Verhaftung oder mindestens seine Ausweisung herauszufordern. Es ist unnötig zu sagen, daß Vlachhoff niemals daran gedacht hat, sich nach Deutschland oder anderswohin zu begeben und daß er weiter hier in seiner sehr bescheidenen Wohnung, die wohl weit entfernt ist, eine prächtige eigene Villa zu sein, in Untermiete lebt. Durch ein dem unterdrückten Volke gewidmetes Leben ist man nicht in der Lage, sich eine Villa zu kaufen, doch das können Protogueroff und Konsorten selbstverständlich nicht verstehen.

Alle diese Lügen, diese Verleumdungen und Zuflüsterungen haben, weit davon entfernt ihr Ziel zu erreichen, die heftigste Entrüstung der ganzen unabhängigen Presse und ganz besonders der Arbeiterpresse Wiens gegen die Wiener Agenten der Diktatoren des Balkans und eine lebhaftere Sympathiekundgebung für die unglücklichen Emigranten ausgelöst. Alle unabhängigen Zeitungen, und besonders die Presse der Linken, hat die Unverletzlichkeit des Asylrechtes in Österreich betont. Es ist uns daher hier eine liebe Pflicht, allen unseren Kollegen, die so lebhaft ihre Sympathien für die Sache der unglücklichen Emigranten des Balkans und der leidenden Bevölkerung der Halbinsel ausdrückten, ganz besonders der „Arbeiter-Zeitung“ und dem „Abend“, unseren wärmsten Dank auszusprechen.

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Rruga e jonë

Po mbushen gadi dy vjet që jemi emigrue nga Shqipnia dhe mbrenda në këtë kohë të gjatë që të gjithë jemi përpjekë t'a shpëtojmë atë nga rreziku i mordjes që asht kah e përpin, por fatkeqësisht deri më sot nuk kemi mundë me i a mrij këtë qëllim.

Muë më duket se ne nuk i kemi vjeft Shqipnis dhe nuk kemi mundë me i shëruë plagët e rrezikshme që i janë hapë asaj, jo pse nuk jemi njerës të sakrificës, por pse nuk kemi qenë mjekë të zotët që t'a kuptojm sëmudjen, ranjen e saj, e t'i bajshim mjekimin ose operasionin e duhur.

Zogolloviçi me shokët e tij feodalë e avanturierë, e invadoj dhe e okupoj vendin t'anë me bajonetat e huëja dhe me një tufë kriminelë, vrau veteranët e çështjes kombëtare, dha koncesjone të ndryshme dhe bani traktate në dam të math të shtetit, shiti Shën Naumin e Vermoshin, dha bankën e muër huanë, dha e muër, shiti e grabiti, vrau e preu sa nuk munt t'i përshkruejmë ne këtu. Të gjithë këto u banë, por ne nuk mundëm me i pengue. Shkurt,

Shqipnia në kohën e mergimit t'anë, u ba lama me e lirë e turp-jes dhe e poshtërsive dhe fusha ma e begatshme e kullotës dhe e çfrytimit për kapitalistët e huë, të cilët këtë profesion prej kohesh po e ushtrjnë në vise, ku banorët s'janë në pozitë të mprojnë të drejtat e tyre për njënen ase tjetren arësyë.

Shpesh herë kemi pamë se disa prej nasionalistëve t'ikun, të shtyëm nga ndërjegjja kombëtare, por të gënjëm ne gjykim, shpresën e shpëtimit të vendit t'onë të njeruëm, e kanë mbështet në mëshirën e fuqijvet të mëdha e të fqinjëvet t'onë dhe kësilloj disa herë u janë drejtue këtyne e kanë dashë me u tërhekë dhimen e shpirtit për vendin e popullin t'onë që po vuën sot në ç'do pikpamje, por pa dobi e pa kurr farë efekti. Apeli i Nasionalistëve Shqiptarë drejtue Fuqijvet të Mëdha për shpëtimin e Shqipnis n'emën të njerëzis, gjithnji asht mbyt e shdukë në një atmosferë të randë dhe nuk ka mundë kurr se si t'i trondisi me dhimsuni zemrat e diplomatëve e sidomos t'atyne që përfaqësojnë shtetet e ndryshme në Societé des Nations. Për se kaq indiferent e të shurdhun këta politikanë që predikojnë pa rrjeshtun pagën a prehjen e njerëzis?!

Thamë se nuk kemi mëkë të zotët që të kuptojmë se nga u shkaktuar lëngata që e kapërdimi Shqipëria në Dhetuër të vitit 1924 dhe nga ky shkak nuk dëjtem t'a shërojmë. Po; kjo asht një e vërtetë dhe një e vërtetë shumë e hidhët pse tregon pa zotësin t'onë në fushën politike, por asht një realitet që s'munt të mohohet dhe deri sa ne të mos jemi në gjindje me e kuptuar këtë, nuk do mundemi me i ardhë në ndihmë vendit e popullit t'onë të shtypun e të dërmuëm nën ankthin e regjimit barbar të sotshëm.

Si kur se ne, ashtu edhe gjithë Bota e dije se Ahmet Zogolli asht një Malok i pa gëdhendun dhe një shtazë e egër që asht ritë me gjakun e mërshën e kufomave të popullit Shqiptar. Kjo bishë e egër që sot fatkeqësisht quhet njëri prej disave që kan edhe interesat me të dhe që si një mikrop i rrezikshëm i asht kolisë trupit të pa fuqijshëm të Shqipërisë, sot me nder me thanë asht kryetari i Republikës Shqiptarë dhe ka në dorë fatin e kombit t'onë fatzi.

Për se vall ky kriminel i poshtëm, ky njëri pa shkruall e ndërgegjeje, kje i zoti të vijë në fuqi e të kryesoje shtetin t'anë kur se populli jo që nuk e simpatizonte, por e neveriste dhe e urrente? Për se Europa dinake duroj e duroj deri më sot pa drejtësi, masakrat dhe spekulacitë e bame prej tij në Shqipëri, kur se ajo na i çjerri veshët tue na thanë se jemi në të XX tin shekull të qytetnimit, në një kohe që ajo nuk premetonte të miren nër kambë të drejtë e një kombi — sa do i vogël që të jetë? Fuqijt e Mëdha që gjoja n'emën të njerëzisë banë luftën botnore për me shpëtuar nga zgjedha politike e ekonomike nga të huajt popujt e shtypun, për se heshtin sot përpora këtij rreziku që i kërcnohet vendit t'onë? Për se vallë kë të herë nuk banë alarmi — si herë të tjera — e të thoshin se po tronditet paqa në Ballkan ose n'Europë?!... ja sepse: Heshtin, shurdhohen e verbohen pse kështu po i sigurojnë interesat e tyne. Të gjitha këto u banë dhe po t'a doje nevoja edhe Shqipëria do të coptohet, vetëm e vetëm për të ngopë ambicjet e për të siguruar interesat e disa njerëzve, të cilët si miskonjat e ngjallun në një kënetë të qelbët, i janë turrë njerëzisë për me i thithë gjakun e ma në funt me e shtër vdekë për dhë, Kta njerës pra shokë të dashun, përbajnë klasin kapitalist, atë klas që sot asht kah e shtrydh dhë e shtyp njerëzin për me kënaqë ambicjen e tij prej shtaze.

Qeveria revolucionare e Imzot Nolit që erdhë në fuqi me gjakun e sakrificat e popullit Shqiptar që bani në kryengritjen e Qershorit 1924, ishte qeveria ma demokrate, ma liberale dhe ma e urtë që ka pasë vendi i jonë deri më sot, por nuk mundi me qindruë në povouir pse Nasjonalistët që e përbajshin atë nuk munt t'i kënaqshin të huajt tue u quë në vent lakmit e pa kufizuar të tyne. Nga ky shkak pra kapitalistët që kërkoshin e kërkojnë gjithnjë burime pasunimi në tokët e huaja, e organizuën dhe e suëllën në fuqi Ahmet Zogollin, i cili me shpirtin e tij të zi e me ndërgegjen e ndyët, u premtoj ato që na pengonte ndërgegjeja t'u epshim ne. Prandaj pra ky e shokit e tij feodalë e avanturierë erdhën dhe u banë veglat ekzekutive për eksploatimin e popullit t'onë dhe për çfrytëtimin e pësunivët t'ona nga të huajt, nga klasi kapitalist që sot si një ankth i mnershëm rondon mbi koris të popujve të Botës tue mbajt në dorë edhe shtetin e ç' do vendi. Kjo trumë njerzish që formon klasin kapitalist dhe që asht mësuar të rojë në luks e në madhni tue vjerrë e tue grabitë prej të pa fuqijshëmve, sot po intrigon dhe kësilloj thot se ban politikë, e cila s'asht tjetër veç se një maqjavelizmë e maskuëme. Klasi kapitalist që nën maskën e patriotizmit dhe nën pretekstin e mprojtjes së drejtavet njerëzore e futi njerëzin në luftën botnore e i dha shkak të bahen viktimit disa milionë të pa fajshëm, të shuhen e të shduken me qinda mij familje, të mjerohen e të shkretohen nën forcën e topove e të veglave ma moderne të teknikës qytete e kra-hina, sot, mbas gjith atij gjaku të derdhem, ka ngritë një institut me emnin Société des Nations dhe me anën e këtij po mundohet t'i hedhi hi syve popujve të vegjël e të dobët e kësilloj të sigurojë e të shtojë edhe një herë interesat e tij. Këta katilë që origjina e tyne asht truma feodale dhe ma andej furia barbare e kohnavet të lashta, me ligjin ndërkombëtar që kanë ba dhe që këtë e interpretojnë dhe e zbatojnë gjithmonë në konformitet me interesat e tyne, sot po mundohen me e gënjyë njerëzin dhe prap thonë me insistencë e pa pikë turpi se bajnë një politikë të ndershme e mprojnë të drejtat njerëzore. Politika dhe drejtësia e tyne asht ma se një maqjavelizmë dhe një maqjavelizmë ekstreme që duket sheshit pse kur u intereson me e bajnë të bardhën të zezë, ditën natë, të drejtën të shtrembët dhe të gjallin të vdekun. Kjo trumë e tërbuëme nga ambicja për të mbushë kasat me ar, sot po luëjnë rolin kryesuar në të gjithë Botën tue mbajt nën thundër e robëni të pa durueshme popujt e pa fuqijshëm. Këta njerës që shumica e tyne janë të racës së bardhë, sot po sundojnë mbi të Zezët ase Çinezët që s'kanë as afrim as gjasim race me ta dhe këtë e quëjnë së një të drejtë legale kurse për me i shërbyë atyne nisen në emën të njerëzisë të qytetnimit dhe se duën të përhapin andej qytetnimit, kulturën e përparimit e Europës?!... Kjo trumë pra që e ka robnuë Botën, sot po e eksploaton dhe po e mjeron Shqipërin t'onë ashtu dhe gjith Ballkanin. Them i gjith Ballkanin, pse ajo gjindje e tmershme, ajo situatë e rrezikshme që zotnon sot në vendin t'onë, mbretmon edhe në visët e tjera të Ballkanit së një lëngatë epidemike e çfaruesë. Në qoftë së në Shqipëri sunden e mjeron Ahmet Zogolli me shokët e tij, në Bullgari dërmon dhe masakron një Cankof ase një Liapçef, në Serbi një Pasiç ase një Ninçiq dhe

në Greqi një Pangalos ase një Kondilis. Të gjithë kta shtazë me fëtyrën e formën e njeriut që sundojnë në visët e tyne, nuk janë tjetër veç se veglat e mersenarët e kapitalistëve, të sjellun në fuqi me forcat e tyne e të vendosun mbi grumbullin e dëshmorëve që u banë viktimit për idealin e tyne të shenjtë, i cili ish shpëtimi i vendit e i njerëzisë nga robënia e randë e të huajve.

Siç kuptohet pra nga spjegimet e gjata që dhamë ma naltë, shkaktari i mjerimit të venditore i emigracionit t'onë, asht klasi kapitalist. Kur se ky klas pregatiti katastrofin e Shqipërisë dhe e suëll Ahmetin në fuqi, kur se kjo racë e dezhenuruëme e dijmë se asht në kundreshtim të plotë me principet t'ona të nalta, kur se e dijmë që nuk munt të pajtohem me ta veç se me armë, për se u drejtohem këtyne dhe kërkujmë ndihmën e tyne?!... N'asht se kujtojmë se do t'i rrejëm, gabohemi dhe gënjelemi trashë, pse s'munt t'u grabisim një ves, me të cilin ata kanë lem; në qoft se pandehim se do t'u dhimsemi, at here bajmë marrëzi dhe bahemi kredula pse kemi prova që ky virtut nuk eksiston në shpirtin e tyne; në qoft se mendojmë se ata dëshirojnë të sundoje ne Shqipëri një qeveri nacionale e jo ai karvan kafshësh që asht sot, prap jemi për t'u qa me lot, pse duhet t'a kuptojmë se nasionalizma, patriotizma, njerëzia dhe drejtësia e tyne nuk asht tjetër veç se interesi, gja e cila u sigurohet dhe do t'u sigurohet prej Ahmet Zogollit e jo prej nesh që na dhimset populli e vendi. N'asht se dikush don me shkuë në Shqipëri për me e sunduë popullin e jo për me e shpëtuar nga mjerimi, le t'u drejtohet këtyne bark-më-dhejne dhe le të hyje në pozarlek se ata janë gati t'i a lëshojnë në dorë atë ças atij që t'u shtojë diçka ma teper se trathituri i sotshëm Ahmet Zogolli, për ndryshe nuk jemi të meritueshëm e t'atfë në politikën e tyne!... Kjo pra asht e vërteta që e konkretizim me disa rrjeshta.

Tash, me që ndërgegjeja e jonë nuk na lejon kurrë të shtyëmi në trathitë e të bajmë atë që bani Ahmet Zogolli me shokët e tij, duhet të kërkujmë një rrugë që duhet të ndjekim, një rrugë që të na shpijë në vent t'onë si triumfatorët e këtij ideali që ushqejmë e ruëjmë prej kaq kohesh e me shumë sakrifica.

Mbas si e kuptuëm se anmiku i Shqipërisë nuk asht vetëm Ahmet Zogolli me shokët e tij feodalë por një trumë njerës të huaj, pa shpirt e pa ndërgegjeje, duhet t'a zgjanojmë lamën e luftës, lipset t'a forcojmë kufin e ballin e betojës me forca të tjera, me fuqijt e atyne që janë bashkë me ne në vërtjetë e në mjerim, n'idë e në parim. Këta shokë të sinqertë e besnikë t'idealit do t'i gjejnë në gjil të organizatës Federacioni Balkanik, e cila asht kah po përparon me hapa viganti në rrugën e saj shpëtimtare. Pra deri sa të vijë koha që të dërmohet e të shembet shkambi i kapitalizmit e ka shtangë njerëzin, duhet të mblidhemi rreth e rrotull kësa organizate dhe si ushtarë të disiplinuem të punojmë energjikrisht bashkë me shokët t'onë Ballkanas për me u dhanë shqelmin të huajve nga Ballkani i Ballkanasve e të bajmë një Federacion Ballkanik që kështu të marin funt ma luftat, grindjet e zihjet që vjetë me radhë kan vazhduë në mes t'onë me shtytjen e propagandën e të huajve që kërkujnë të spekulojnë e të përfitojnë prej nesh në rast të turbullimeve. Kombet e Ballkanit tue pasë një regjim federatif, do të fitojnë lirin dhe independencën e vërtetë dhe do të shpëtojnë për jetë nga intregat e lodrat skandaloze t'Europës kapitaliste që e ka ba Ballkanin si një amfiteatër shtazësh për me shfryë mënit e me siguruar interesat e saj. Pra kjo asht, sot për sot, e vetmja rrugë që duhet të ndjekim për shpëtimin t'onë e të vendit. Në qoft se dikush mendon të kundërtën dhe dron se mos e egërsojmë klasin kapitalist tue dalë në ball të luftës dhe kështu do të na e kurseje ndihmën e mëshirën, duhet t'a dije se ky klas nuk ka t'atillë shpirt-madhuë e delikatesë dhe si do që të sillemi ai nuk e ndrron taktikën e vet shumë të dambhme për ne.

Nasionalistët ashtu edhe studentët Shqiptarë duhet t'a shoshisin e t'a mendojnë mirë këtë çështje jetike për vendin t'onë dhe n'asht se veprojnë mbas, ambicjes ase dëshirit pa gjykuë konsekanca e dambhëme t'atitudës së tyne, lipset t'a dijnë se bajnë, trathitë dhe se do të jenë responsabil përpara popullit, i cili neser do t'i gjykojë e do t'i denojë pa as pak mëshirë.

Ata që janë në mendje t'onë, janë me popullin; ata që mendojnë të kundërtën, janë me Zogolloviçin pse e ndihmojnë ndoshta pa dashas e në mënyrë indirekte.

Wien, 24. XI. 1926.

Drapni

## Mbas katastrofes

Kryengritja e Veriut kje bā prej njerz patrioti që kjene trathtue prej Jugoslavias. Disa t'ikun shqyptar në Veri, disprue prej vuajtjevet të mëdhaja që hiqshin ner male në njen anë e prej thirrjes së disprimit të popullit të Shkoders e të Malcínavet, vendosne me hi në Shkoder, mbassi — më si thohet — autoritet lokale jugoslave i kishin lanë të lir me kalue kufinin dhe ju kishin premtime se nuk do të bashin hapa kundra kryengritjes.

Shqyptart patrioti i xune bës Jugoslavias dhe kjene trathtue prej sajë. Ja faktet: Rroli trathtuer i Malo Beg Bushatit, nierit të shitur me kohë Jugoslavias, provon trathitin e Jugoslavias. Malo

Begu ish gjoja me kryengritesit kundra Ahmet Zogut. Në të mramin ças Malo Begu, trathtoj kryengritesit dhe ju ra trathtisht mbas shpine, natyrisht mbas urdhnit e lojes së Jugosllavis. Në këto ditë ratifikohet në Tiranë traktati jugosllav-shqiptar, dhe shtypni jugosllav, q'ish në fillim me kryengritesit, del kundra tyne dhe lajmeron boten se kryengritja u shtyp, dhe se kryengritesit u smrapne ner male: loja trathitore e Jugosllavis naj shqyptart patriot, duel sheshit pa-maskë!

Por „mos ja ban kuej — thot një fialë popullit shqyptare — se t'a bajn e t'a teprojn“. Dhe kështu i ndodhi dhe Jugosllavis, kish cilë një gropë per Shqyptni, dhe ra vehtë mrendë. N'ato ditt kuer vlote kryengritja në Veri, Ahmeti, tuj drashtë se kryengritesit mos te merrshin Shkodren, dhe tuj këne i merzitur prej Jugosllavis q' per ç' do send q' kerkote bâte një kryengritje, ju suedh Italis per ndimë. Ky është fati i trathtorit të Matit, q' e ka vue per fill me këne i par në Shqyptni: rob i njenit a i tjetrit fqj, laquai i reaktionit internacional. Dhe pergjegjja e Italis nuk vonoj aspak: Perfaqësuesi i Mussolinit në Tiranë, i paraqiti Ahmetit një traktat të vogel migesuer, q' s'ish kurgjë tjetër, por protektorati i Italis mbi Shqyptni, dhe Ahmeti, si rob i reaktionit q' është, nenshkroj. Kështu kuptohet dhe mshehtesia e traktatit, lajmi prej Romet erdh se një bombë në shtypin europian.

Krisma e parë dhe ma e fortë e kësaj bombë, u ndi në Belgrad. Një duh zemrimi naj Ahmet Zogun dhe Italin, kapi të gjith shtypin jugosllav. Po ky shtyp q' deri dje, s'kish lanë rasë me kalue per të shtypë interesat e Shqyptnis, e ato q' mproshin këto interesa, thot sot se „Fan Noli është nieri q' do vereverte Shqyptnin, dhe mik i drejtë i Jugosllavis, dhe se Ahmet Zogu është agent i Italis etj. etj.“. Shtypi serb harron vehtem se ky është aj Fan Noli q' kje perzanë prej trupavet serbe, me në krye po at Ahmet Zogë, q' sot e shajnë e e perbuzin.

Ahmeti deri dje ish Beniamini i Pashiqit e i Ninçiqit, Zotrit e tyre kuer i dhane ndihmen një trathtorit të vëndit të vet, duhet t'ishin mendue se një trathtuer i tillë nesor s'at shofin ndryshej, do t'i lëte në qullë. E kështu ndodhi, at farë q' kish mjellë politika jugosllave, ato fryte xori. Bertitjet e një Pašiqit, Ninçiqit, Spalajkoviçit e të tjerve politikaj serb sot, janë pemjimend bertilje foshnjarake infantile. E pemjimend kjo nuk dën ndryshej, por si Shqyptarët mos të kishin t'jater zor, porse zgjidhjen a m'u bā robt e Italis a per robt e Jugosllavis: halli i shqyptarvet sot është si të gjëjn rrugen si me pështue prej robnis, pse po kje se fati e k' d'at q' shqyptarët të jenë sot rob, aherë per të është gjithnji a do të jenë sot në shpi të tij Lazzaronit q' kjenë perzanë prej Vlore, a por Barbarët q' donë të farojnë Kosoven.

*Prā si perkdheljet e Italis ashtu perkdheljet e Jugosllavis, janë profka per naiwë deri s'at fashisma të sundojnë n'Itali, e deri s'at partiya radikale të sundojnë në Jugosllavi.*

Si fashist n'Itali, ashtu radikalt në Jugosllavi, kan një politikë imperialiste e militariste, q' k'at per fill Shqyptnin m'e grabitë, m'e farue, m'e coptue.

Tanë halli i tyre është vehtem si m'e gjetë rrugen m'at të shpejtë per m'e çue programim e tyre grabitës në vent, tuj marrë s'at të jet e mundur m'at teper se konkurenti tjetër.

Prā per Shqyptar q' e don vendin e vet e q' kuptojn diç kah politika e perbotshme është kot me pritë ndo'j të mirë prej Italis, a prej Jugosllavis. Ashtu mos të rrëhemi edhe me andra, tuj mendue se morali shtetnuer i një Anglis, a por i ndo'j Shteti t'jater imperialist-kapitalist, është aq i shndoshtë s'at me ndalue ndo'j copëtim a grabi në Shqyptni prej Jugosllavis a Italis. Jo, kush robnon e grabitë vehtë popujt të tjerë, nuk k'at sy e faqe me kerkue prej t'jertër, q' t'jertër mos të marrin shembell prej tij.

Por n'çka është mjeshter Albioni, është arbitragi ner popuj imperialist-militarist m'at të vegjel se aj, per t'i rregullue grabinat e tyre.

Kështu edhe ket herë Albioni (grabitësi i madh), do të bāhet ndermjetës nermjet të Italis e të Jugosllavis (grabitësat e vegjel), per të d'at plaçken shqyptare.

Kjo është prā ndihma q' munt të presim prej Anglis së Madhe, prej Lidhjes së Kombevet e prej të gjith atyne institutevet rrenaeake, q' janë themelue prej fuqivet të mëdha imperialiste-kapitaliste, per të mbulue grabinat e tyre naj popujt e vegjel.

Nderi dhe dashnija q' kemi per vend t'onë kerkojn q' mos të bahemi vegla naive të copëtimit Shqyptnis.

Prā as rrenavet t'Italis, per indipendencen, smadhimin e irredentismën shqyptare, as rrenavet t'Jugosllavis per kryengritje e luftë kundra Ahmetit mos t'u xamë bës se janë të gjitha profka, per të shpetue copëtimin e Shqyptnis dhe fikjen e popullit shqyptar.

Lufta e jonë duhet prue n'at rrjedhjen gigante të pergjithshme q' k'at kapë sot popujt e shtypur e q' dridhë në themel imperialismen e kapitalismen mondiale.

Lufta e jonë duhet bā mrendë në shpirtin e popullit shqyptarë e të popujvet të Balkanit, per një Federatë të gjith popujvet të Balkanit, një Republikë federative balkane, mrenda së cilles të lulzojn dhe popullit shqyptar.

Shpnesat dhe rrugat të tjera janë kot, këto pergjakun e fikin popullin shqyptar, dhe sot persritjet e perparshme munt të jenë deka e Shtetit e popullit shqyptar per jetë të jetes.

Bucarest, me 8 Dhetuer.

L. Xheleni

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИКСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Положението на бежанците в България Бежански заем на О. Н. и правителството Ляпчев

От неколку месеци насам, правителството на Ляпчев тръби на лево и на десно, че полага големи грижи за бежанците. То получи разрешението на О. Н. да склучи заем; то получи аванс от английската държавна банка срещу тоя заем; найсетне то успе да склучи и самия заем. То се хвали, че имало голем актив. То посочва този свой актив за мерило на доверието, с което се ползува пред ръководителите в О. Н.

Какво в сщност е направило и какво прави правителството на военната лига за бежанците в България?

В продължение на три години, правителството на Цанков и Ляпчев са отпсуствали, от средствата на българската държавна, за 220.000 бежанци-тази е цифрата, която българското правителство дава за бежанците в България-само 45 милиона лева, когато правителството на Стамболийски отпсуствна, за по-малък брой бежанци, три пџти по-големи суми. За да се има по-лесна представа за «грижите», които фашистките диктатори полагат за жертвите на политиката на българската буржуазия, нека изразим тая цифра по-конкретно: Помощта на българските правителства се изразява в даването, за три години, по 25 кгр. хлеб на всеки един бежанец.

Ние често сме истъквали, ще споменем и тоя пџт: Българското правителството можеше, стига да желасе, да помогне на бежанците от средствата с които то разполага.

При един държавен бюджет от около 8 милиарда лева, то можеше да отдели ежегодно една значителна сума за да пристџпи към настаняването на бежанците. Но то не направи това и не ще направи това. То изсмукваше жизнените сокове от организма на българския трудов народ, то облагаше народните маси с непоносими данџци, главно косвени, които тежеха и продължават да тежат предимно върху плещите на трудящите се маси; то фаворизираше банкери, търговци, индустриалци и всевъзможни спекуланти, като им плащаше разни «обезщетения»; то изразходваше и продължава да изразходва половината от държавните приходи за войска, жандармерия, полиция, репарации и плащане разни дългове на европейските капиталисти, и за всички тия разходи и плащания то намираше средства, а за нещастните бежанци-по 25 кгр. хлеб за три години.

Тая гавра с злощастieto на тия хора възмути бежанците в България. Те почнаха да протестират. Отговора на правителството беше един и сщц: немаме пари, и ако продължавате да протестирате, «можем да затворим за вас границите на България» (из заявленията на Цанков пред делегацията на Националния комитет на македонската братствена организация).

Негодуването всред бежанците растеше. Требваше да се намери отдушник. И за да заглуши това негодуване, прави-

телството тури в движение целия свой апарат. Образуваха се разни комисии в местата, където беха натрупани бежански маси, за да проучат условията за тяхното настаняване. Изпратиха се парламентарни комисии, с задача да проучат пак тия условия. Неговите агенти в печата почнаха да се занимават с този въпрос и намираха изхода от това положение в сключването на един заем за бежанците. Целта, която се преследваше с този заем беше по друга. Правителството очакваше, че ще получи една значителна сума, за да отпусне кредит на търговци, индустриалци и спекуланти (из изявенията на Ляпчев пред представителите на търговския съюз в София).

За тая цел Цанков замина миналата година за Женева, но не се решаваше да повдигне въпроса за заем. Дойде Ляпчев. Неговите агенти разтърбуха, че в България настъпва нова ера, ерата на законността. За известно време терора се проявяваше с по-малка бруталност.

С цената на големи политически и икономически ангажменти, правителството на Ляпчев успя да спечели подкрепата на две от западно-европейските империалистически държави. Правителствения печат в тия страни почна да поддържа Ляпчева. И понеже тия държави имаха решаващо значение в О. Н., това правителство намери момента за удобен да повдигне там въпроса за заем. То повдигна този въпрос пред О. Н., където изпрати и свои емисари. И успя. О. Н. разреши на българското правителство да сключи един заем от два и половина милиона английски лири. Английското правителство побърза да отпусне един аванс от 400 хиляди английски лири срещу този заем. Правителството Ляпчев ликуваше. То използва това решение на О. Н. за да се представи пред българския народ, че се ползува с доверието на дирижорите в тоя институт. Едновременно с това, терора и убийствата в страната взеха масов характер. Избиваха се масово селяни в ред околии, убиваха се в градове и села, «изчезваха безследно» работници, интелигенти и селяни, «самообесваха» се в затворите младежи и работници, «разкриваха се конспирации», беха арестувани 800 души подозрени в «конспиративна» дейност младежи и възрастни хора на труда, с една дума терор, терор и насилия зацари в цялата страна. Не ще описваме тук това положение, защото в всеки брой на нашия вестник ние даваме обилен материал за непоносимите условия, в които живеят трудящите се маси в България.

Ето как използва правителството на воената лига в България разрешението на О. Н. за сключването на един заем за облекчение положението на бежанците. За него не беше толкова важно да помогне на бежанците, колкото да използва факта на сключването на заема за да засили своето господство в страната и да задуши недоволството на българския народ от неговия режим.

Нека сега разгледаме с цената на какви жертви правителството на Ляпчев сключи заема. В един от миналите броеве на Б. Ф. ние разгледахме условията на заема—така както те беха изнесени тогава в печата. Ние посочихме извънредно тежките условия, които са били поставяни за неговото сключване. Ние посочихме, че средствата от този заем не ще бъдат достатъчни за покриване задълженията от преди войната, към някои банки, които щели да участвуват в неговото емитиране. Тия условия не са отстранени. Тия условия на pewno са приети от българския финансов министър. Така поне говорят българските вестници. По това, правителството Ляпчев мълчи, правителствения печат не обелва зъб.

А тия условия са:

«България да уреди предварително всички свои задължения и към останалите държави (Моллов е приел това искане). България се задължава да води преговори с разни банки, кредитори от преди и през време на войната, за уреждане на своите задължения. Началника на държавните дългове е по-сетил директорите на Diskonto-Gesellschaft и Deutsche Bank в Германия, за да преговаря по претенциите на германците за курса на титрите от българските държавни облигации преди и през време на войната, притежавани от германски поданици. Германия иска да се платят веднага лихвите и авансите от заема от 500 милиона зл. марки от 1914 г. А по-нататък?—Тя ще иска да бъде господар и на каменовъглената мина Перник, съгласно договора на Радославов—Тончев от 1914 г. И автора на цитираната статия (в. Земледельско знаме от 2 декември т. г.), компетентния по въпроса бившия финансов министър в кабинета Стамболийски, М. Турлаков заявява: «Ние се обявяваме не срещу бежанците, а срещу политическата търговия, която се върши с техната нещастна съдба.»

В-ж Знаме, органа на Малинов, пише в броя си от 30 ноември т. г.:

«Бежанския заем не е една победа, а обикновена банкова операция. Как не можем да разберем, че се унижаваме като народ, като викаме за успехи и победи дори тогава, когато сме пред сделки, направени от наши кредитори предимно да гарантират техни права... Поради този заем требаше да се направят много милиони услуги на държателите на титрите

от сключените преди войната заеми и да обещаем да се задоволят и други някои права. По-късно ще разберем като какво точно са те.»

Ето това е заема на човешината, както го нарекоха правителствените емисари. Това е само финансовата страна на бежанския заем.

Ние тук не ще говорим за връзката на бежанския заем с разните концесии, като свинската, тая за Родопските гори, обезщетението на английските капиталисти за изгорели складове с тютюни през време на войната в Серес и Г. Джумая (за което българското правителство плати 102,000 английски лири). Това ще бъде предмет на специална статия.

Въпроса за този заем има и една друга страна. Тя е политическата. Представителите на империалистическите европейски държави, които продиктуваха решението на О. Н., не се ограничават само да задоволяват интересите на своите капиталисти, и изобщо тия на капиталистическата класа. Те обвързаха и политически българското фашистко правителство. И то прие охотно всички задължения, които му се продиктуваха, защото то сметаше, и основателно, че неговото господство зависи от подкрепата, която тия правителства биха му дали. Ние не ще говорим за тайните политически ангажменти, които правителството на Ляпчев е приело—когато неговите емисари: Моллов, Буров и Вълков са разговаряли и преговаряли с Мусолини и когато Моллов е разговарял с представители на английското правителство—по отношение на Турция и Съветска Русия. По този въпрос говори и нашия отличен сътрудник Пол Луи в статията си в миналия брой на нашия вестник. Ние ще се спрем тук само на ангажментите, които правителството Ляпчев е приело с подписването на протокола на О. Н. по бежанския заем и които са известни на всички. Това са ангажменти, които засягат съдбата на бежанците и тая на македонския народ изобщо.

За да задоволи Сърбия, Ромъния и Гърция, българското правителство се е ангажирало да не заселва бежанци в граничните зони, в дълбочина 50 километра. С това се увреждат извънредно много интересите на тия от бежанците—и техния брой не е малък—които са намерили един временен подслон в граничните местности, както и се затруднява в голема степен настаняването на бежанците, понеже в тия зони има повече места, където те биха могли да бъдат настанени.

Българското правителство се е задължило още да се раздават суми от заема само на тия бежанци—българи, които писмено декларират, че са български поданици, а това ще каже, да отрече на бежанците правото да се борят за да се върнат в своята родина. Това искане на българското правителство предизвика силно възмущение не само сред бежанците, но и сред македонската, тракийска и добруджанска емиграция в България. Това предизвика протестите даже на ръководителите на Македонския национален комитет в България, които иначе са най-верните слуги на фашистката диктатура в тая страна. Тия последните, давайки вид че говорят от името на бежанците, неотдавна заявиха, че «подписвайки исканите декларации, бежанците заявяват, че не се считат обвързани политически и че техните мисли и техното сърце принадлежат на техната родина—Македония, в която те страстно желаят да се върнат.»

Колко големо е възмущението на бежанците от наложените им условия да се ползуват от заема, се вижда от заявлението на същите тия ръководители на македонския комитет, които, от страх да не изгубят окончателно своите връзки с бежанците, беха принудени да декларират, че един акт на филантропия (sic!) се прави оръдие за политически цели.

Ние считаме за излишно да говорим тук как ще се раздава заема на нещастните бежанци, до колко техните интереси ще се вземат в внимание и какви категории от тях ще се възползват от него.

Достатъчно е да се прочетат протестите на бежанците и тия даже на ръководителите на Македонския и Тракийски комитет, в които се посочва, че градските бежанци, които съставляват един значителен процент от бежанците, не ще се ползват от този заем; че бежанците не ще имат никакво участие в разпределението на заема; че условията, при които ще се раздават суми от този заем, са съвсем тежки за самите бежанци; достатъчно е най-сетне да припомним за предупреждението, което депутата от радикалната партия Хр. Киселов направи в парламента към правителството—«да не се настаняват приятели (на правителството, бел. М. В.), лични и партийни, да не се ядат сумите, предназначени за бежанците и пр.»—, за да се види, че бежанските маси в България не ще видят нищо добро от този заем и че от него ще се възползват само приятелите на правителството, т. е. разни македонци, тракийци и добруджанци, агенти на правителството и екзекутори на воената лига.

Заема за бежанците е една търговска сделка, която коштува скъпо на българския народ, направена с цел да се закрепни господството на воената диктатура в България.

Марсел Валтер

# Добруджанското движение

## Борбите на Добруджанската емиграция в България

Своето начало добруджанското движение води от 1913 г., когато, след балканската война, южна Добруджа се даде на Ромъния. Още в своите първи дни движението попада под прямата опека на българската държава, която му дава чисто благотворителен характер и като главна задача му поставя грижите за настаняване на бежанците.

Революционните тенденции в добруджанското движение през този период, до колкото може да се говори за такива, беха поставени под знака на усилено готвения реванш от българската буржуазия и нейната завоевателна политика.

През общоевропейската война Добруджа бе завладена до устието на Дунава от българските и съюзнически войски. Въпроса за **кондоминиума** в Добруджа, повдигнат от Германия, направи първия процеп в отношенията на съюзниците. Правителството на Радославова виде заплашени завоевателните стремежи на българската буржуазия. По негова инициатива беха свикани известните **Бабадашки събори** през 1917 и 1918 год. на добруджанци, в които се взеха резолюции за незабавното присъединение на цела Добруджа към «майката» България.

Подписването на Нийския договор през 1919 год. нанесе катастрофален удар върху националистическата и империалистическа политика на българската буржуазия. За добруджанските маси стана ясно, че именно тая завоевателна политика, на два пъти вече става причина, Добруджа да бъде хвърлена в тежко робство. Към този период в добруджанското движение се обособи **левицата**, начело с Д-р Петър Вичев, която успе да нанесе решителен удар на **десницата** представлявана от Милан Марков, Д-р Иван Огнянов, Антон Бурлаков, Матей Бончев, Д-р Теодоров, Трифон Трифонов и др. — шководници на завоевателната политика на българската буржуазия.

Великия добруджански събор заседавал в София на 21 до 25 ноември 1919 год. завърши с пълната победа на левицата. Там се прие с пълно болшинство памятна резолюция по ориентацията на добруджанското движение, в която за пръв път се издигна лозунга за **Свободна и независима Добруджа**, и се дадох директиви за една самостойна и независима от балканските правителства политика на добруджанското движение. Също така се възприе да се подири подкрепата на всички демократични сили вътре и вън от България, които, освободени от империализма на буржуазията, биха спомогнали за извоюване свободата на поробените народи.

Великия добруджански събор беше под силното влияние на издигнатите от Руската Революция лозунги за мир без анексии, за правото за самоопределение на народите, и в лицето на С. С. С. Р. Добруджанци видеха единствения и искрен съюзник за реализирането свободата и независимостта на Добруджа.

Друга важна последица на Нийския договор бе тая, че рщцете на ромънската олигархия се развързаха, тя подложи на систематично преследване добруджанското население, и гъсти колони от бежанци се понесоха към България. Така пред добруджанската организация се постави големия въпрос за настаняване, оземляване и държавно подпомагане на бежанците. В защита интересите на бежанските маси в България, емигрантските организации поведоха борба, която принуди земеделското правителство да гласува закона за настаняване на бежанците, тоя за Трудовата поземелна собственост и да отпусне около 150 милиона лева за техното обзавеждане. С този акт земеделското правителство засили влиянието си особено всред добруджанската емиграция, която и до днес запазва силни симпатии към Земеделския съюз. Нека добавим, че Добруджа е била лолка на земеделското движение, което води своето начало от паметните кланета над разбунтувалите се селяни в Дуран Кулак и Шабла (Добруджа), против десатжка прокаран от Радославовото правителство през 1900 г. През времето на Стамболийски господството на левицата в добруджанското движение бе пълно. Решенията и директивите на Великия добруджански събор беха прокарани на дело; 7-ия Ески-Джумайски и 8-ия Плевенски конгреси напълно ги потвърдиха.

Беспорно, че в изпънителните комитети и висшия съвет беше преставяна и десницата, но с свои случайни и незначителни преставители, без каквото и да било влияние върху добруджанските маси.

С своята реставрация, след 9-и юни, българската буржуазия в интереса на своята реакция вътрешна и външна политика почна настъплението си срещу организациите на емиграцията. Правителството на сговора спре всекакви субсидии по закона за настаняване бежанците и закона за Т. П. С. бе отменен. То извърши една динична гавра с бедственото положение на бежанците, като отне раздадените им вече земи и ги повърна обратно на бившите им владетели — едри собственици.

Деветоюнския преврат постави в центра на политическия живот в България воената лига, която се опита да разшири своето господство и върху организациите на емиграцията. С

терор и насилия, воената лига прокара свои хора в ръководството на тия организации и започна тормоза над левицата, отстояваща самостоятелността на движението. Агент на воената лига в добруджанското движение бе депутата сговорист, запасен подполковник от кавалерията — **Никола Кямилев**. Под закрилата на воената лига, десницата в добруджанското движение надигна глава. Нейн типичен преставител е ренегата — широк социалист **Матей Бончев**, редактор на в-к «Зора».

Матей Бончев и Н. Кямилев, единия идеолог, а другия екскуртор на десницата, почнаха своето гнусно настъпление срещу всички честни дейци в добруджанското движение. Техните дела сж верига от престъпления срещу освободителното добруджанско движение. Масовите арести над левицата през март 1925 г., суспендирането на директивите на Великия добруджански събор в 9-ия Търновски конгрес, изключване на видни преставители на левицата от движението, арестите и интерниранята на стотици добруджанци през август т. г. и убиството на легендарния добруджански революционер — Дочо Михайлов и неговите трима другари, — сж техни дела.

Обаче техния позор не спира тук. След мартенските арести десницата в легалното движение си осигури надмощие и в ръководството на революционното движение (В. Д. Р. О.), като го превърна в орган на генерал Русевите контра-чети след априлските събития, за борба срещу българския народ, и ленаха вечния позор над В. Д. Р. О., като организация на крадци и вулгарни убийци.

Маските на прононсираните агенти на кървавата сговорянска власт, бидоха свалени. Добруджанската емиграция се раздвижи. Тя събра с Изпънителния комитет и неговия орган в-к «Добруджа» спре по липса на средства. От 59 дружества на добруджанската емиграция, с И. К. поддржат връзки в последно време само няколко. По повод предаателската политика на И. К. и участие на членове от организацията в разбойнически нападения, убийства и пр., Д-р П. Вичев си подаде оставката от И. К., чийто подпредседател бе. В мотивировката си, той иска свикването на Вишия съвет, който ведната да се занимае с тия въпроси. И. К. свика Вишия съвет, който в заседанията си на 12 и 13 септември т. г., не можа да отрече фактите и реши да свика най-късно през ноември т. г. извънреден конгрес. Той реши също, да се ликвидира с В. Д. Р. О. и И. К. излезе с специална декларация по този случай в пресата. До дружествата бе отправено окръжно да не дават никакво съдействие на В. Д. Р. О. Обаче и до днес И. К. се бой да свика извънредния конгрес. В този момент излезе вестник «Свободна Добруджа» редактиран от Д-р П. Вичев, идеолога на левицата.

В-к «Свободна Добруджа» се посрещна с ентусиазъм от добруджанската емиграция, понеже се яви истински изразител на техните жизнени интереси, застана на базата на директивите от Великия добруджански събор, като издигна смело знамето за самостоятелността на движението и поведе решителна борба за демаскиране орждията на българския фашизм, които беха успели да се загнездат в организацията.

В-к «Свободна Добруджа» (брой 1 от 3. X. 1926 год.) в увода си «Нашите задачи», ето как определя програмата си дейности: «Ние ще ратуваме за свободата на Добруджа и ще се борим срещу всички ония вътрешни и външни фактори, които пречат на осъществяването на тая задача. Обратното, ще използваме сътрудничеството на всички ония, които ще спомогат в тоя път на нашата борба. В това сътрудничество на първо място, ние разчитаме на всички ония обществени и международни сили, чийто назначение се покрива или е в близост с нашето.»

Изпънителния комитет се почувствува силно демаскиран и се помъчи да реагира. Той издаде само един брой на спрелия в-к «Добруджа» в който биде печатана една декларация, с която се осъжда постъпката на Д-р Вичева, оспорва му се правото да издава вестник и на края, в декларацията се казва: «Комитета поканва организациите до края на този месец да се занимаят и произнесат по въпроса, като съобщат решенията си не по-късно от 10 ноември т. г. Организациите, които се солидаризират с г-н Вичев, или пък не се обадят до определения срок, също ще се считат като доброволно напуснали съюза.»

В отговор на тази декларация, в-к «Свободна Добруджа» в брой 4 от 24. X. т. г. обвинява И. К. в съучастничество в обире, контрабанди, разбойничества, убийства на кметове, убийства на добруджански дейци, краджи на жени и пр. вършени от неговите приближени хора. В-ка обвинява още И. К., че непълно е бездействувал по въпроса за настаняването и оземляването на бежанците, като е допуснал да се отнемат обратно земите раздадени на бежанците, че с съдействието на българската полиция е тормозил будната добруджанска мисъл, че носи отговорност както за убиството на Дочо Михайлов и другарите му, така и за **готвените нови убийства над добруджански дейци** и пр.

Разбира се, че И. К. и до сега мълчи и не е отговорил нито на едно от обвиненията. В-к «Свободна Добруджа» се посрещна с озлобление не само от И. К. и българската буржуазия, но и от преставителя на ромънската олигархия, известния ренегат, бивш македонски «революционер», Н. Бацария. Ето какво пише и той в брой 13,140 на в-к «Adeverul»:

В-к «Свободна Добруджа» въпреки всички уверения, че ще се бори на легална почва има за цел да предизвика възмущения и да създаде една атмосфера, която не е от характер да съдейства за онова ромъно-българско сближение, за чиято необходимост, особено за «България», говори преди известно време г-н Буков. Напротив, тази инициатива ни отдалечава от реализирането на Балканския Локарно...»

Да, в-к «Свободна Добруджа» не спомога и от нищо не се вижда да си е поставил за задача да съдейства за сближението на ромънската олигархия с българския фашизм. Но той беспречно спомога за сближението на ромънския и българския народ, които нема какво да делат. Това да се запомни добре от ренегата македонски «революционер» и сбратията му от И. К. в София.

Чрез в-к «Свободна Добруджа» левизата в добруджанското движение се бори не само за неговата самостоятелност, но същевременно подема борбите на емиграцията като решително се противопоставя на предателските клаузи легнали в условията на бежанския заем, иска отхвърляне декларациите за отричане бежанците от своята родина, премахване дележа на бежанците на градски и селски, участие в разпределението на заема и пр.

Тази именно дейност на левизата не се харесва на явните агенти на българската буржуазия в И. К., които правят всичко

възможно да предизвикат едно-разцепление в движението и така да олеснят готвения удар върху добруджанското движение. Срещу тази сметка на българския фашизм и неговите опозорени агенти в добруджанското движение, на левизата предстои върховното задължение да обедини около себе си масата на добруджанската емиграция и така да парира позорните им домогвания. Българския фашизм с своята външна политика открито предателствува интересите на македонци, тракийци и добруджанци, чрез отношенията си за споразумение с Югославия и фактическото продължение и разширение на Нишкото споразумение, чрез «договора за доброволното изселване» сключен с Гърция, чрез «приятелския договор» сключен с Турция, и чрез готвения подобен договор за «доброволно изселване» с Ромъния. Сключал връските си с българския народ, и водящ една ожесточена война с него от 9 юни насам, българския фашизм е заставен да предателствува целокупните интереси на българското племе, като прибегва към международни спогодби, като горните.

Съюз и обща борба на целата емиграция против българския фашизм, на подписаните народности на Балкана против балканския империализъм — за Балканска Федеративна Република, — ето лозунгите, които сж здраво подети и от добруджанската емиграция.

В тази борба подписаните националности ще бъдат подкрепени от работниците и селяните, които сжщо се борят геройски против балканския империализъм и фашизм. Друг изход няма!

Добруджански

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΥΣΤΕΡΑ ΑΠΟ ΤΗΝ ΝΙΚΗ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

... τὸ νὰ θέσετε τὴν ἀποφασὴ σας ὑπὸ συζήτηση θὰ ἐσήμαινε ὅτι διακρίτε τὴν ἐπανάσταση, θὰ ἐσήμαινε ὅτι κηρύσσετε τοὺς ἐαυτοὺς σας στασιαστές.

Ἀπὸ ἕνα λόγῳ τοῦ Saint-André στὴν Ἐθνοσυνέλευση.

Ἡ ἑλληνικὴ Βουλὴ συγγίθη· τὴν ἄρα θὰ φανεῖ κατὰ πόσον πρέπει νὰ ἐκτιμῆσει κανεὶς σοβαρὰ τὴν Νικὴ τῆς «Ἐνώσεως Φιλελευθέρων». Ἦδη στὶς 17 Νοεμβρίου, ἐξέφραξε ὁ Κοινὸς τὴν ἐλπίδα, ὅτι ὁ Καφαντάρης θὰ ἀνελάμβανε τὸν σχηματισμὸν Κυβερνήσεως «μὲ τὴ βοήθεια τοῦ Μεταξᾶ, τοῦ ὁποῦ ἢ στάσις κατὰ τὴν περίοδον τῶν ἐσωτερικῶν ἀγώνων ὑπῆρξεν ἄκρως πατριωτικῆ». Κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο προσπαθεῖ ὁ δημοκρατικὸς ἀξιωματικὸς νὰ προσεταιρισθεῖ τὸν συντηρητικὸν «ἐλευθερόφρον» μοναρχικὸν. Ὁ Καφαντάρης δέχεται μετὰ χαρᾶς νὰ σχηματίσει μιὰν Κυβέρνησιν οἰκουμενικὴν, καὶ ἀκόμα καὶ ὁ «ἀριστερός» ἀντιπρόσωπος τῶν μικροαστῶν, Παπαναστασίου ἐκφράζεται ὑπὲρ μιᾶς τέτοιας Κυβερνήσεως, ἀναφερόμενος στὴν «ιδέα» τοῦ Συντάγματος. Ὁ Μεταξᾶς εἶναι σύμφωνος μὲ αὐτά. Ἀλλωστὲ τὰ μοναρχικὰ κομμάτια φαινομενικῶς εἶναι πολὺ μετρίφρονα, ἀκόμα καὶ οἱ ἄνθρωποι τοῦ Λαϊκοῦ Κόμματος δηλώνουν ὅτι ἐπιθυμοῦν μιὰν συνεργασίαν ἐφ' ὅσον θὰ ἀποσοβῆται ἡ ἐπιρροὴ τῶν ἀξιωματικῶν. Οἱ Βενιζελικοὶ δηλώνουν σὲ φιλικὸν τόνο ὅτι μόνον τότε θὰ σχηματίσῃ μιὰν καθαρὰ «δημοκρατικὴν» Κυβέρνησιν, ἔαν ὁ Μεταξᾶς ἀρνηθεῖ τὴ συμμετοχὴν τοῦ σὲ μιὰν Οἰκουμενικὴν Κυβέρνησιν.

Τὶς βλέψεις τῶν δεξιῶν Μοναρχικῶν, ἀποκαλύπτει σαφέστερα ὄλων ὁ Δεμερτζής· ἀνακινεῖ τὸ ζήτημα τοῦ Στρατοῦ, θέλει νὰ «μὴν ἀνήκει ὁ στρατὸς σὲ ἕνα μόνον κόμμα» καὶ ἀπαιτεῖ ἕνα μερδικὸν στήν ἀρχηγίαν τοῦ Στρατοῦ· «οἱ ἀντιβενιζελικοὶ δὲν θέλουν νὰ ἀπέχουν ἀπὸ τὴν ἀρχηγίαν τῶν στρατευμάτων», λέγει στὶς προτάσεις του πρὸς τοὺς Φιλελευθέρους. Ἀπαιτεῖ ἐπίσης τὴν ἀναστέλιωσιν τῆς μνήμης τῶν φονευθέντων ἐξ μοναρχικῶν παραγόντων, μὲ τὸν ἐκδηλο σκοπὸν, νὰ προετοιμάσει μὲ τὴν ἠθικὴν αὐτὴν νικὴν τὴν Ἐπιαναφορὰν τῶν ἀποταχθέντων γουναρικῶν ἀξιωματικῶν. Σ' αὐτὸ τὸ ζήτημα ὅμως ἡ «Δημοκρατικὴ Ἐνωσις» δὲν ἐννοεῖ νὰ κάμει συμβιβασμὸν κανένα· ἔστω, γιὰ χατῆρ τῆς εἰρήνης ἂς ἀναστυλωθεῖ ἡ μνήμη τῶν τουφεμισθέντων πέντε ὑπουργῶν μαζί μὲ τὸν στρατηγὸν τοὺς, ἀλλὰ δὲν ἐπιτρέπεται νὰ φύγει οὔτε

ἕνας δημοκρατικὸς ἀξιωματικὸς ἀπὸ τὸν Στρατό. Μὲ τόσον μεγαλύτερη ἐνεργητικότητά ὅμως ἐπιμένει τὸ λαϊκὸν κόμμα στήν ἀπαίτησιν του νὰ ἀπομακρυνθοῦν «οἱ δολοφόνοι τῶν ὑπουργῶν» καὶ ἀκόμα καὶ οἱ Μεταξικοὶ κηρύττουν τὴν «ἐκκαθάρισιν» τοῦ Στρατοῦ. Οἱ ἀντιδραστικοὶ κύκλοι ἀντιλαμβάνονται, ὅτι τὸ στρατιωτικὸ ζήτημα ἀποτελεῖ τὸ κλειδί τῆς σημερινῆς καταστάσεως.

Ἄν οἱ Μοναρχικοὶ κατορθώσουν, νὰ εἰσχωρήσουν ἐκ νέου στὸ στρατό, τότε τὸ καθεστωτικὸ ζήτημα θὰ ἔχει ἐκ τῶν προτέρων λυθεῖ, ἡ δὲ ἀναστέλιωσις τῆς μνήμης τοῦ Γούναρη καὶ τῶν ὁμοίων του θέτει τὴν δημοκρατικὴν πλειονότητα τῆς Βουλῆς ἐκτὸς νόμου. Για τοῦτο, κατ' ἀρχὴν οἱ φιλελευθέροι, μ' ὄλες τοὺς τίς προσπάθειες γιὰ τὴν Οἰκουμενικὴν, δὲν μποροῦν νὰ κλείσουν ἕνα συμβιβασμὸν μὲ τὸ Λαϊκὸν Κόμμα, καὶ τὸ ὅτι ὁ Τσαλδάρης παραπονεῖται μελαγχολικῶς, ὅτι οὔτε ἐμμέσως οὔτε ἀμέσως τοῦ ἐξητήθη ἡ γνώμη του γιὰ τὸ σχηματισμὸν τῆς Κυβερνήσεως, ἀποδεικνύει ἀπλῶς ὅτι εἶναι δυνατόν νὰ σχηματισθεῖ Κυβέρνησις καὶ χωρὶς τοὺς β3 ψήφους τοῦ Λαϊκοῦ Κόμματος. Πάντως μὲ τὸν Μεταξᾶ μιλοῦν σὲ ἄλλο τόνο, καὶ ὁ Μεταξᾶς ξεύρει νὰ ἐκτιμᾷ τὴν συγκαταβατικότητα αὐτὴν καὶ ἐδήλωσε πῶς δὲν θέλει ποτὲ νὰ μπεῖ σὲ ἕναν «ἀντιβενιζελικὸν συνασπισμὸν». Ἐν τῷ μεταξὺ ἡ «Δημοκρατικὴ Ἐνωσις» καθώρισε ὀριστικῶς τὴν στάσιν της ἀπέναντι τῶν ὄρων τῆς Οἰκουμενικῆς. — Δὲν φέρνει πιά καμμιάν ἀντίστασιν στήν ἐπιαναφορὰν τῶν «ἀποτακτικῶν ἀξιωματικῶν». Κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο ὁ Παπαναστασίου παρέδωσε τὴν ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν στοὺς Μοναρχικοὺς. Τὸ ἀντιδραστικὸν καθεστῶς μᾶς δείχνει ἤδη τὴ σὰν αὐτὰ. Καὶ ἐν τῷ μεταξὺ ἡ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ κατάσταση δὲν ἀλλάξει. Ὁ Κοινὸς καὶ ὁ Μεταξᾶς συναγωνίζονται σὲ εἰρηνὸν φιλικὴν δηλώσει, διότι ἡ ἐξωτερικὴ κρίσις δὲν ὑπερηνικήθηκε.

Ἡ «Πουχία καὶ τᾶξις» κυριαρχοῦν στήν Ἑλλάδα, ὅλα τὰ διατάγματα τῆς ἐποχῆς τῆς Ἐπιαναστάσεως θὰ ὑποβληθοῦν στήν ἔγκρισιν τῆς Βουλῆς. Ὁ Πάγκαλος μετεφέρθη ὡς ὑπόδικος ἀπὸ τὴν Κρήτην στήν Ἀθήνα καὶ ὁ Κοινὸς ἐπιμένει νὰ μείνῃ στήν φυλακὴν ἕως ὅτου τελειώσει ἡ δίχην του. Στους πρόσφυγας ἐπληρώθησαν ὑστερα ἀπὸ πολλοὺς διαταγμοὺς ἐπιδόματα, καὶ οἱ ἄεργοι παρηγορήθησαν μὲ ὑποσχέσεις περὶ ἐνάρξεως ἔργων. Ἡ καταδιώξις τῶν ἀλλοεθνῶν «ἐξευρωπαϊσθῆ» — οἱ 10,800 κομμουνιστικοὶ ψῆφοι στή Μακεδονίαν ἦταν πράγματι μιὰ προειδοποίησις γιὰ τοὺς κυριάρχους.

Δέν είναι άπλή σύμπτωση ότι στις καπνοεργατικές περιοχές και στις περιοχές του „σλαβοφώνου“ πληθυσμού ό εργατοαγροτοπροσωγικός συνδυασμός έστημείωσε τις μεγαλύτερες του έπιτυχίες. Μία μεγάλη κίνηση άπλώνεται στη χώρα όλόκληρη, ή μία άπεργία άπολουμεί την άλλη. Σε μερικά έργοστάσια οι ιδιοκτήτες έπεχείρησαν να έξασκήσουν πίεση πάνω στους εργάτες. Στην Κέρκυρα έκαμαν οι μοναρχικοί φανερά ένα συλλαλητήριο, ενώ στη Θεσσαλονίκη ό διοικητής καθυσήχασε μίαν εργατική άντιπροσωπεία ή όποία διεμαρτυρήθη για τις μοναρχικές έπιθέσεις, ύποδεικνών την „έκλογικήν νίκη των φιλελευθέρων“.

Στις 26 Νοεμβρίου συνήλθε για πρώτη φορά ή Βουλή. Οι άκροι Μοναρχικοί έγκατέλειψαν την αίθουσαν διαμαρτυρόμενοι, διότι οι άρχηγοί τους κάποτε τον καιρό που ένίκησε ή Δημοκρατία κατεδικάσθησαν σε θάνατο. Στις 29 του μηνός άρχίζει ή πραγματική έργασία της Βουλής. Οι διατάξεις της έφαρμογής του Ένωκιοστασίου ήλλάχθησαν με ένα δάνειο από άγγλικές τράπεζες πρόκειται να έπιτευχθεί ή έξυγιάνσις των οικονομικών του κράτους, και να έξευρεθούν οι πόρα για την άποκατάσταση των προσφύγων. Δέν είναι πιθανόν ότι δέν θα μπορέσει ό Καφαντάρης να φερεί σε πέρας τον σχηματισμό μίας Κυβερνήσεως. Το πιο πιθανόν είναι ότι θα προσπαθήσει να συμφωνήσει με τον Μετάξά και τη „Δημοκρατική Ένωση“ και βασιζόμενος σε μία Κυβέρνηση του „juste milieu“, να έφαρμόσει μίαν συντηρητική έσωτερική πολιτική χωρίς άγροτικές μεταρρυθμίσεις και καλλιτέρευση των δημοσίων Έπηρεσιών. Στην έξωτερική πολιτική έχουν ήδη καθορίσει οι άνθρωποι

του Κέντρου την γραμμή τους. Ένώ στη Δωδεκάνησο ό ίταλικός φασισμός καταφέρει καινούργια κτυπήματα κατά του ελληνικού πληθυσμού, προσπαθούν οι πολιτικοί άνδρες να κερδίσουν την συμπάθεια της Ίταλίας. Ένώ στην Κύπρο ή άγγλική Κυβέρνηση έξακολουθεί τη βίαία της πολιτική, στην Άθήνα ύποδέχονται πανηγυρικά των „άνώτατο Άρμολή“ της χώρας αυτής. Είναι ευχαρίστως έτοιμοι, να έγκαταλείψουν την Κύπρο όλόκληρη για πάντα στον άγγλικόν Ίμπεριαλισμό άντι ενός δανείου με τόκους μεγάλους. Έτσι βλέπουμε πως οι έκλογές δέν άλλαξαν τίποτε στην ελληνική έξωτερική πολιτική. Οι συνένοχοι του βοναπαριστικού καθεστώτος είναι ή θα είναι πολύ γλήγορα έλεύθεροι, οι μοναρχικοί συνομώτες έπαναφέρονται στο στρατό, οι πάτρωνές των δε προσκαλούνται φιλικά να μπουνε στην Κυβέρνηση.

Η Δημοκρατία, που έγινε δεκτή από τη μεγάλη πλειοψηφία των έκλογών, καταντά να κινδυνεύει έξ αίτίας του όππορτουισμού των άρχηγών της. Στην ήμερησία διάταξη της καινούργιας Βουλής δέν βρίσκεται ή κοινωνική έξασφάλισις της Δημοκρατίας, παρά ή Έπιαναφορά των μοναρχικών άξιωματικών, ή έπάνοδος των στον δημοκρατικό στρατό. Οι νικηταί των έκλογών έσυνθηκολόγησαν ιδεολογικά, για να στερεώσουν από κοινού με τους άντιβενιζελικούς των ταξικούς συντρόφους την κυριαρχία έπι των εργαζομένων μαζών. Την έποχή του Βοναπαρισμού, την άποτυχία του μοναρχικού πραξικόπηματος έπακολουθεί το έπισόδειο του „juste milieu“.

Θεσσαλονίκη, 27 Νοεμβρίου

Μελίγκος

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА

## О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

С. Н. Бороздин

Професор С. Н. Бороздин родио се 1883 г., члан је председништва научног удружења за проучавање Истока код Ц. К. Е. у С. С. С. Р. и стручњак за општу историју и археологију. Он се уз то занима испитивањем историјске прошлости совјетског Истока и крајева изван совјетских граница, као и обновом интернационалних односа. Бороздин је водио више научних експедиција з проучавање оријенталних култура совјетске Уније. Наводио нека његова посљедна дела: «Солхат», «На полуострву Гараклејт», «Култура на југу Русије», «Стари свет у јужној Русији», «Археологија и Социјологија», «Савремени Татаристан», «Проблеми научних експедиција на Истоку», «Студиј Истока у савременој Русији» и т. д. Ова су дела била издата на руском и страним језицима (источним и западним).

Са највећим задовољством може се поздравити идеја оснивања слободне балканске федерације, каја као једина може осло-

бодити из метежа националне и политичке односе на балканском полуострву, неизмерно замршене последицама светског рата. Балкан представља још увек барутану, спремно да сваки час експлодира.

Само слободна воља и слободна одлука, самоопредељење балканских народа може донети коначно решење по овом компликованом питању, које кроз векове тишти Србију, Македонију, Бугарску, Албанију и т. д.

Ради хаоса, који влада на Балкану — нису то само економски, социјални и политички проблеми, који остају још нерешени, него и питања културног поретка. Најинтересантнији моменти богате историјске прошлости балканских народа од најдањиних времена чекају још увек на своје објективно и озбиљно решење.

Питање тако тешко и компликовано као што оно Македоније, која је толико трпела не може се решити ако се одстране све националистичке и шовенистичке страсти.

Живела слободна наука у слободној балканској федерацији!

С. Н. Бороздин

## Пет година робије за Косту Новаковића

Београдски првостепени суд донео је опет 26 новембра о. г. у име реакционарног великосрпског режима једну драконску пресуду. Тога дана изведен је пред суд бивши комунистички посланик и писец брошуре «Македонија Македонцима, земља сељацима!» Коста Новаковић. Њега оптужује владајући режим по фамозном закону о заштити државе чл. 1 и 2 ради ширења

комунистичке пропаганде, који предвиђа смртну казну или робију од 2—20 година.

Какву је кривицу извршио овај јуначки браниоц потлачених нација, првенствено Македоније? Зашто се суди Кости Новаковићу, дивном револуционару и неустрашивом борцу обесправљене и прогоњене радничке класе у Карађорђевићевој монархији корупције и белог терора? Августа месеца о. г. пронашла је београдска полиција у стану Петра Војовића директора једног техничког предузећа и Новаковићевог познаника, један пакет са

резолуцијама овогodiшњег III. конгреса Комунистичке Партије Југославије и један примерак билтена Ц. К. К. П. Ј. са инструкцијама пред општинске изборе у Србији. Бојовић, који је такође ухапшен, изјавио је, како садржину пакета не познаје; на питање од кога је добио тај пакет, казао је да је исти добио на чување од К. Новаковића. Ето, у томе се састоји злочин К. Новаковића! Владатући режим тражио је најмањи разлог, да, било на који начин инсценира један нов процес против револуционарног пролетаријата у Југославији, он је у К. Новаковићу гледао његовог најдоследнијег поборника и одличног вођу, због тога је и осуда тако драконска. Новаковић и ако болестан, услед режима који влада у београдској чувеној глављачи (о коме је Б. Ф. већ писала) одржао је место одбране, сјајно документовану отпужбу против насиља и прогона које врши реакционарни режим над радничком класом и угњетеним нацијама. Он је жигосао реакционарну политику хегемонистичке великокрпске буржоазије, опртвавши сву беду радничке класе, која је издана од социалдемократских шефова. Његова свестрана и дубока анализа економске кризе у земљи «рапирала је представнике «независног суда» тако, да га председавајући судија опомиње да се држи «конкретније» своје одбране. Али се К. Новаковић није дао збунити, он је још у почетку свога говора подвукао: да је преко њега оптужена цела радничка класа а његова је дужност, да се и са овог места чује њена борбена готовост да извојује своја најелементарнија права. Његова завршна реченица била је ова: «Ја сам комуниста, јер сматрам да само комунистичка покрет може помоћи радничкој класи и сиромашном сељаштву. Припадам душом и телом великој светској комунистичкој заједници и изјављујем да ћу се као комуниста борити легално, а кад се то забрањује онда и илегално, јер сматрам да комунисти у Југославији морају имати иста права на борбу као и у другим земљама, до краја свога живота!»

Смели револуционарни борац, није лепше могао своје начело афирмисати. И осуда је у одговарајућој мери дошла: пет година робије! То је била заповест режима својим чуварима поретка. Назад је успео режим да бади на робију свога противника кога је у стално прогонио. И осудом Новаковића, режим неће успети да уништи непомирљиву класну борбу револуционарног пролетаријата, неће успети да онемогући нац. револуционарну борбу потлачених народа и угњетене Македоније, коју је Новаковић свим жаром револуционарне оданости бранио. «Не бојте се другови, само напред!» биле су његове последње речи са процеса које је довикнуо друговима.

Национално-револуционарни покрет и радничка класа у Југославији прећи ће преко свих жртава да остваре оно што је њихов јуначки вођа на своме процесу владајућој класи довикнуо: кроз непомирљиву борбу ка коначном ослобођењу! Удружена борба једних и других у савезу са сиромашним сељацима прећи ће све препреке и уложиће сву своју енергију да на путу своје победе, ослободи из југословенских казамата не само К. Новаковића већ и остале стотине и хиљаде жртава белог терора.

Карић

## ВЕЛИКОСРПСКИ ИМПЕРИЈАЛИЗАМ

### Албанија и Италија

Београд, почетком децембра

... Тако је албанашка политика српске владе оличена авантуристичког лутања једног очајника, који без икаквих изгледа на успех и без јасног циља расипа драгоцену снагу, да би избегао банкротство пред којим стоји цео његов привредни и политички правац...

(Из књиге Димитрија Туцовића: Србија и Албанија, 1914 г., стр. 88.)

Ово су биле мисли неумрлог вође српског револуционарног марксизма и поборника федерације балканских народа, Димитрија Туцовића, које је написао у предвечерје светског империјалистичког рата, после оне чувене и крваве албанске «побуне» 1913 г. Оне се могу без резерве и данас пренети по својој дубини и критичкој анализи потпуно на актуелну политику великокрпског империјализма према Албанији. О томе говоре најновији догађаји на Балкану врло драстично.

Званична агенција београдске владе «Авала» растурила је 23. нов. о. г. радио-телеграфским путем у иностранство један владин коминике у коме се говори, како су 20. нов. о. г. избили нереди — устанак у католичким племенима северне Албаније: у Шаљи, Дукађину и Плану. Организатори побуне: Дон Лоро Цако, католички свештеник у друштву са неколико бивших официра присталица Фан Нолија. Инспиратори побуне: Мустафа Круја и Хасан Приштина. Даље се у лаконском коминикеју констатује како је албанска влада предузела све мере да ефикасно угуши побуну.

Београдска влада наредила је у вези са тим догађајима и с обзиром на пријатељске везе (?) између Београда и Тиране да се сви побуњеници који пређу на територију С. Х. С. имају одмах разоружати и интернирати. После неколико дана, 26. нов.

иста агенција објављује један заједнички коминике београдске и талијанске владе поводом горњих догађаја и који гласи: «Између наше италијанске владе била је измена мисли којом је констатована потпуна сагласност њихових погледа у смислу да се ови догађаји имају сматрати као чисто унутрашња ствар Албаније и да обе државе не желе ништа друго до мирно развиће Албаније.» По писању београдских листова, овај карактеристичан и по својој дипломатској форми добро смишљен документ потиче из пера генерала Бордлера, Мусолинијевог београдског посланика. Исти генерал пожурио је одмах по догађајима у Албанији да саопшти Нинчићу жељу Мусолинија, о потреби једног заједничког коминикеа поводом побуне у Албанији. Нинчић несамосталан и без политичког критеријума прихватио је без дубљег размисла овај предлог и као резултат тога објављује се горе цитирани коминике. Толико о формалном политичко-дипломатском ставу двеју империјалистичких монархија на неуспели устанак у северној Албанији.

После овог горњег, одиграва се најзначајнији политички акт Италије према Албанији. Објављује се изненада војно-политички уговор између Италије и Албаније. Само дело има по својој опопашности више мање један оперетски карактер и коме главну улогу играју: љубоморни јунак Мусолини, дволична метреса Ахмед бег Зогу и срамежљиви љубавник Нинчић. Главни јунак Мусолини у наступу екстазе и љубоморе примораво Ахмед бег Зогу да се одрекне овог другог љубавника и задаје смртни политички ударац своме ривалу Нинчићу. Двалесет и седмост нов. о. г. потписан је у Тирану пакт између Италије и Албаније као класичан историјски документ италијанског завојевачког империјализма на Балкану. У томе пакту Италија ставља свој протекторат над и онако несамосталном Албанијом, уз највишу санкцију Велике Британије и тиме доказује своју агресивност и снагу у својој политичкој експанзији на Балкану. У самом уговору једна је од најглавијих и најзначајнијих тачака она, која говори да је сваки поремећај политичког или територијалног карактера status quo Албаније уперен против заједничких интереса остварајућих држава. Осим тога се у уговору обавезује заједничка сарадња и помоћ у случају опасности албанског интегритета. Овај војно-политички уговор простије поразно југословенску буржоазију а по готову српску. Осута је паљба на Нинчића. А представници југословенске буржоазије без разлике, у лицу Корощца, Радића и Давидовића искористили су овај тако zgodан случај да ударе Узуновићевој туберкулозној влади смртни ударац. Целокупна буржоаска штампа третира у својим уводним чланцима овај спољно-политички пораз не само као катастрофу Албаније, већ и као катастрофалан пораз великокрпске дипломатије којом је руководио Момчило Нинчић. Овом приликом не може се оспорити несумњиви политички империјалистички успех Мусолинијевог потеза на Балкан. Другим речима у овом катастрофалном политичком поразу треба да се житоше немарност и инфериорност велика-крпске дипломатије, треба да се житоше њена недовољна империјалистичка агресивност. Доцкан, господо велико-крпски империјалисти! Жалост је разум се велика, што ће место вас, англо-италијански империјализам постати господар албанских извора петролеја, шума и осталог народног богатства; што ће место вас на посредни начин сисати снагу и живот албанског народа; што ће поред вас гурати у разне авантуре албански народ за своје империјалистичке планове. Колико «неблагодарности» према велико-крпској буржоазији од стране Ахмед бега Зогу и целе банде албанских бескрупулозних бегова, који не презају од најпрљавијих послова да што скупе продају албански народ и његово народно богатство. Шта би учинила велико-крпска дипломатија и милитаристи да могу да се освете Ахмед бег Зогу!

1924 г. у децембру уговорена је у Београду албанска контрада се свакодневно виђају у Жutoј Кући (минист. иностр. дела) и Цена бег, шурак и зет, живели су као емигранти у Београду, трошили немало новац и проводили ноћи по баровима у друштву београдских варијететкиња. Али то им ипак није сметало да се свакодневно виђају у жутој кући (минист. иностр. дела) ради спремања контрареволуције у Албанији. Они су веома лукаво оперисали и надмудрили велико-крпске дипломате. Обезбавали су све и енергичну акцију против косовског комитета, акцију против качака и бугарских комитета; обећали су концесије и Свети Наум, једном ређу они су све обећали што су захтевали властодрнци из Београда само да их српски империјализам доведе на власт.

Средном децембра 1924 г. експедиција је организована. Ахмед бегу стављено је на расположење више хиљада Врангелових војника, дато му је неколико брдских батерија, тридесет до педесет милиона динара и «наполеонски марш» је успео. Фан Ноли који није довољно осигурао свој положај и услед слабости у енергичном спровођењу свога програма морао је да уступи место Ахмед бег Зогу и да сам емигрира у иностранство. Одмах по доласку на власт Ахмед бег Зогу постаје тајни пријатељ Италије и окреће леђа Београду. То своје пријатељство са Италијом он је најзад свечано манифестовао у војно-политичком уговору, у трговинским, финансиским и културним конвенцијама.

Италијански фашизам има ту фикс идеју да обнови римску империју. Сан Мусолинија јесте обнова римске империје, а поред тога и да загосподари Средоземним Морем. То су палијативи италијанског диктатора који предочавајући све оштрију кризу у самој Италији, покушава помоћу терора и спољно-политичких блефова да скрене пажњу италијанског радног народа од свакодневне борбе, од револуционарне класне борбе. Разуме се и овде треба имати у виду еминентно важну чињеницу, да иза италијанског империјализма стоји Велика Британија која је уперила свој нишан против прве радничко-сељачке државе, против Совјетске Уније. То се још очигледније види по свима политичким акцијама Италије у Румунији и Бугарској, «Шетња» принца Сполетте и маршала Бадоглија до Букурешта и Кишињева није била забавна шетња, а најбољи доказ за то, јесте провокаторски говор маршала Бадоглија кога је одржао у Кишињеву. Да се Италија у неку руку потпуно осигура за своје будуће акције — она је прекорачила на Балкан и постала господар Албаније и Јадранског Мора. Ахмед бег Зогу постављен је за генералног гувернера Мусолинија у Албанији. Положај албанског радног народа погоршаће се битно после овога. Режим политичких убиства и крваве реакције удвостручиће се. Ово ће бити само једна варијанта више да што пре букне пламен на Балкану. Албански народ који данас живи у «слободној републици» феудалног господара Ахмед бега подноси исте муке као и његови сународници под Србима и Грцима, разлика је само у државно правном смислу.

Последњи устанак у северној Албанији био је сигнал о тешком стању албанског радног народа. Предпоставља се, да је устанак масло Италије ради потврде исправности закљученог уговора. У сваком случају овај неуспели устанак, био он провокација или недовољно организован покушај обарања данашњег режима у Албанији, показује којим путем треба албански радни народ да иде. Економско, политичко и културно ослобођење албанског радног народа мора једино бити дело албанског радног народа у савезу и, у тесној сарадњи са радним народом осталих балканских земаља. У томе смислу намеће се албанском народу потреба да кроз уједињену борбу свих револуционарних потлачених слојева извојује своју коначну социјалну и политичку слободу.

Димитрије Јовановић

## Смрт Николе Пашића

Велики мајстор српског империјализма Никола Пашић није више међу живима. Осамдесетогодишњег старца, шефа радикалне партија кроз деценије, амбициозног и загриженог политичара ударила је капа од које у петак 10 новембра из јутра издану. Неумољива код природе победила је живају природу Николе Пашића, који је до свог последњег даха активно учествовао у политичком и социјалном угнетавању широких радних маса свих народности монархије Александра Карађорђевића. Пре свега неколико биографских података.

Никола Пашић рођен је четрдесетих година прошлог века у источној Србије — у Зајечару, недалеко од бугарске границе. Породица му се доселила из Бугарске и отац му се бавио трговином и сеоским зеленашством. Млади Никола по савршетку основне школе у Зајечару и гимназије у Београду одлази седамдесетних година у Цирих ради техничких студија. У то време влада у ондашњој Србије режим мрачне реакције и политичких убиства под аустро-византском династијом Обреновића. По доласку у Швајцарску, која је у то време била уточиште свих прогонених револуционара, из тога доба, када је Европу захватио први талас међународног револуционарног социјализма и леберализма, Пашић одушевљен идејама Маркса, Бакуњина, Гернишевског и Светозара Марковића ступа у редове истих. У друштву са извесним бројем ондашњих српских ђака (Пером Велимировићем и др.) оснивају свој револуционарни кружок у Цириху у циљу што ближе упознавања Бакуњинових и Марковских доктрина. Доцније наступа извесна подвојеност у схватањима, а с друге стране ватрене присталице бакуњинових теорија, а с друге стране «марксисте» са Пером Велимировићем, Св. Марковићем и Пашићем. У лето 1872 г. израђен је у Цириху од Св. Марковића и први програм „Српске Социјалистичке Партије“ на чисто бакуњинистичкој платформи, као слаба и непотпуна копија програма турске федерације. Међутим по повратку Пашића у земљу после свршених студија, идеолог „српског социјализма“ Светозар Марковић напушта свој првобитни програм услед објективних тешкоћа у своме спровођењу и под утицајем руских народњака и западних либералних идеја полаже основу једне радикалне народне странке узимајући за принцип: општинске самоуправе прогресивно опорезиване и остале социјал-економске културне реформе које би се могле применити на терен ондашњих прилика у Србији. Оснива се Радикална Партија почетком осамдесетих година, предвиђајући у своме политичком програму и обарање ондашњег напредњачког реакционарног режима. Никола Пашић узима видног учешћа у

оснивању нове странке. И овде као и у Цириху његово присуство не уноси полета и свежине, — интелектуални његов ниво веома је ограничен. Увек утљив и у неку руку тајанствен, без говорничких способности и широких концепција — он је давао импресију човека који у себи скрива неку мистичну енергију и вољу. И догађаји су га збиља избацили на површину, на челу странке и владе — на власт, за којом је он у ствари једино тежио.

\*

Тако је Никола Пашић успео благодарени стицају околности и чудној срећи која га је кроз живот пратила да се наметне на грбању целој земљи кроз више десетина година. Он решава високе државничке проблеме, води борнирану и прикривену борбу против династије и својих политичких и личних непријатеља и супарника у странци и ван ње. Од некадашњих циришких идеала ни помена више по његовом ступању на политичку позорницу — после ступања на челу странке. Осуђен на смрт после познате Зајечарске буне 1881 г., коју је он организовао мимо воље Главног Одбора странке емигранта у Бугарску, да оданде буде сведок страховито крвавог терора Обреновићевих властодржаца. Начела странка он баца у позадину, њему је стало до власти и то да је он лично спроводи. Радикална странка обухвата све шире народне слојеве и постаје озбиљан фактор у ондашњем политичком животу, благодарени насиљу крвавог напредњачког реакционарног режима. Поред ратова са Турском и Бугарском настаје и породични раздор у династији. Милан Обреновић интелегентан али савршено лакомислен човек и бонвиван, дутка је у рукама Балплада. Женидба са рускињом Наталијом Кејчко није помогла да се Милан подвргне под утицај Петрограда. Напротив. Наступило је још веће политичко размимоилажење, најзад је дошло и до развода брака између Милана и Наталије. У такој једној загушљивој атмосфери Пашић бива пошлован и долази на министарски положај. Пре и после тога, као и после познатог неуспелог атентата на краља Милана, режим прогони Пашића и осуђује на робију да би га после употребио у своје циљеве. И он добро служи. Лавира и тамо и овамо, клевета своје другове и добија зато награде.

После убиства Александра и Драге Обреновић у мају 1903. Пашић је господар ситуације. Принц Петар Карађорђевић који је до пре тога у Швајцарској живео, чекао је исход мајске драме са нестрпљеном јер је чекао обећани српски престо, а Пашић обећању власт. Није се преварно. Завереници су добро гађали, Петар Карађорђевић постао је владар Србије, Пашић је добио неограничену власт. У Петрограду и Паризу шио се тада у знак новог курса шампанер.

Од 1903 г. до прошле године Пашић са врло мало прекида стајни је председник влада у Србији, радије у краљевина СХС. Од оснивања странке остао је он једини значајнији, сви остали изумирали су, способније фигуре у странци није толерирао и често је изазивао конфликте. (Случај са Ст. Протићем, М. Миловановићем, у последње време са Настас Петровићем и Љубом Јовановићем које је из странке исклучио.) Али не само то. Његова гравитност за неподељеном влашћу довела га је у сукоб и са садашњем краљем Александром који га није симпатисао, та гравитност га је најзад отерала од секирације у смрт.

Пашић благодарени догађајима и ратним успесима у балканском и светском рату постаје стварни господар у земљи, централна фигура са седом пророчком брадом и „велики“ државник Кавурског стила.

\*

Амбиција и претензије Николе Пашића у колико су везане са његовом политичком каријером била су првенствено личне и специфично партизанске природе, далеко од оне радикалске девизе „Са народом све за народ!“

Клике и котерије била су му омиљена оруђа у политичкој делатности. Осим тога, Пашић је био и персонификација велико-српског шовинизма и империјализма у колико га има.

Држањник ограничених државничких способности, ускогрудни партизан зеленашког типа, који ни од чега не преза у својим акцијама кријући се стално у позадину и бежећи од одговорности пред историјом, организовао је Пашић и фамозни Солунски процес за време светског рата. Хтео је у једном тренутку неодлучности да понуди сепаратан мир Аустрији, али су му сметали приручки са луковником Димитријевићем-Аписом на челу који су учили његову намету. Најодважнији мићу њима Димитријевић стрелани су, осумњичели за дело атентата (!) на регента Александра. Тај исти Димитријевић-Апис, који је био 1903 г. душа и извршитељ завере на Александра Обреновића и одани карађорђевићевац. Тешко је набројати епизодично злочине Николе Пашића. Јасно је, да се његовом смртју неће поповити положај радничког народа вароши и села и потлачених нација у Краљевини СХС. Још мање ће зажалити његову смрт обесправљени пролетаријат који је највише осетио тежину његове крваве власти. Он, немоћан старац, био је у последње време само дутка његове најближе котерије, која је вешето искоришћавала његове старачке каприце и амбиције. Подвојеност у Радик. Партији из да нарасте. Сви се они кољу као гладни пси око власти, тако их учио њехов сада умрли учитељ. Криза, безизлазна криза

косо земљу. Беспослица и глад и ратна опасност готове су чињенице. Политичко расуло и безизлазне владине кризе доминирају у политичком животу земље — а то је довољан сигнал да се широке масе радног народа вароши и села и потлачене нације мобилишу и збију у борбене редове.

Никола Пашић добио је излив крви у мозку после аудијенције кад Александра Карађорђевића. Несумњиво да је зајед-

нички разговор ова два јавно тајна супарника била веома жучна — јер је млади Алексаидар, нашао начина и приликом ове владине кризе да мимоиђе на видљив начин старог Пашиће. После неколико часова Никола Пашић од јада умро — али реакција и његово дело и даље живе, њих ће нестати када се дигну потлачени варош и села.

Огњен

# FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI  
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## „CARLISMUL“

O nouă aventură de dragoste!... Așa a vrut să explice, să scuze oligarhia exilarea prințului Carol acum un an. Se înțelege — și noi am spus-o atunci în paginile *Federatiei Balcanice* — că nimeni nu a crezut această gogoasă. O aventură? Da! Dar nu de dragoste, ci o aventură fascisto-palativă. Și „eriza“ politico-dinastică de acum, un an după aventura de „dragoste“, dovedește că noi am avut dreptate. Era ceva mai adânc decât o chestie de dragoste în „grava“ decizie luată în consiliul de coroană dela 4 Ianuarie. Ba ceva mai mult încă. „Criza“ de acum arată că *aventura „carlistă“*, aventura fascistă a lui Carol, este pe cale de a deveni o *mișcare politică*.

Intr'adevăr, acum un an „carlismul“ nu era decât o conspirație de salon a unor cercuri de ofițeri și fasciști, cari începeau să se adune în jurul prințului Carol încercând să facă dintr'insul un steag pentru ei. Prințul Carol de altăparte se arăta dispus a deveni punctul de raliere al grupurilor fascisto-militare. Temperamet aventuros, prințul manifestase într'adevăr față admirativă sa pentru Mussolini și tot pe-atât de față disprețul său față de brătienism — nu pentru că prințul urmărea să inlocuiască regimul lui Brătianu printr'unul de domnie a poporului, ci pentru că Brătianu a prefăcut coroana (auzi dumniata!) într'o slugă a oligarhiei. Prințului Carol nu-i surâdea de loc să devină rege-slugă a oligarhiei, o jucărie a regelui neincoronat, dar real, Brătianu; el visa să devină rege „adevărat“. Impletirea năzuințelor aventuriere ale prințului Carol cu planurile aventuriere ale fasciștilor militaro-civilii — iată ce a fost acum un an „carlismul“. In afară de asta nimic: nici masse populare, nici bunăvoința vreunui partid. Pedesupra: tot carlismul era ascuns, se mișca în secret — și a fost o surpriză pentru opinia publică, când s'a trezit în dimineața de 4 Ianuarie aiurită: cu un prinț-moștenitor „fugit“ și cu un altul proaspăt proclamat, plus o regență alcătuită din oamenii de casă ai brătienismului.

Dar de-atunci lucrurile s'au schimbat. Așa precum altădată luptele religioase nu erau decât o formă pe care o imprumutau luptele de clasă, tot astfel lupta între carlism și brătienism este pe cale de a deveni o formă pentru mișcarea luptelor politice în România. Căci astăzi nu mai sunt numai cei câțiva ofițeri și fasciști cari fac din prințul Carol un steag pentru conspirația lor de culise. Astăzi cercuri (nu se poate încă spune cât de largi) ale micii-burghezii, ale intelectualilor și studenților, ale păturilor mijlocii dela orașe și sate, încep să pună în carlism ceea ce carlismul nu s'a gândit nici când să fie: o mișcare care va împlini nădejdiile lor de a scăpa de domnia oligarhiei. Căci trebuie s'o spunem fără frică: desamăgite de falimentul și nevolnicia conducătorilor naționali și țărăniști, massele populare pot fi ușor ademenite astăzi și înșelate. Ele pot fi ispitite a-și pune speranțele de dezrobire într'un mântuitor de sus, într'un personaj ca „exilatul“ dela Moulin Rouge din Paris, pe care de-almintrelea dușmănia brătienistă îl face să apară înconjurat de o înșelătoare aureolă de simpatie și compătimire. Se înțelege că între intențiile lui Carol și ale carliștilor — o dictatură fascistă — și între năzuințele pe care massele le vor atribui, le vor imprumuta carlismului, descătușarea lor de apăsarea oligarhiei — este o prăpastie, intențiunile celor dintâi și nădejdiile celor din urmă excluzându-se ca cei doi poli ai pământului. Dar cu toate acestea carlismul se transformă, se poate transforma, dintr'o conspirație de salon într'o mișcare purtată de către massele largi țărănești și mici-burgheze, ridicate contra oligarhiei și dezamăgite de nepuțința și lașitatea conducătorilor de opoziție și cari pot rădea pradă demagogiei fascisto-carliste.

La această transformare contribuie dalmintrelea conducătorii partidelor burgheze de opoziție înșiși. Anul trecut conducătorii

naționaliști și țărăniști au fost de partea lui Brătianu împotriva lui Carol, pentru „destituirea“ căruia ei s'au pronunțat în consiliul de coroană. Pedeparte, acești conducători fuseseră atunci înspăimântați de pericolul unei lovituri fasciste din partea lui Carol, pericol pe care vicleanul Brătianu a știut să li-l zugrăvească prin surprindere la orizont. Pedealtăparte, acești conducători s'au lăsat atunci prinși de vaga fadăuintă, pe care le-a fluturat-o Brătianu pe dinaintea ochilor, că-i va „ajuta“ să vină la putere. Dar după ce s'a descotorosit de prințul nedisciplinat cu concursul conducătorilor naționali-țărăniști, Brătianu le-a dat după tradiția fanariotă cu tifla și a cocotat la guvern pe generalul Averescu. Deaceea astăzi, când pericolul carlist sporește și Brătianu aleargă după ajutor, conducătorii naționali-țărăniști se împotrivesc deastădată de a face front cu oligarhia. Intr'adevăr, devine tot mai limpede că naționali-țărăniștii plănuiesc să-și încerce norocul într'o aventură cu prințul Carol încercând să se servească de acesta pentru a doborâ brătienismul. Rămâne de văzut cine de cine se va folosi. Totul ne face să prevedem că carlismul carlist, cu toate că nu-i îndreptat contra unui pericol de stânga (ca în Italia acum cinci ani), ci în aparență contra dreptei (ca în pilsudskiada poloneză), va proceda totuși, odată biruitor, împotriva „stângerii“ și va cădea la urmă la înțelegere cu oligarhia brătienistă pe baza unui compromis oarecare. Astăzi însă este fapt că conducătorii naționali-țărăniști — cu excepția amicilor doctorului Lupu, cari stau alături de Brătianu și acum — cochetează cu prințul Carol și încearcă a-l folosi ca berbec de asalt pentru a sparge cu el zidul oligarhiei, zid pe care acești conducători nevolnici și lași nu vor să-l spargă printr'o luptă de masă deschisă și hotărâtă. Această cochetare și „manevrare“ cu prințul Carol dezorientează massele, contribuind astfel, de partea ei, să sporească simpatiile și iluziile masselor în carlism — adică să lărgescă baza fascismului princiar.

Iată de ce se poate spune că carlismul devine o mișcare populară, de masă. Spaima și alarma oligarhiei nu este deci lipsită de temei. Oligarhia se pregătește însă firește de apărare. Nu numai militaricește: scoțând din armată sau mutând dela posturile de comandă pe ofițerii nesiguri sau bănuși de simpatie pentru Carol. Dar oligarhia încearcă și largi manevre politice. Mai întâi oligarhia a întărit alianța cu regele, unul din cei „dintâi... brătienști din România: mare moșier și unul din cei mai mari acționari ai tuturor băncilor și întreprinderilor liberale. Apoi ea a căutat să câștige de partea sa din nou, cum am spus, pe conducătorii opoziției fluturând iarăși în fața poștei lor de putere făgădueli ispititoare. Dar naționali-țărăniștii refuză, iar Iorga s'a pronunțat pe față pentru reintoarcearea lui Carol, dar cu condiția ca asta să se facă pe cale legală, adică prin anulara de către rege și parlament a actului dela 4 Ianuarie. Înșfârșit oligarhia va căuta, pare-se, să introducă pe regina Maria în regență sau chiar s'o facă pe ea singură regență, pentru a deplasa astfel lupta contra lui Carol de pe planul luptei dintre partide. Brătianu contra lui Carol, așa se formulează lupta de astăzi, și în acest cadru se înțelege că șansele lui Carol sunt mari, dată fiind impopularitatea lui Brătianu și ura fără margini de care el se bucură în masse. Dar dacă formula se schimbă prin opunerea reginei Maria contra lui Carol, atunci șansele de a-l învinge pe Carol sunt mai mari.

Este totuși limpede că oligarhia se va găsi într'o grea situație dacă Carol răsare într'o bună dimineață la București după moartea regelui Ferdinand. Carlismul, încă amorf și difuz astăzi, s'ar întări și s'ar ridica atunci dintr'odată. Dar cum stăpânirea oligarhiei stă pe un vulcan (revoluție țărănească, națională, proletară, etc.), carlismul poate deveni focul de pușcă care să provoace dezlănțuirea nu a unei mișcări fasciste, ci a unei mișcări populare revoluționare. Oligarhia este conștientă de asta și ea, care are destulă îndrăzneală pentru a îneca în sânge nevinovat orice ridicare a țărănilor, muncitorilor sau a naționalităților asuprite, este în același timp destul de lașă pentru a căta la urma urmei să se înțeleagă

intr'un fel sau altul cu Carol, care, și el, nu va putea sfârși, dacă se reîntoarce, decât prin a se sprijini pe aceeași oligarhie.

Nu sustinând pe Carol „contra lui Brătianu“, ci organizând și ducând cu toată vigoarea și hotărârea lupta de masă a țărănilor, muncitorilor și a minorităților naționale contra oligarhiei și a monarhiei, numai astfel România va putea fi dezrobită din ghiarele oligarhiei.

I. Mateescu

## Oligarhia română și opinia publică din străinătate

Datorită cenzurii presei, care se aplică astăzi în România cu o sălbăcie și cu un cinism încă necunoscut acolo până acuma, locuitorii țării sunt complet în întuneric privitor la evenimentele de o decisivă importanță politică pentru România. Situația este într'adevăr paradoxală: un locuitor al României, ca să aștepte ce se întâmplă în această țară, trebuie să recurgă la ziare ce apar în... străinătate. Străinătatea este astăzi mai bine și mai repede informată despre ceea ce se întâmplă în România, decât românii înșiși.

Așa de-o pildă, toate ziarele din lume își informează zilnic cetătorii despre „chestia interzisă“ din România, despre chestia Carol. Locuitorii României însă, dacă nu sunt introduși prin căi lăturale în secretele celor puternici, nu știu nimic, sau sunt siliți să „știe“ ceea ce vrea oligarhia, adică neadevărul. Toată străinătatea știe mai departe că regele Ferdinand este bolnav de cancer și iremediabil condamnat, și că golirea iminentă a tronului va fi începutul unor lupte pentru tron și al unor convulsii incalculabile pentru soarta regimului oligarhico-absolutist din România. Opinia publică din România însă este purtată de nas cu comunicate medicale mincinoase și anodine.

Dar mai ales nu știu masele populare din România aproape nimic despre campania de demascare a regimului sângeros al oligarhiei, care se duce în străinătate de către organizațiile muncitorești și de către cercurile burgheze de „stânga“. Astfel nu se știe acolo decât de către foarte puțini, că cartea d-lui Costaforu despre *Crimele și Ilegalitățile Siguranței* a apărut în nemțește încă de mult și a fost răspândită în toate țările de limbă germană, unde a făcut cunoscut regimul de teroare albă din România. Acuma această carte a apărut și în franțuzește la Paris, în editura Ligei Drepturilor Omului, și contribuie să mobilizeze contra oligarhiei și în ajutorul popoarelor din România opinia publică și din țările latine. Despre volumașul în nemțește *Casele Morturilor din România* de Spiru am vorbit în *Federația Balcanică*. După ea a apărut, pentru denunțarea asasinatului săvârșit asupra luptătorului

revoluționar basarabean Tkacenko și a celor ce se pregătesc asupra lui Stefanoff și celorlați din procesul lui, o broșură la Paris, în editura Comitetului de Apărare a Victimelor Teroarei Albe din Balcani de sub președinția lui Barbusse. Broșura este intitulată *Valea Plângerei, În țara ultimului Hohenzollern, Istoria unei Crime* și poartă pe copertă chipul lui Tkacenko, victima, și al lui Brătianu, ucigașul. Nu este în această broșură însă vorba numai de Tkacenko și Stefanoff. Relatarea crimei este prilejul pentru evocarea în cuvinte concentrate și crispante a tragediei pe care o trăiește întregul popor, mai exact toate popoarele din România. Cât de impresionantă este această cutremurătoare evocare a văii plângerei din țara ultimului Hohenzollern se poate vedea și din faptul, că ziarul de stânga din Viena, *Der Abend*, a tradus-o în nemțește și o scoate în editura sa însoțită de o corneliană scrisoare a văduvei lui Tkacenko și de alte scrisori ale mai multor celebriități literare și științifice din toată Europa.

Trebuie să repetăm că acestea toate nu sunt seose de Internaționala a III-a, cum tipă oligarhia și lacheii ei, — deși Internaționala Comunistă stă în fruntea luptei contra teroarei albe din România, din Balcani și din toate celelalte țări —, ci de asociații, comitete și edituri cu totul departe, ba chiar potrivnice comunismului. Subliniem aceasta pentru a se vedea că lupta contra teroarei albe a oligarhiei române este o luptă dusă de întreaga opinie publică cinstită din Europa. Și nu numai din Europa, ci chiar și de dincolo de ocean. Dacă călătoria „de plăcere“ a reginei Maria în America a dat un fiasco atât de lamentabil, asta se datorește tocmai campaniei internaționale pe care muncitorimea și reprezentanții opiniei publice din Europa și America o duc pentru demascarea regimului sângeros din România. Numele cel mai popular pe care regina Maria l-a lăsat în America este „Maria de Coțofenești“, — căci toți americanii cunosc acuma istoria coțofenească a reginei și a întregii jumătăți feminine a oligarhiei din timpul, dar și dinaintea și din urma războiului, pentru că de Coțofenești au vorbit ziarele americane cărora fascistul Goga nu le poate pune căluș. Și din America fama Coțofeneștilor a trecut și în presa din Europa — ziarele germane, austriace, elvețiene, franceze, etc. au răspândit pestetot numele devenit un simbol al oligarhiei.

Oligarhia câtă să înăbușe strigătul sfâșietor al poporului român martirizat. Dar toată lumea de dincolo de graniță l-a auzit. Poporul român, popoarele din România au câștigat de partea lor opinia lumii întregi. Oligarhia română e demascată în fața străinătății, care știe acuma că locul țarismului măturat de revoluția rusă l-a luat România oligarhică, țara lașității de guvern, a arbitrarului și samavolniciei celei mai cinice și a celei mai sângeroase terori albe. În momentul când masele populare din România se vor ridica pentru doborârea oligarhiei, aceasta va cădea izolată, în timp ce masele populare vor avea opinia publică din toată lumea de partea sa.

Delablaj

غزته سی لومه ده (شمدی آرنأودلق صرب اداره سنده بر قصادر) عوانی  
آلنده صرب آردوسنک یادیغی بخایعی بر عسکر مکتوبی ایله نشر ایدوب  
اعلان ایدیوردی: «عزیز دوستم سکا اوزون یازمغه و قوم یوق، بن پک  
متأرم، انسانلرک بودرجه باربار اولد قلرینه هیچ بر صورته ایانه میوردم.  
انسانلرک بودرجه و خشجه سته مظالم یاپاجقنه هیچ کیمسه اینانمز دی،  
سزه کوردکلریمی یازمه نك امکانی یوقدر فقط قصه جه سویله یهیم  
Loma لومه آرتق بر یوزنده یوقدر، موجود دکدر، بوشهر آرتق  
اولو اسکلتندن کوللردن باشقه بر شی دکدر. بوقضانک ۱۰۰، ۱۰۰،  
۲۰۰ خانهلی بویوک کویلری وار ایدی، شمیدی اورالده نك بر خانه  
وتک بر آدم قالمشدر بز بوحوالی آرنأودلرینی ۵۰، ۵۰ کشی غروب  
خالده دیزدک. بایوتلرله دله رک اولدیردک، یاغما ایدیلان اموال  
و حیواناتک صالمسیچون ضابطلریمز عسکرلری یاقوه و پرزرینه کوندر  
ییوردی... الخ... الخ «کیلانک Guylekor قریه سنده ارکلر چولوق  
چوجق قارشو سنده اک و حشیجه بر طرزده اولدیرلش و کوی کاملاً  
یاقلمشدر. چولوق چوجق کولر اوزنده قار یاغور آلتنده آجلقدن  
اولمش، پک آزی جوار کویله التجا ایده بیلشدر. ایشه ماکدونالی  
قارداش بزم حریت اوغورنده یادیغیمز فداکارلرک مکافاتلری  
بونلردر.  
شار.

(مابعدی وار.)

دیگر: «هیچ بر بلغار کوی یوقدر که یانمست اولماسون، بز آلزه  
دوشون بالعموم بلغارلری اولدیردک، هیچ بر کویلی بر اقادق». «  
دیگر وثیقه: «بز، هنوز بر حیات ایکن اسیرلرک کوزلرینی چیقاردق». «  
کور یورسیکنز یا بونلری اهل صلیب اردولری بر برینه یاپورلر. سرهز  
ده ۵۰۰۰ درت بیک خانه یاندی، روملر ۱۶۰ یوز آلمش بلغار کوی کول  
ایتدی، دیری انسان بر اقدی.

ادرنه ده محاصره اثنا سنده محلهلر ایچنده آجلقدن آغلایان  
چولوق جوجقلرک فریادینه جانلر دایانامازدی. ییلدیرم محله سنده بر  
آدم چوجقلرینک آجلقدن فریاد لرینه تحمل ایده میور، اوچ چوجقنی،  
قاریسنی، ونهایت کندیسنی اولدیر میور، والدهلر چوجقلرینی آجلقدن  
طونجه یه آتور، یوزلرجه خلق آجلقدن قار طوی میور، اوت آریور  
زهرلی اوت ییدیکدن اولنلرک حد و حسابی یوقدر. طونجه اطه سنده  
سرای اسکی دینیلن محله ده کی محبوبلر آجلقدن بر متره ارتفاعنه قدر  
آغا جلرک قوقلرینی یشلر و آغاجلر چیللق صویولمش کورولمشدر.  
دیگر طرفدن صرب اردولری اسکوب، پره شوه، کیلان، متره و یجه  
قوماتووه، اییک، پرزرین، دبره، اوخری. استروغه ده اودرجه  
وخشتر، اودرجه آغیر اشکنجه لر یاقلمشدر که باربارلر، تیورلنک اردولرینه  
رحمت اوقومشدر. ایشه ۹/۲۲ تشرین اول تاریخنده صرب سوسیالیست

# بalkan فده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعه سيدر

بالعموم balkan اسانلرنده بازيلمقده در

## ماكدونيا خاطراتى مظالم صحته لرندن

(يدنجى مکتوب)

روم، صرب مظالمى

يادى. يوز بيگلرجه مسلمان كويليسى اسكوب، سلانيك، ادرنه قصبه لرى اطرافنده قار، چامور آلتنده آچلقدن اولديرلدى، قورتيلانلر سپورتى كوفه سي كي واپورلره بنديريله رك آنه طوي به آيلدى، فروآزاد اردولرى قانلى اللره مظفريت شرابلرينى بيگلرجه معصوم ماكدونياينك لا شه لرى اوزرنده اچديلر. فقط بو مظفريت خمارى چوق كچمدى. متفقر حربى پاشلادى، بو سفر صره بلغار و روم كويليسنه كلدى. قباق بوزوالليرك باشنه پاشلادى. نه قدر بلغار كويى وار ايسه خانه ليله، حيواناتيله، انسانلره كاملا روم اردولرى طرفندن ياقيلدى. باقكر روم اردولرى نه يازيوردى: «قرال امريله بتون بلغار كويليرنه آتش ويردك، چونكه بلغارلر بزم كوزل سره زميزى ياقديلر، اهالسنى قتل عام ايتديلر. بز بلغارلردن دهاظالم اولق ودها ظالم كورونك ايسترز». (آنكه ت قارناغى.)

اولكى مکتوبده ماكدونيا قوميه سنك ماكدونياينك استخلاصى ايجون ياديجى فداكارلقلردن بر قاچ مثال كوسترمش وسرك حریت او غورنده يامش اولديغكر فداكارلقلرى خاطر يكره كتر مشيدم. او فداكارلقلرك مكافاتنى ناصل كوردك؟ اوبوكسك عزمه ويرديكمز قربانلردن نه قرانديق؟ بوكون برآزده بو حسابى برابرجه دردلتشه رك كورمك ايسترم. ايسترمه هپ برابر باشمزه كلن بودرين فلاكتلرك فيلملرينى بصيرت كوزيله كورهلم. ارتق عقلزى باشمزه طويلايه لم دوستى، دوشمنى آكلابه لم... ماكدونياينك خلاصكار قوميه سي خارقه لر، دنياده كيمسه نك ياپه مديغى، ياپاميه جغى فداكارلقلرى ياپدى ولكن نهايت يكر منجى عصرده بر صليب croisade اتحادى باپارق تركيه يى قسما روم ايلدن چيقاردى. يوز بيگلرجه معصوم ماكدونيا كويليسى فروآزاد اردولرى طرفندن قتل عام ايدلدى. او كوزل كويلر

Adresse du journal  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

### SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,  
5 et 60 cents pour tous pays restants

#### Texte français (1049—1058)

##### Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

Vassil Kolaroff

Bedri Pëyani

Paul Louis: Dynasties et militarismes balkaniques

A. Devolli: L'insurrection de l'Albanie du Nord et le Pacte d'amitié Italo-Albanais

I. Mateescu: Le « Carlisme » — Le fascisme princier

Dimitri Jovanovitch: La lutte nationale-révolutionnaire dans les Balkans et la question paysanne

Louis Mesnard: Les crimes de Tsankoff-Liapcheff débordent — c'est en vain que par la terreur on veut étouffer les voix des protestataires

Georges Pioch: 19 novembre (Meeting pro Macédoine) Désespoir en la Société des Nations

Makedonsko Delo: La rage de l'impuissance

Un attentat à Vienne

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

#### Texte allemand (1059—1061)

Melingos: Republik auf Kündigung in Griechenland

Henri Barbusse: Der Löwe

Ein Attentat in Wien

#### Texte albanais (1061—1063)

Drapni: Rruga e jonë

L. Xheleni: Mbas katastrofes

#### Texte bulgare (1063—1066)

Марсел Валтер: Положението на бежанците в България. Бежанския заем на О. Н. и правителството Ляпчев

Добруджански: Добруджанското движение. Борбите на Добруджанската емиграция в България

#### Texte grec (1066—1067)

Μελιγκος: "Υστερα από την νίκη στην Ελλάδα"

#### Texte serbe (1067—1070)

Наша Анкета о Балканској Федерацији

С. П. Бороздин

Карић: Пет година робије за Косту Новаковића

Димитрије Јовановић: Великорепски империјализам

Огњен: Смрт Николе Пашића

#### Texte roumain (1070—1071)

I. Mateescu: „Carlismul“

Delablaş: Oligarhia română și opinia publică din străinătate

#### Texte turc (1071—1072)

شار: ماكدونيا خاطراتى مظالم صحته لرندن — يدنجى مکتوب